

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Doctorat : Statistiques Canada - FEUQ</b> .....	<b>3</b>
LE DEVOIR : Amérique du Nord - Les doctorants sont plus nombreux au Québec : Mais leur avenir se trouve ailleurs qu'à l'université - Édition du mercredi 30 avril 2008.....	3
LA PRESSE : Les doctorants mal préparés au marché du travail : dans certains domaines, les taux de chômage sont « absolument hallucinants » - Le mercredi 30 avril 2008.....	3
FEUQ : Le CNCS-FEUQ lance une importante étude sur la formation doctorale au Québec - Mardi 29 avril 2008.....	3
LA PRESSE : Brève : Le nombre de doctorats obtenus augmentera - Mardi 29 avril 2008.....	4
LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Enquête auprès des titulaires d'un doctorat - Le lundi 28 avril 2008.....	4
<b>Lecture : les jeunes Québécois en surclassement</b> .....	<b>5</b>
THE GLOBE AND MAIL : Quebec students' top rank tied to course reform : Some say measures, which emphasize acquiring skills over knowledge, are behind 13-year-olds' top national ranking in reading, math - Wednesday, April 30, 2008 at 4:47.....	5
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Lecture et mathématiques : Les jeunes Québécois bons premiers - Mise à jour le mardi 29 avril 2008 à 10 h 11.....	5
LE DEVOIR : Évaluation nationale - Lecture: les jeunes Québécois surclassent les Canadiens - Les résultats en mathématiques et en sciences montrent également leur supériorité - Édition du mardi 29 avril 2008.....	6
LA PRESSE : Les élèves québécois bons premiers au Canada - Le mardi 29 avril 2008.....	6
THE GAZETTE : Quebecers score high marks on national test : HEAD OF THE CLASS IN READING, MATH Assessment measured academic prowess of 30,000 13-year-old students - Tuesday, April 29, 2008.....	7
THE GLOBE AND MAIL : Quebec teens tops in math, reading - Tuesday, April 29, 2008.....	7
CYBERPRESSE : Les élèves du Québec supérieurs en lecture - Le lundi 28 avril 2008.....	8
CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DU CANADA : Résultats remarquables des élèves du Canada en lecture - Lundi 28 avril 2008.....	8
<b>Menaces au cégep du Vieux-Montréal</b> .....	<b>9</b>
MENACES : Ce qui fut publié par l'adolescent - Lundi 21 avril 2008.....	9
JOURNAL DE MONTRÉAL : Cégep du Vieux-Montréal : Le jeune inculpé fréquentait une étudiante - Mise à jour: Mardi 29 avril 2008, à 08:28.....	9
CYBERPRESSE : Menace au Vieux-Montréal: l'ado plaide non coupable - Le jeudi 24 avr 2008.....	9
JOURNAL DE MONTRÉAL : Cégep du Vieux-Montréal : ce n'était qu'une blague - - Jeudi 24 avril 2008.....	10
MÉTRO : Vieux-Montréal : L'adolescent devant les tribunaux - Jeudi 24 avril 2008.....	10
MATININTERNET : Menaces contre le cégep du Vieux-Montréal : l'adolescent comparait - Le mercredi 23 avril 2008 - 18:48.....	10
LE DEVOIR : Des cybermenaces forcent la fermeture du Cégep du Vieux-Montréal : Un adolescent de 16 ans est arrêté après avoir été dénoncé par des internautes à qui il a fait part de ses projets meurtriers - Édition du mercredi 23 avril 2008.....	10
LE SOLEIL : Un ado de 16 ans arrêté pour menaces de mort sur Internet - Mercredi 23 avril 2008.....	11
LA PRESSE : Menace au cégep du Vieux-Montréal: un ado de 16 ans arrêté - Le mercredi 23 avril 2008.....	11
JOURNAL DE MONTRÉAL : Panique chez les étudiants - Mercredi 23 avril 2008.....	11
JHOURNAL DE MONTRÉAL : Menace : Cégep du Vieux-Montréal : Tuerie évitée? - Mercredi 23 avril 2008.....	11
24 HEURES : Évacuation du cégep du Vieux-Montréal : un adolescent de 16 ans arrêté - Mercredi 23 avril 2008.....	12
MÉTRO : Le cégep du Vieux-Montréal est la cible de menaces : un adolescent est arrêté - Mercredi 23 août 2008.....	12
THE GAZETTE : Teenager arrested after threats to CEGEP du Vieux-Montréal : CLASSES, MOST ACTIVITIES CANCELLED Boy, 16, in custody but no charges have been laid, investigators say - Wednesday, April 23, 2008.....	13
CBC-CANADIAN BROADCASTING CORPORATION / MONTREAL : Teen arrested in Montreal college lockdown : Internet surfer in Ohio flagged online chat thread containing death threats - Last Updated: Tuesday, April 22, 2008   7:37 PM.....	13
LCN : Menaces de fusillade au cégep du Vieux-Montréal : Un adolescent de 16 ans est arrêté - Mise à jour : mardi 22 avril 2008, à 17h46.....	13
RADIO-CANADA / MONTREAL : Cégep du Vieux-Montréal : Un adolescent arrêté - Mise à jour le mardi 22 avril 2008 à 17 h 41.....	13
CYBERPRESSE : Menaces contre le cégep du Vieux-Montréal: un jeune de 16 ans arrêté - Le mardi 22 avril 2008.....	14
CYBERPRESSE : Menace contre le cégep du Vieux-Montréal - Le mardi 22 avril 2008.....	14
<b>Test de français pour les futur-e-s professeur-e-s</b> .....	<b>14</b>
LE DEVOIR : Opinion : Qualité du français des enseignants - Une histoire de sous ou de principes?, par Michel D. Laurier, Doyen de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal - Édition du samedi 19 et du dimanche 20 avril 2008.....	14
LE DEVOIR : En bref - Nouveau test de français - Édition du jeudi 17 avril 2008.....	15
<b>Actualités éducation au Québec</b> .....	<b>15</b>
LA TRIBUNE : Les étudiants du REMDUS optent pour la désaffiliation - Le mercredi 30 avril 2008.....	15
LE SOLEIL : Éducation : saigner le privé pour sauver le public, suggère la CSQ - Le mercredi 30 avril 2008.....	15
LA PRESSE : Québec abolira un programme de travail-études - Le mardi 29 avril 2008.....	15
LA TRIBUNE : Le Cégep aura besoin d'unités modulaires pour loger son surplus d'étudiants - Le mardi 29 avril 2008.....	16
LE DEVOIR : Frais afférents: l'UdeM ne tient pas compte de la politique du MEQ - Édition du vendredi 25 avril 2008.....	16
LE SOLEIL : Les universités du Québec à la dérive, selon les professeurs - vendredi 26 avril 2008.....	17
JOURNAL DE MONTRÉAL : Universités : L'argent aux patrons - Mise à jour: Vendredi 25 avril 2008, à 08:17.....	17
MÉTRO : La facture sera salée à l'Université de Montréal - vendredi 25 avril 2008 03:22.....	17
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES PROFESSEURES ET PROFESSEURS D'UNIVERSITÉ (FQPPU) : Première synthèse du Comité sur le financement des universités de la FQPPU : Investir dans le corps professoral appelle à une réorientation des priorités budgétaires des universités québécoises en faveur de l'embauche de professeurs et professeurs - Jeudi 24 avril 2008.....	17
LA TRIBUNE : Des étudiants simuleront l'ONU - Le mardi 22 avril 2008.....	18
LE DEVOIR : 1 <sup>ère</sup> page : L'UQAM aux prises avec une clientèle indésirable - Édition du lundi 21 avril 2008.....	18
LA PRESSE : Concordia dans le rouge - Le dimanche 20 avril 2008.....	19
LA TRIBUNE : Le nouveau dictionnaire de l'UdeS est actuellement en révision - Le dimanche 20 avril 2008.....	19
JOURNAL DE MONTRÉAL : Un déficit de plus de 115 000 \$ : L'UQAM ferme son bar - Mise à jour: vendredi 18 avril 2008, à 04:47.....	19
RADIO-CANADA / CÔTE-NORD : Études collégiales : Vers un centre à Port-Cartier - Mise à jour le mercredi 16 avril 2008 à 12 h 08.....	19
LE DEVOIR : Courchesne s'assurera que l'école mette aussi l'accent sur les connaissances - Édition du mercredi 16 avril 2008.....	20
LA PRESSE : La réforme de la réforme prend du retard - Le mercredi 16 avril 2008.....	20
LE SOLEIL : Baccalauréat en enseignement au primaire et au secondaire : trois ans au lieu de quatre - Le mercredi 16 avril 2008.....	20
<b>MÉTRO : 14 idées chocs de Léo-Paul Lauzon</b> .....	<b>21</b>
MÉTRO : Mes 14 idées chocs pour secouer le Québec et le Canada, par Léo-Paul Lauzon, Jeudi 17 avril 2008.....	21
<b>Actualités militantisme au Québec</b> .....	<b>23</b>
LA PRESSE : Manif étudiante : la détention était légale, tranche un juge - Mercredi 16 avril 2008.....	23
JOURNAL DE MONTRÉAL : Manif   Policiers blâmés : Le jugement cassé - Mercredi 16 avril 2008.....	24
CYBERPRESSE : Manif étudiante: une détention justifiée et légale, tranche le juge Boilard - Le mardi 15 avril 2008.....	24
<b>Grève à McGill</b> .....	<b>24</b>
THE GAZETTE : Inspector finds violations in McGill strike : PROFS TAKE OVER ASSISTANTS' TASKS Dispute over who is considered ' manager' - Thursday, April 17, 2008.....	24
<b>Élèves en difficulté : intégration ?</b> .....	<b>25</b>
LE DEVOIR : Québec pour une maîtrise en adaptation scolaire - Édition du lundi 21 avril 2008.....	25
THE GAZETTE : Opinion : School programs aimed at integrating special-needs students have failed : Inclusion is the most difficult system to operate well and the easiest to do badly, by Jim Wilson, retired teacher and former president of the Pearson Teachers' Union - Wednesday, April 16, 2008.....	25
<b>Les titres quotidiens de Courrier international</b> .....	<b>26</b>



les titres du 30 avril 2008 .....	26
les titres du 29 avril 2008 .....	26
les titres du 28 avril 2008 .....	27
les titres du 25 avril 2008 .....	27
les titres du 24 avril 2008 .....	28
les titres du 23 avril 2008 .....	28
les titres du 22 avril 2008 .....	29
les titres du 21 avril 2008 .....	29
les titres du 18 avril 2008 .....	30
les titres du 17 avril 2008 .....	31
les titres du 16 avril 2008 .....	31



# Doctorat : Statistiques Canada - FEUQ

## LE DEVOIR : Amérique du Nord - Les doctorants sont plus nombreux au Québec : Mais leur avenir se trouve ailleurs qu'à l'université - Édition du mercredi 30 avril 2008

Claïrandrée Cauchy

Le doctorat a le vent dans les voiles depuis une quinzaine d'années au Québec, mais les emplois ne suivent pas nécessairement. Clairement en retard par rapport aux États-Unis dans les années 1970, le Québec a non seulement rattrapé le reste de l'Amérique du Nord au début des années 1990, mais il surpasse maintenant ses voisins au chapitre du nombre de diplômes de troisième cycle décernés annuellement au prorata de la population.

Alors qu'en 1980 il comptait environ la moitié moins de diplômés du doctorat qu'aux États-Unis (environ 60 pour un million de personnes, comparativement à 140 aux États-Unis), le Québec décerne maintenant un peu plus de 160 doctorats par tranche d'un million de personnes, cette proportion s'établissant à environ 150 aux États-Unis. La proportion se situe à près de 140 pour l'ensemble du Canada.

Ces données, tirées [d'une étude réalisée pour le compte du Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec \(CNCS-FEUQ\)](#), font dire aux chercheurs qu'il est temps de revoir la formation doctorale pour mieux préparer les diplômés à un marché du travail de

plus en plus diversifié. C'est que, de toute évidence, la voie royale menant à des carrières dans la recherche et l'enseignement universitaires ne pourra être empruntée par une majorité de diplômés.

La recherche menée par Jean-Pierre Robitaille, de l'Observatoire des sciences et des technologies de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), révèle que seulement 38 % des titulaires d'un doctorat travaillent dans le secteur universitaire. «C'est un marché de l'offre actuellement», a fait observer M. Robitaille, soulignant que la demande n'est pas très forte non plus dans l'industrie privée.

Ce constat fait dire à son collègue Jean Nicolas, de l'Université de Sherbrooke, qu'il faut entamer une «actualisation du doctorat», inspirée des courants qui ont traversé ces dernières années les milieux universitaires européens et américains.

«On ne peut plus juste former des clones de nous-mêmes, a lancé le professeur d'université. Les carrières ont changé, la formation et l'encadrement doivent être ajustés. On ne peut continuer à former les gens comme si c'était une relève universitaire», fait valoir M. Nicolas, convaincu que les entreprises privées voudront embaucher davantage de titulaires d'un doctorat

si ceux-ci sont mieux formés pour répondre à leurs besoins.

Ainsi, les universités québécoises auraient intérêt à développer davantage les compétences pratiques de leurs étudiants, notamment au chapitre de la gestion des projets de recherche, des notions d'éthique ou de la propriété intellectuelle. «L'actualisation de la formation doctorale s'est produite en Europe et aux États-Unis cinq ou dix ans plus tôt qu'ici. Nous sommes maintenant rendus là parce que nous avons rejoint les taux de diplomation de ces pays, ce qui signifie qu'il y aura de plus en plus une diversification des carrières», poursuit M. Nicolas.

Son essai de recherche invite par ailleurs à un nouveau système d'évaluation des programmes de doctorat, qui serait confié à une entité indépendante, probablement sous la gouverne du ministère de l'Éducation, plutôt qu'aux universités elles-mêmes, comme c'est le cas présentement. L'étude mentionne par ailleurs que la formation doctorale coûte en moyenne à l'État entre 150 000 et 200 000 \$ par étudiant et qu'environ 40 % des étudiants abandonnent en cours de route.

## LA PRESSE : Les doctorants mal préparés au marché du travail : dans certains domaines, les taux de chômage sont « absolument hallucinants » - Le mercredi 30 avril 2008

Isabelle Hachey, La Presse

**Les universités du Québec décernent de plus en plus de doctorats, mais préparent mal ceux qui en héritent au marché du travail, selon une étude du Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec (CNCS-FEUQ).**

«Il faut donner un nouveau souffle à la formation doctorale», prévient le professeur Jean Nicolas, coauteur de l'étude. «Il y a 30 ans, la majorité des carrières destinées aux titulaires de doctorats étaient professorales. Aujourd'hui, de 50% à 80% des emplois se trouvent à l'extérieur des universités.» Or, la formation ne s'est jamais adaptée à cette nouvelle réalité.

«Pour le moment, les doctorants ne sont pas attrayants pour les entreprises. On ne leur apprend pas à mettre en valeur ce qu'ils pourraient faire à l'extérieur du monde universitaire», explique M. Nicolas, titulaire de la chaire pour l'innovation dans la formation de chercheur de l'Université de Sherbrooke.

Résultat, les doctorants ont «de plus en plus de difficulté à trouver un emploi», constate Frédéric Lalonde, président du CNCS-FEUQ. «Dans certains domaines, les taux de chômage sont absolument hallucinants. En sciences naturelles et génie, on frôle les 12%.»

Pour le regroupement étudiant, «la nécessité de préparer les diplômés pour des carrières non traditionnelles s'impose». Et vite. De nombreux

pays occidentaux ont déjà entrepris de réformer le doctorat.

**En retard**

«On est clairement en retard sur ce mouvement, dit M. Nicolas. En France et en Angleterre, le doctorat est dans le collimateur depuis une quinzaine d'années. Aux États-Unis, il est difficile de trouver une université qui ne participe pas à un projet de réforme doctorale. Au Québec, pourtant, il n'y a aucune réflexion à ce sujet.»

L'enjeu est d'autant plus important que le Québec et le Canada comptent de plus en plus d'étudiants au doctorat. Entre 2000 et 2004, le nombre d'inscriptions a crû à un taux moyen de 7% par année. Et même si le Canada se situe toujours en queue de peloton, parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), en ce qui concerne la proportion de diplômés dans la population, il rattrape peu à peu son retard.

Mieux encore, selon Jean-Pierre Robitaille, de l'Observatoire des sciences et des technologies de l'UQAM, le Québec décerne désormais davantage de doctorats par million d'habitants que l'Ontario, le Canada et les États-Unis. «L'enjeu n'en est plus un de quantité, dit M. Nicolas. L'enjeu, c'est la qualité et l'employabilité de nos doctorants.»

«Les étudiants doivent acquérir des compétences plus larges que la seule aptitude à faire de la recherche, poursuit le professeur. Par exemple, beaucoup de diplômés ne savent pas comment s'y

prendre pour obtenir des brevets. C'est pourtant ce type de connaissance qui va les rendre intéressants pour une entreprise.»

**Crever la bulle universitaire**

Bref, il faut crever la bulle universitaire. «Le problème, c'est qu'en tant qu'étudiant, on est souvent poussé dans un parcours de formation où on ne se fait jamais vraiment demander ce qu'on veut faire après, explique M. Lalonde. On nous dit: «Tu as une maîtrise, va au doctorat. Tu as un doctorat, va au postdoctorat...» Alors on poursuit, on poursuit, et rendu au bout, on se rend compte que ça ne nous plaît pas, qu'il n'y a pas de perspective de carrière intéressante dans notre domaine.»

De plus, le professeur Nicolas plaide pour une révision complète du processus d'évaluation des programmes doctoraux, qui se déroule actuellement en vase clos au sein des universités. «Il faut vraiment qu'on puisse jeter un regard objectif et indépendant sur la qualité des programmes, un peu comme cela se fait lors de l'évaluation d'un projet de recherche par des experts internationaux.»

«L'évaluation par les pairs a des limites, surtout qu'ils sont souvent débordés par d'autres tâches, renchérit M. Lalonde. L'idée de faire venir des experts ou des agences indépendantes sur la question de la formation doctorale est très intéressante. Ailleurs, ça a donné de bons résultats, alors il n'y a aucune raison de ne pas le faire ici.»

## FEUQ : Le CNCS-FEUQ lance une importante étude sur la formation doctorale au Québec - Mardi 29 avril 2008

Le Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec (CNCS-FEUQ) a procédé aujourd'hui au lancement

de [l'étude « Le doctorat en question : portrait statistique, formation, encadrement, qualité »](#).

Le Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec (CNCS-FEUQ) a procédé aujourd'hui au lancement



de l'étude « Le doctorat en question : portrait statistique, formation, encadrement, qualité », une première initiative de cette envergure au Québec. Le CNCS-FEUQ souhaitait contribuer à définir les objectifs à atteindre pour améliorer la formation de troisième cycle et poser une première pierre à un chantier d'envergure pour le Québec.

La réalisation de cette étude a ainsi été confiée à deux équipes de recherche renommées :

- Jean Nicolas et Alexandre Bourque-Viens de la Chaire pour l'innovation dans la formation de chercheur, Université de Sherbrooke;

- Jean-Pierre Robitaille, Nicolas Bastien et Marie-Claude Laframboise de l'Observatoire des sciences et des technologies, Université du Québec à Montréal.

« Les étudiants-chercheurs sont les précurseurs du renouvellement et de la création du savoir dans notre société. Il est essentiel de leur assurer une formation adéquate dans nos universités. Cette étude vise à combler l'absence totale de réflexion d'envergure sur le sujet », déclare Frédéric Lalonde, président du CNCS.

Le premier volet statistique trace un bilan des tendances récentes concernant les taux de participation, les niveaux d'inscriptions et la diplomation dans les programmes de troisième cycle au Québec. Les données montrent que s'il y a eu rattrapage quant au nombre de diplômés (nous avons rejoint les États-Unis), il y a un gros écart

quant au nombre de PhD dans la société (0,6 % au Québec et 1,25 % aux États-Unis). Plusieurs entreprises et organisations publiques ou communautaires se déclarent peu enclines à embaucher des doctorants, témoignant là d'une attractivité insatisfaisante. La nécessité de préparer les diplômés pour des carrières non traditionnelles s'impose donc aujourd'hui aussi bien au Québec et au Canada qu'aux États-Unis. Nous montrons en effet que plusieurs des constats invoqués aux États-Unis depuis maintenant plus de 10 ans sont toujours d'actualité. Les réformes des études doctorales trouvent aujourd'hui leurs équivalents au Québec et au Canada.

Le second volet de l'étude dresse quant à lui un bilan des connaissances concernant le contenu et la qualité des programmes de doctorat à travers le monde. Ce volet démontre que si le Québec n'améliore pas sa formation doctorale, il prendra du retard sur la scène internationale; c'est notre recrutement étudiant et professoral ainsi que notre potentiel d'attrait et de rétention des chercheurs qui en pâtira. De manière générale, le taux de décrochage se maintient autour de 40 à 45 % depuis plus de 10 ans, alors que les sommes investies sont très importantes; on parle d'un coût sociétal de 150 000\$ à 200 000\$ pour former un doctorant dans plusieurs disciplines.

« Le Québec n'a certes pas à rougir de l'accessibilité aux études doctorales et de son taux de diplomation. Néanmoins, beaucoup de

travail reste à faire pour améliorer le soutien financier et l'encadrement de l'étudiant, de même que pour s'assurer que la qualité et la pertinence de cette formation demeure, tant au niveau de l'insertion professionnelle que du transfert vers la société que les doctorants représentent », conclut monsieur Lalonde.

À titre de représentant de la relève scientifique, le CNCS-FEUQ, consacrera ses énergies à mobiliser les acteurs sur ce qui pourrait faire acte de cadre de travail à une amélioration significative de la formation doctorale au Québec. Ce chantier sera réalisé dans l'esprit du mandat du CNCS-FEUQ, qui est de soumettre des propositions d'actions aux décideurs et intervenants du milieu de l'enseignement et de la recherche au Québec.

La réalisation de cette étude a été rendue possible grâce à la participation du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sports (MELS), de l'Association des doyens des études supérieures au Québec (ADESAQ) ainsi que des fonds subventionnaires provinciaux :

? FQRNT - Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies

? FQRSC - Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture

? FRSQ - Fonds de la recherche en santé du Québec

L'étude est disponible à l'adresse suivante : [www.feuq.qc.ca/ledoctoratenquestion/](http://www.feuq.qc.ca/ledoctoratenquestion/)

## LA PRESSE : Brève : Le nombre de doctorats obtenus augmentera – Mardi 29 avril 2008

**Le nombre de doctorats obtenus augmentera**

Statistique Canada a rapporté hier que le nombre d'étudiants obtenant leur doctorat d'une université canadienne était sur le point d'augmenter, le nombre d'inscriptions aux programmes de doctorat ayant progressé. L'agence fédérale a indiqué que le nombre de doctorats décrochés chaque année était demeuré relativement stable depuis le milieu des années 90. Les universités canadiennes ont délivré un doctorat à environ 4000 étudiants au cours de l'année scolaire 2004-2005. Toutefois, le nombre d'inscriptions à un programme de doctorat a progressé à un taux moyen de près de 7 % par année entre 2000 et 2004, ce qui laisse croire à une hausse prochaine du nombre de diplômés du doctorat.

La Presse Canadienne

## LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Enquête auprès des titulaires d'un doctorat - Le lundi 28 avril 2008

2004-2005

Le nombre d'étudiants qui ont obtenu leur doctorat d'une université canadienne est demeuré stable depuis le milieu des années 1990, mais il semblerait que cette tendance puisse changer.

D'après [les nouvelles données de l'Enquête auprès des titulaires d'un doctorat](#), les universités canadiennes ont délivré un doctorat à environ 4 000 étudiants au cours de l'année universitaire 2004-2005.

Plus des trois quarts des diplômés en question ont terminé leurs études dans un domaine lié aux sciences ou au génie, le domaine le plus populaire ayant été les sciences biologiques.

Bien que le nombre de diplômés n'ait pas varié considérablement au cours des dernières années, le nombre d'inscriptions aux programmes de doctorat a augmenté.

Entre 2000 et 2004, le nombre d'inscriptions a crû à un taux moyen de près de 7 % par année. En 2004-2005, plus de 34 000 étudiants étaient inscrits à un programme de doctorat, toutes années confondues. L'augmentation du nombre d'inscriptions signifie que l'on devrait bientôt observer une hausse proportionnelle du nombre de diplômés du doctorat.

L'Association des universités et collèges du Canada attribue la croissance du nombre d'inscriptions à deux facteurs. Le premier est l'augmentation du nombre de professeurs dans les établissements canadiens, qui a fait augmenter la capacité de formation des étudiants au doctorat dans les établissements.

Le deuxième facteur est la hausse du niveau de financement des étudiants au doctorat grâce aux bourses de recherche et aux mécanismes d'aide financière aux étudiants fournis par les gouvernements et les universités.

Bien que les titulaires de doctorat représentent environ 0,4 % de la population, le Canada se situe derrière bien d'autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques à cet égard. Aux États-Unis, les titulaires de doctorat représentent 0,7 % de la population.

Les données de l'enquête indiquent également que la répartition était plus équitable entre les sexes parmi les titulaires d'un doctorat en 2004-2005. Environ 46 % des diplômés étaient des femmes, comparativement à 43 % l'année précédente.

L'enquête a été administrée à tous les étudiants qui ont terminé un programme d'études doctora-

les dans une université canadienne. L'Enquête auprès des titulaires d'un doctorat de 2004-2005 est la deuxième édition de l'enquête.

**Domaine d'études : un cinquième des diplômés du doctorat étudient en sciences biologiques**

Environ un cinquième des diplômés de 2004-2005 (21 %) ont étudié en sciences biologiques. Le génie et les sciences humaines représentaient chacun plus de 10 % des diplômés.

Comme cela a été le cas en 2003-2004, environ 9 % des diplômés ont étudié en psychologie, 9 % également, en éducation et 8 %, en sciences sociales.

Les sciences physiques, les sciences de la vie, les sciences sociales et le génie, qui, ensemble, forment la catégorie «sciences et génie», représentaient plus de 75 % des diplômés du doctorat au Canada. Aux États-Unis, cette catégorie représentait 68 % des diplômés.

Même si le nombre de diplômés de sexe féminin équivalait à peu près au nombre de diplômés de sexe masculin, on relevait d'importantes différences entre les sexes dans certains domaines d'études.

Le génie était toujours le domaine où les hommes dominaient le plus, tandis que la psychologie est devenue le domaine de prédilection des femmes. Les femmes représentaient moins du cinquième des diplômés en génie, mais près des quatre cinquièmes des diplômés en psychologie en 2004-2005.

Le pourcentage de femmes a parfois augmenté dans des domaines traditionnellement dominés par les hommes. En informatique et mathématiques, ainsi qu'en sciences physiques, le nombre de femmes diplômées a augmenté beaucoup plus rapidement que le nombre d'hommes diplômés. Entre les années universitaires 2003-2004 et 2004-2005, le pourcentage de femmes ayant obtenu un diplôme en informatique et en mathématiques est passé de 20 % à 30 %.

**Profil des diplômés récents : presque un quart envisagent de s'installer à l'extérieur du Canada**

L'âge moyen d'un diplômé du doctorat était de 36 ans en 2004-2005. La durée moyenne nécessaire pour obtenir un doctorat était de 5 ans et 9 mois.

La mobilité internationale des diplômés est importante étant donné la nature internationale des recherches universitaires. Près de 23 % des

diplômés du doctorat en 2004-2005 envisageaient de s'installer à l'extérieur du Canada après l'obtention de leur diplôme, contre 21 % l'année précédente.

Près de 6 étudiants sur 10 (59 %) ont terminé leurs études sans avoir de dettes liées à leurs études supérieures. Le pourcentage d'étudiants n'ayant pas de dettes liées à leurs études de premier cycle ou à leurs études supérieures s'est également amélioré par rapport à l'année précédente, 50 % des diplômés n'ayant pas eu de dettes en 2004-2005, comparativement à 46 % au cours de l'année universitaire 2003-2004. La majorité des étudiants avaient reçu de l'aide financière de l'université ou de l'établissement où ils avaient poursuivi leurs études supérieures. Environ 65 % des étudiants ont déclaré qu'ils avaient reçu une bourse d'études ou de recherche de leur université, 63 %, qu'ils avaient occupé un poste d'assistant à l'enseignement, et 32 %, qu'ils avaient occupé un poste d'assistant à la recherche.

Près des trois quarts des diplômés du doctorat avaient des projets fermes au moment de l'obtention de leur diplôme. Les diplômés en sciences sociales et en sciences de la vie étaient les plus susceptibles d'avoir établi des projets fermes.

La majorité des diplômés du doctorat avaient trouvé du travail en recherche-développement ou en enseignement. Près de 38 % des diplômés avaient l'intention de travailler en recherche-développement, tandis que 33 % prévoyaient enseigner.

La participation aux études doctorales a été encouragée par la disponibilité de mécanismes d'aide financière et par des attentes élevées sur le plan du revenu.

Près des deux tiers des diplômés (64 %) s'attendaient à gagner plus de 55 000 \$, soit une proportion plus élevée qu'en 2003-2004 (60 %).

Par ailleurs, chez les diplômés qui prolongeaient leurs études, la plupart avaient opté pour un programme postdoctoral axé sur la recherche-développement.

Le Canada est demeuré une destination de choix pour les étudiants au doctorat d'origine étrangère. Près de 23 % des diplômés du doctorat étaient des étudiants étrangers ou des détenteurs d'un visa d'étudiant, et la majorité de ces étudiants prévoyait demeurer au Canada. Plus de 42 % des diplômés en génie étaient des étudiants étrangers ou des détenteurs d'un visa d'étudiant.

## Lecture : les jeunes Québécois en surclassement

### THE GLOBE AND MAIL : Quebec students' top rank tied to course reform : Some say measures, which emphasize acquiring skills over knowledge, are behind 13-year-olds' top national ranking in reading, math – Wednesday, April 30, 2008 at 4:47

JILL MAHONEY AND INGRID PERITZ

From Wednesday's Globe and Mail

Quebec students' top ranking in a national test may be an indication of the success of the province's curriculum changes, education observers say. The assessment, which was released this week, evaluated 13-year-olds across Canada and found that Quebec children outscored their peers in reading and math and placed second in science. The curriculum changes were introduced gradually starting in 2000, meaning that 13-year-olds have spent their school lives immersed in the new - and controversial - system.

"The reforms seem positive," said Annie Savard, an education professor at McGill University. "People were afraid children would fail in French and English and math and science because of the reforms. But we can see it's not true at the first glance." She added that more research is needed to determine the effect of the changes.

The measures, which emphasize acquiring skills over knowledge, are meant to shift away from rote memorization in favour of project-based learning. They have been decried by some teachers and parents for neglecting the basics, such as language, science and math.

"The evidence suggests we were right to pursue these reforms, because our students are performing well. No. 1 in Canada - that isn't banal," said André Caron, president of the Quebec federation of school boards, which represents French-language boards.

Others say the changes cannot be credited for Quebec's good showing in the new national test, and note that Quebec students have fallen behind in international scores since the changes were phased in.

Yves Parenteau, spokesman for a group trying to reverse the curriculum changes, says the emphasis of skills over knowledge means some students reach the end of primary school without knowing fundamental rules of punctuation and syntax.

"It's knowing how rather than knowing," said Mr. Parenteau, whose group represents 8,000 parents and teachers. "You need to know the rules before you know how to apply them."

"All the better if we're best in Canada, but I'm not ready to say it's the reforms. What was measured in this test?"

Prof. Savard also noted that Quebec's universal, \$7-a-day child-care system may also help boost

achievement because it exposes children to a rich learning environment from an early age.

Quebec education officials said they were pleased with the results, but needed more time to analyze them.

The test, which is known as the Pan-Canadian Assessment Program, evaluated students and converted their marks to a standard scale on which 500 was the national average score. In reading, Quebec students' mean score was 526, which is significantly higher than that of their peers in other provinces. Ontario students were second at 502. And Quebec girls did especially well in reading, with a mean score of 544.

In math, Quebec youngsters had a mean score of 517, above Ontario at 506. And in science, Quebecers scored 511, behind Albertans at 524.

However, the scores of anglophone Quebecers were lower in reading and science than those of anglophones in other parts of Canada.

The assessment, which was done for the first time in the spring of 2007, replaces a previous test. It measured randomly selected students in all provinces and Yukon and was designed to assess knowledge of common areas of the curriculum of all 11 jurisdictions.

### RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Lecture et mathématiques : Les jeunes Québécois bons premiers - Mise à jour le mardi 29 avril 2008 à 10 h 11

Plus d'info  
Audio et Vidéo

[Le résumé de Greta Juris](#)

Que ce soit en lecture, en mathématiques ou en sciences, les élèves de 13 ans du Québec ont obtenu de meilleurs scores que les élèves des autres provinces et territoires canadiens.

C'est ce que montre le rapport du Programme pancanadien d'évaluation (PPCE), publié par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada sous le titre *Évaluation du PPCE-13 de 2007*.

**La lecture**

Les élèves québécois ont cumulé à l'épreuve de l'an dernier un score moyen de 526 en lecture. Pour les auteurs du programme, c'est un résultat significativement supérieur au résultat moyen pour l'ensemble du Canada, fixé à 500. La seule province dont le résultat se situe dans la moyenne canadienne est l'Ontario (502). Les résultats des élèves de toutes les autres provinces sont inférieurs à cette moyenne.

Les trois provinces qui ont enregistré les scores les plus faibles sont:

- Terre-Neuve-et-Labrador: 464
- le Nouveau-Brunswick: 464
- l'Île-du-Prince-Édouard: 460

Le Programme nous apprend aussi que les filles obtiennent un score significativement supérieur à celui des garçons dans l'ensemble du Canada. De plus, la proportion de filles dont le rendement se



classe au niveau 3 est supérieure à celle des garçons.

Dans l'ensemble, le rendement en lecture de 88 % des élèves canadiens est équivalent ou supérieur au niveau 2, c'est-à-dire le niveau attendu pour ce groupe d'âge.

#### Le niveau 2 de lecture

Le rendement d'un élève est équivalent au niveau 2 si son score se situe entre 380 et 575.

À ce niveau, l'élève:

- comprend, interprète et réagit à divers textes de manière claire et raisonnable;
- comprend à la fois les éléments d'information explicites et implicites du texte;
- relie les idées générales et les détails à l'appui, tire des conclusions concernant le sens plus général et le propos du texte, et interprète des parties spécifiques du texte en se basant sur des éléments implicites et le langage figuré;
- fait preuve d'une connaissance de la manière dont les textes sont structurés et organisés à diverses fins;
- a des réactions personnelles et critiques appuyées de références au texte et à d'autres sources.

(d'après le rapport du PPCE)

#### Les mathématiques

En mathématiques, les élèves québécois dament encore le pion aux élèves de toutes les autres provinces et territoires. Les Québécois de 13 ans

ont cumulé à l'épreuve de l'an dernier un score moyen de 517. Les auteurs du rapport jugent, encore une fois, que leur score est significativement supérieur au score moyen pancanadien.

Seuls les élèves de l'Ontario (506) et de l'Alberta (499) ont des résultats dans la moyenne pancanadienne qui est encore de 500.

Les trois provinces qui ont obtenu les scores les plus faibles en mathématiques:

- la Nouvelle-Écosse: 457
- le Yukon: 451
- l'Île-du-Prince-Édouard: 450

Dans l'évaluation en mathématiques, il n'y a aucune différence significative entre les scores moyens des garçons et ceux des filles de l'ensemble du Canada.

#### Les sciences

En sciences, le Québec n'est plus le seul à occuper le haut du pavé.

Il cède le premier rang à l'Alberta, qui obtient un score moyen de 524, tandis que les Québécois ont enregistré un score de 511.

En sciences, comme dans les deux autres disciplines, les jeunes Ontariens ont des résultats (499) dans la moyenne canadienne.

Le rapport révèle qu'il n'y a pas de différence significative entre les scores moyens des garçons et des filles de l'ensemble du Canada.

En présentant le rapport, le président du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada et ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, Kelly Lamrock, a déclaré: « Les résultats publiés aujourd'hui fourniront aux ministres de l'Éducation

une base pour l'examen de leurs programmes d'études ainsi que de leurs politiques et de leurs pratiques liées au milieu d'apprentissage de leurs élèves ».

#### Données sur le PPCE

Au printemps 2007, quelque 30 000 élèves de 13 ans de toutes les provinces et du Yukon ont subi le test. Environ 15 000 élèves ont répondu en anglais au test de lecture et 5000 en français. En mathématiques et en sciences, les chiffres sont de 7500 en anglais et 2500 en français.

#### Réactions de la Fédération des commissions scolaires du Québec

La Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) est fière des résultats obtenus par les élèves du Québec, tant en lecture qu'en mathématiques et en sciences. « Nous pouvons exprimer notre fierté envers notre système public d'éducation, un système qu'il faudrait toutefois valoriser davantage », a déclaré le président de la FCSQ, André Caron.

#### Évaluation du PPCE-13 de 2007

Site du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada

[La FCSQ est fière du grand succès des élèves québécois aux tests du Programme pancanadien d'évaluation](#)

Site du FCSQ

## LE DEVOIR : Évaluation nationale - Lecture: les jeunes Québécois surclassent les Canadiens - Les résultats en mathématiques et en sciences montrent également leur supériorité - Édition du mardi 29 avril 2008

Alexandre Shields

Les élèves de 13 ans du Québec ont de quoi être fiers. Un [rapport publié hier par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada](#) révèle en effet que le résultat moyen des élèves de la province en lecture, en mathématiques et en sciences est «significativement supérieur» à celui de leurs homologues de l'ensemble du pays.

Cette évaluation nationale montre également que si les filles du Québec ont obtenu de meilleurs résultats en lecture et en sciences que les garçons, les jeunes Québécois ont toutefois aussi bien réussi les uns que les autres en mathématiques. Et sans surprise, dans l'ensemble du pays, les filles s'en tirent mieux que les garçons à l'épreuve de lecture.

Dans cette évaluation, les scores de tous les élèves sont exprimés sur une échelle de 0 à 1000. Les jeunes Québécois se situent entre 511 et 526, selon la discipline évaluée, alors que la vaste majorité des provinces se retrouvent en dessous de 500, ce chiffre représentant la moyenne canadienne.

Ces nouvelles données ont réjoui la Fédération des commissions scolaires du Québec. «Nous sommes fiers de nos élèves et de constater l'écart significatif entre leurs résultats et ceux des élèves des autres provinces canadiennes. Les résultats

sont d'autant plus réjouissants que nos élèves font partie de la première cohorte du renouveau pédagogique à être soumise à une évaluation du genre», a ainsi déclaré le président de la Fédération, André Caron.

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) invite pour sa part à conserver une distance critique par rapport à de telles évaluations comparatives. «Le danger de ces études, c'est de leur faire dire ce que l'on veut bien et d'occulter les vrais problèmes. Il faut arrêter de se péter les bretelles et travailler à améliorer la situation vécue par nos jeunes de nos écoles», a ainsi affirmé le président son président, Réjean Parent.

La Centrale a d'ailleurs rappelé qu'il y a encore, au Québec, plus du quart des jeunes qui sortent des écoles secondaires sans avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires avant 20 ans et le taux de diplômés recule depuis les États généraux sur l'éducation en 1996, passant de 73 % à 70 % alors que l'objectif de 2010 était de 85 %. De plus, le taux de décrochage est encore à 24,2 % pour 2005-2006 et il peut même excéder 50 % dans certains milieux défavorisés.

Quoi qu'il en soit, ces résultats fourniront aux ministres de l'Éducation une base pour l'examen de leurs programmes d'études, leurs politiques et leurs pratiques liées au milieu d'apprentissage de

leurs élèves. Les responsables de l'élaboration des politiques seront notamment appelés à «chercher sérieusement de nouvelles façons d'enseigner les stratégies de lecture aux garçons», à la lumière des chiffres dévoilés hier.

«En tant que ministre, je m'inquiète de l'écart de rendement en lecture entre les garçons et les filles, a justement souligné le ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, Kelly Lamrock, par voie de communiqué. Celui-ci nous révèle que les responsables de l'élaboration des politiques doivent continuer à chercher sérieusement de nouvelles façons d'enseigner les stratégies de lecture aux garçons.»

Au printemps 2007, quelque 30 000 élèves de toutes les provinces et du Yukon ont passé le test organisé dans le cadre du PPCE. L'épreuve de lecture, le principal domaine évalué, a été faite en anglais par 15 000 élèves et en français par quelque 5000 élèves. Le CMEC a créé le Programme pancanadien d'évaluation en 2003 en réponse à la décision prise par les ministres de l'Éducation de remplacer le Programme d'indicateurs du rendement scolaire par une nouvelle évaluation plus près des évaluations internationales, telles que le Programme international pour le suivi des acquis des élèves.

## LA PRESSE : Les élèves québécois bons premiers au Canada - Le mardi 29 avril 2008

Émilie Côté, La Presse

**Les Québécois de 13 ans obtiennent de meilleurs résultats en lecture que les jeunes du même âge des autres provinces. Ils se distinguent également en mathématiques.**

C'est ce que révèle le [premier rapport du Programme pancanadien d'évaluation \(PPCE-13\)](#),

dévoilé hier par le Conseil des ministres de l'Éducation (CMEC) du Canada.

Au printemps 2007, 20 000 jeunes de 13 ans ont subi un test de lecture d'une province à l'autre. Chez l'ensemble des élèves canadiens, 88% se situent au moins au deuxième des trois niveaux d'habiletés, soit le seuil souhaitable pour ce groupe d'âge.

Le résultat moyen des élèves du Québec en lecture est «significativement supérieur» à la moyenne canadienne, qui est de 500 selon l'échelle utilisée. Les élèves québécois obtiennent 526, comparativement à 502 pour l'Ontario et 491 pour l'Alberta. En mathématiques, les Québécois arrivent aussi bons premiers. En sciences, ils prennent le deuxième rang derrière l'Alberta, mais leur résul-

tat moyen est toujours «significativement supérieur» à celui de leurs camarades canadiens.

Ces données font sauter de joie la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ). «Nous sommes fiers de ces résultats, commente le président André Caron. Ce sont des élèves qui ont suivi le parcours de la réforme. C'est une bonne nouvelle.»

Cela confirme le succès des élèves québécois au Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), ajoute-t-il. Et avec le programme pour l'amélioration du français à l'école annoncé récemment par la ministre Michelle Courchesne (comprenant une heure de lecture par jour), ce succès devrait durer.

«Les résultats semblent prometteurs. On va en faire une analyse plus poussée», indique pour sa part Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de la ministre.

De son côté, Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), affirme qu'il ne faut pas «se pêter les bretelles». Selon le syndicat, il est «pernicieux» de faire un lien entre

les résultats du PPCE et le Renouveau pédagogique.

«C'est un nouveau test. C'est difficile de comparer car ce ne sont pas les mêmes critères de référence», ajoute Pierre Saint-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) et porte-parole de la coalition Stoppons la réforme.

**La supériorité des filles en lecture**

Quoi qu'il en soit, c'est partout au pays que l'écart se confirme entre les habiletés de lecture des filles et des garçons. Les filles sont plus nombreuses à atteindre le troisième niveau (26%, contre 19% chez les garçons).

«C'est une tendance internationale, a déclaré en conférence de presse Kelly Lamrock, ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick et président du Conseil des ministres de l'Éducation (CMEC). C'est certain que c'est un dossier sur lequel les ministres vont réfléchir.»

«Mais il n'y a pas de différence significative entre le rendement des garçons et des filles en sciences et en mathématiques», a souligné Raymond Thériège, directeur général du CMEC.

Les décideurs du milieu de l'éducation doivent donc trouver de nouvelles façons d'enseigner la lecture aux garçons, plaide le CMEC.

Règle générale, M. Lamrock se réjouit des résultats dévoilés hier. Mais il faut faire mieux, dit-il. Pour une question d'égalité sociale et de compétitivité économique, «la littératie doit être une priorité nationale».

**Le changement de 2003**

Le Conseil des ministres de l'Éducation (CMEC) du Canada réunit les ministres provinciaux de l'Éducation. En 2003, le CMEC a changé de programme cyclique d'évaluations du rendement des élèves en lecture (et non à l'écrit), en mathématiques et en sciences. Pourquoi? Pour que le nouveau Programme pancanadien d'évaluation (PPCE-13) se rapproche du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique). Au printemps 2007, une première cohorte d'élèves de 13 ans a été évaluée avec le PPCE, d'où les résultats dévoilés hier. Le même groupe sera évalué avec le PISA, ce qui permettra d'établir des comparaisons.

**THE GAZETTE : Quebecers score high marks on national test : HEAD OF THE CLASS IN READING, MATH Assessment measured academic prowess of 30,000 13-year- old students – Tuesday, April 29, 2008**

**Quebec students above the Canadian mean**

The overall performance of Canadian 13-year-olds in 2007 by comparing the performance of each jurisdiction (as expressed by a mean score) to the overall Canadian mean score. The Canadian mean is set at 500 with a standard deviation of 100.

Above the Canadian mean score	At the Canadian mean score	Below the Canadian mean score
<b>READING</b>	<b>MATHEMATICS</b>	<b>SCIENCE</b>
Quebec 526	Quebec 517	Alberta 524
Ontario 502	Ontario 506	Quebec 511
Canada 500	Canada 500	Canada 500
Alberta 491	Alberta 499	Ontario 499
British Columbia 486	British Columbia 484	British Columbia 488
Yukon 486	Manitoba 479	Nfld./Labrador 485
Manitoba 472	Nfld./Labrador 478	Nova Scotia 480
Saskatchewan 471	Saskatchewan 461	Saskatchewan 480
Nova Scotia 471	New Brunswick 461	Manitoba 476
Nfld./Labrador 464	Nova Scotia 457	New Brunswick 465
New Brunswick 464	Yukon 451	P.E.I. 464
P.E.I. 460	P.E.I. 450	Yukon 462

SOURCE: Council of Ministers of Education, Canada

**BRENDA BRANSWELL GAZETTE EDUCATION REPORTER**

Quebec students outshone their peers in a new national assessment of 13-year-olds that put them at the top in reading and mathematics – and second to Alberta in science.

The results come from [the first Pan-Canadian Assessment Program](#), conducted last year by the Council of Ministers of Education, Canada.

More than 30,000 students from 1,500 public and private schools across Canada took part.

The main focus was on reading but the test included science and mathematics. The students' total scores were transformed to a common scale from 0 to 1000, with the Canadian mean score set at 500. In all three subjects, Quebec students' mean scores were significantly higher than those of Canadian students overall.

Quebec has generally ranked well – “on the medal podium” with Ontario, Alberta and British Columbia in national assessments and PISA tests, said council chairperson Kelly Lamrock, New Brunswick's education minister. PISA is the Program for International Student Assessment, sponsored by the Organization for Economic Cooperation and Development.

He spoke of the “Quebec advantage” – a political and social culture “that is very favourable to investing aggressively in early childhood education.”

“Certainly, we've known for a while that they were ahead of the curve,” Lamrock said.

Jean-Pascal Bernier, a spokesperson for Quebec Education Minister Michelle Courchesne, said the results seemed promising but the department would examine them in more depth.

André Caron, head of the Fédération des commissions scolaires du Québec, said the Quebec scores were even more pleasing because “our students are part of the first cohort of the curriculum reform to undergo an assessment of this type.” The federation represents 61 French-language school boards in Quebec.

The results were less rosy for Quebec students who took the test in English. Their mean scores in reading and science were significantly lower than those of Canadian students overall who took the test in English.

The council says it's not a new trend and, in most cases, the situation is the same in other provinces where French is the minority language. “In general, linguistic minorities tend to lag behind,” Lamrock said.

The test assessed only what was common to curriculums across Canada. Students in all provinces and Yukon took part.

“We're heading more and more into a global economy where we are training kids for jobs that don't exist, using technology that hasn't been invented, to solve problems we haven't conceived of yet,” Lamrock said.

“If we're going to do that, (students) had better be able to read, write and do math and science because they're going to have to do a lot of figuring very quickly to solve novel problems.”

**THE GLOBE AND MAIL : Quebec teens tops in math, reading – Tuesday, April 29, 2008**

Quebec teenagers rank first in reading and math in a new national test, according to results released yesterday

In addition, 88 per cent of 13-year-olds across Canada met or exceeded the expected level for reading, although girls outscored boys.

“We are getting world-class results in Canadian schools in this area. Having said that, though, we still need to do better,” said Kelly Lamrock, New Brunswick's Education Minister and the chairman of the Council of Ministers of Education, Canada.

While Quebec teens were tops in reading and math, Alberta students took first in science. Ontario students placed second in reading and math, and third in science. Teenagers in the other juris-

dictions scored below the Canadian mean, with those from Prince Edward Island hovering at or near the bottom of the pack.

Quebec students' performance may be because of the province's “formidable record” of investing in early-childhood education and interventions for struggling pupils, Mr. Lamrock said.

The reading assessment found significant differences between girls and boys. Twenty-six per cent of girls achieved the superior level compared with 19 per cent of boys. Thirteen per cent of boys scored at the bottom level versus 9 per cent of girls. (Students' results were categorized into three levels.)

“This is a similar experience whether you're in Toronto or you're in rural Prince Edward Island,” Mr. Lamrock said, noting the trend also exists in other countries.

However, there were no differences between boys' and girls' scores in math and science.

Francophone students outside Quebec underperformed in reading and math, with scores below the Canadian mean. Lower achievement by minority language pupils is a continuation of past trends, said Raymond Thériège, director-general of CMEC, which administers the test.

Mr. Lamrock said it is important to measure Canadian students' achievement in cornerstone subject areas, noting that the results give politi-



cians and school administrators the opportunity to learn from each other. "Very simply, what we are trying to do is evaluate, find what is working, find where there are problem areas so we can better share what works and we can also have a national conversation about what we need to do to improve," he said.

The evaluation, which is known as the Pan-Canadian Assessment Program, was administered for the first time in the spring of 2007 to about 30,000 randomly selected students, mostly in Grades 8 or 9, in all provinces and Yukon. The test, which focused on literacy but also tested math and science, was designed to assess know-

wledge of common areas of the curriculum of all 11 jurisdictions.

The test, which replaces a previous assessment, was developed to better measure recent curriculum changes as well as correspond with international evaluations.

## CYBERPRESSE : Les élèves du Québec supérieurs en lecture - Le lundi 28 avril 2008

La Presse Canadienne  
Toronto

**Les élèves de 13 ans du Québec se distinguent pour leur capacité de lecture. Un rapport publié lundi par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada révèle que le score moyen des élèves du Québec en lecture est significativement supérieur à celui de leurs homologues de l'ensemble du pays. On y apprend également que les filles obtiennent**

**un score moyen supérieur à celui des garçons du Canada à l'épreuve de lecture.**

Ces résultats fourniront aux ministres de l'Éducation une base pour l'examen de leurs programmes d'études, leurs politiques et leurs pratiques liées au milieu d'apprentissage de leurs élèves. Les responsables de l'élaboration des politiques seront notamment appelés à chercher sérieusement de nouvelles façons d'enseigner les stratégies de lecture aux garçons.

Au printemps 2007, quelque 30 000 élèves de toutes les provinces et du Yukon ont subi le test. L'épreuve de lecture, le principal domaine évalué, a été administrée en anglais à environ 15 000 élèves et en français à quelque 5000 élèves. Dans l'ensemble, 88 pour cent des élèves canadiens affichent un rendement en lecture équivalent ou supérieur au niveau 2, le niveau 2 étant celui attendu pour ce groupe d'âge.

## CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DU CANADA : Résultats remarquables des élèves du Canada en lecture – Lundi 28 avril 2008

Le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] a publié aujourd'hui le [premier rapport de son Programme pancanadien d'évaluation \(PPCE\) sur le rendement en lecture, en mathématiques et en sciences des élèves de 13 ans de tout le Canada](#). Les résultats recueillis dans ce rapport montrent que la plupart des élèves de l'ensemble du pays affichent un rendement en lecture égal ou supérieur au niveau prévu pour leur groupe d'âge. La population du Canada s'intéresse depuis longtemps à la façon dont les systèmes d'éducation répondent aux besoins des élèves et de la société. Le CMEC a créé le PPCE en 2003 en réponse à la décision prise par les ministres de l'Éducation de remplacer le Programme d'indicateurs du rendement scolaire (PIRS) par une nouvelle évaluation plus près des évaluations internationales telles que le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Le PPCE sert également de complément aux évaluations déjà en place dans chaque instance du Canada et fournit des données pancanadiennes sur les niveaux de rendement des élèves de tout le pays. « Les résultats publiés aujourd'hui fourniront aux ministres de l'Éducation une base pour l'examen de leurs programmes d'études ainsi que de leurs politiques et de leurs pratiques liées au milieu d'apprentissage de leurs élèves », a déclaré M. Kelly Lamrock, ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick et actuel président du CMEC. Au printemps 2007, quelque 30 000 élèves de toutes les provinces et du Yukon ont subi le test. L'épreuve de lecture, le principal domaine évalué,

a été administrée en anglais à environ 15 000 élèves et en français à quelque 5000 élèves; les sections sur les mathématiques et les sciences ont été administrées en anglais à 7500 élèves et en français à 2500 élèves. Le rendement des élèves en lecture est mesuré selon une échelle de trois niveaux, où le niveau 1 est le plus bas et le niveau 3 est le plus élevé. Plusieurs conclusions importantes peuvent être dégagées, dont les suivantes.

1. Dans l'ensemble, 88 p. 100 des élèves canadiens affichent un rendement en lecture équivalent ou supérieur au niveau 2, le niveau 2 étant celui attendu pour ce groupe d'âge. Le pourcentage d'élèves se classant au niveau 2 et au-delà varie de 81 à 90 p. 100 dans l'ensemble des instances ayant participé.
2. De façon générale, le score moyen des élèves du Québec en lecture est significativement supérieur à celui de leurs homologues de l'ensemble du Canada. Le score moyen des élèves de l'Ontario ne diffère pas de manière significative de celui de leurs homologues de l'ensemble du Canada.
3. Au Canada, les filles obtiennent un score moyen supérieur à celui des garçons à l'épreuve de lecture. De plus, la proportion de filles dont le rendement se classe au niveau 3 est supérieure à celle des garçons au même niveau.

« Nous sommes très satisfaits des résultats présentés dans ce premier rapport du PPCE. Ces

données sont conformes aux résultats d'autres évaluations à grande échelle administrées au Canada aussi bien qu'à l'échelle internationale », a ajouté M. Lamrock. « Cependant, en tant que ministre, je m'inquiète de l'écart de rendement en lecture entre les garçons et les filles. Celui-ci nous révèle que les responsables de l'élaboration des politiques doivent continuer à chercher sérieusement de nouvelles façons d'enseigner les stratégies de lecture aux garçons. »

Le CMEC a également rassemblé de l'information complémentaire au moyen de questionnaires contextuels remplis par les élèves, le personnel enseignant et les directrices et directeurs d'école. L'information obtenue sur le contexte dans lequel l'apprentissage et l'enseignement de la lecture se font au sein des systèmes scolaires au Canada sera publiée ultérieurement et pourrait aider à comprendre les écarts de rendement entre les élèves du Canada.

Le CMEC est un organisme intergouvernemental composé des ministres provinciaux et territoriaux responsables de l'éducation primaire-secondaire et postsecondaire. Par l'entremise du CMEC, les ministres échangent de l'information et conviennent de projets dans des domaines d'intérêt commun.

- 30 -

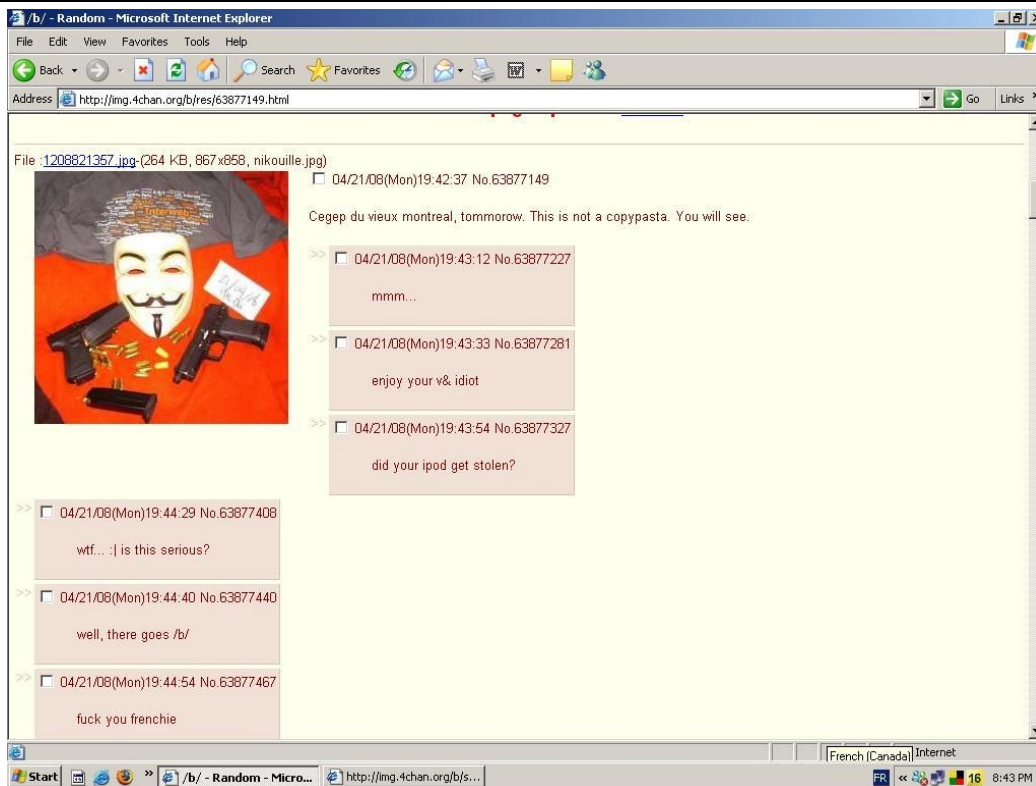
### Renseignements

M<sup>me</sup> Tamara Davis, Coordonnatrice, Communications  
(416) 962-8100, poste 241



# Menaces au cégep du Vieux-Montréal

**MENACES : Ce qui fut publié par l'adolescent – Lundi 21 avril 2008**



## JOURNAL DE MONTRÉAL : Cégep du Vieux Montréal : Le jeune inculpé fréquentait une étudiante - Mise à jour: Mardi 29 avril 2008, à 08:28

Mélanie Brisson, Journal de Montréal  
L'adolescent de 16 ans qui a paralysé le Cégep du Vieux Montréal la semaine dernière après avoir menacé sur Internet de tirer sur les étudiants fréquente une jeune fille qui étudie à cet endroit. C'est ce qu'on a pu apprendre hier lors du témoignage de la mère de l'accusé, qui a été remis en

liberté hier en attendant la suite des procédures. Sa copine est une étudiante de 20 ans inscrite en dessin au Cégep du Vieux Montréal. Elle fréquente depuis près d'un an cet adolescent qui aura 17 ans le 18 mai.  
On ignore ce qui a poussé le jeune à menacer de mort les étudiants du cégep. Sa mère, une psy-

choéducatrice, l'a décrit hier comme un bon garçon. Le jeune homme a confié aux policiers qu'il avait «feelé mal» en voyant l'ampleur de l'affaire dans les médias.

## CYBERPRESSE : Menace au Vieux-Montréal: l'ado plaide non coupable - Le jeudi 24 avr 2008

Louise Leduc, La Presse  
**L'adolescent de 16 ans épinglé par la police pour une menace de fusillade au cégep du Vieux Montréal a plaidé non coupable, hier, à des accusations de menaces de mort et «d'avoir gêné l'emploi d'un bien» (le cégep). Aucune arme n'a été trouvée chez lui.**  
Puisqu'il est mineur, il risque tout au plus d'es-suyer une peine de deux ans s'il est reconnu coupable.  
«Nous sommes tous destinés à mourir un jour ou l'autre. les médias, le gouvernement, tout est corrompu... je peux plus vivre dans un monde aussi pourri. Demain matin, je me lèverais, préparerais mes choses... irait au cégep normalement puis ouvrirai le feu sur tout ce qui bouge. Les Anon du Québec, si vous allez au Cégep du vieux-monttréal, n'y allez pas demain», disait, textuellement, une missive qui a circulé lundi sur un forum de discussion et qui était accompagné

d'une photo d'un masque blanc, de trois armes, de cartouches et d'un papier blanc sur lequel est inscrit 21/04/08 Mtl-Qc.  
Ce texte - qui se terminait par «I will be remembered» - a fait l'objet de maints commentaires d'internautes sur le site, l'un d'eux faisant allusion à Kimveer Gill et faisant valoir que cette menace manquait d'originalité.  
L'auteur de la missive ne précise pas à quel groupe il fait allusion en parlant des Anon (qui est le nom d'un groupe d'aide aux proches de personnes alcooliques).  
Anie Lemieux, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal, a eu connaissance comme les médias de cette missive, mais n'a ni infirmé ni confirmé que c'était bien ce message qui a mis la police en alerte.  
Le jeune de Saint-Jean-sur-Richelieu n'a passé que quelques minutes au tribunal de la jeunesse hier, à Montréal, le temps de se déclarer non

coupable des accusations qui pèsent sur lui. Deux de ses proches - des adultes - l'accompagnaient.  
Lors de la perquisition effectuée à son domicile, «du matériel informatique a été saisi», mais «aucune arme n'a été trouvée chez lui», a dit Anie Lemieux, du Service de police. L'enquête sur mise en liberté se tiendra lundi. Jusque-là, l'accusé sera détenu.  
Quatre citoyens - l'un de l'Ohio, un autre de Trois-Rivières, un autre de Montréal et un quatrième de Toronto - qui fréquentaient le même site de clavardage que le jeune de 16 ans ont alerté les policiers.  
Illico, le cégep du Vieux Montréal a décidé de ne pas ouvrir ses portes mardi et est demeuré fermé toute la journée. Il n'a fallu que quelques heures aux policiers pour retracer informatiquement celui qu'ils croient être l'auteur de la menace de fusillade.

CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL | MENACE

# Ce n'était qu'une blague...

MÉLANIE BRISSON ET  
JEAN-PHILIPPE PINEAULT  
Le Journal de Montréal

L'adolescent de 16 ans qui a menacé sur Internet d'abattre des étudiants du Cégep du Vieux Montréal ne voulait faire qu'une blague et n'avait aucunement l'intention de passer à l'acte, selon nos sources.

Le jeune suspect a vraiment eu la peur de

sa vie quand les policiers du groupe tactique d'intervention du SPVM ont fait irruption à son domicile, mardi après-midi à Saint-Jean-sur-Richelieu. Aucune arme n'a été trouvée chez lui.

Le suspect a été accusé hier de menaces de mort et de méfait pour avoir entraîné la fermeture du cégep. Le frère adolescent aux cheveux bruns parsemés de mèches très colorées a plaidé non coupable.

L'air timide, il a à peine jeté un coup d'œil à sa mère, la seule personne venue l'appuyer dans la salle de cour.

### Soulagement

Les étudiants et le personnel du Cégep du Vieux Montréal ont réintégré leurs cours avec soulagement hier: «C'est sécurisant de savoir qu'il (l'auteur des menaces) a été arrêté», a lancé Noémie Lecompte, une étudiante.

## MÉTRO : Vieux-Montréal : L'adolescent devant les tribunaux - Jeudi 24 avril 2008



### L'adolescent devant les tribunaux

**COMPARUTION.** Le jeune homme de 16 ans soupçonné d'avoir proféré des menaces visant le cégep du Vieux-Montréal a comparu hier après-midi, devant la Cour du Québec, Chambre de la Jeunesse, sous des accusations de menaces. Une perquisition à son domicile de Saint-Jean-sur-Richelieu a donné lieu à la saisie de matériel informatique. Aucune arme n'a été découverte sur les lieux.

Selon les policiers, il pourrait s'agir d'une mauvaise plaisanterie, ce qui n'empêchera toutefois pas les accusations criminelles de suivre leur cours.

LA PRESSE CANADIENNE

## MATININTERNET : Menaces contre le cégep du Vieux Montréal : l'adolescent comparaît - Le mercredi 23 avril 2008 - 18:48

Olivier Caron  
L'adolescent de 16 ans qui aurait proféré des menaces contre le cégep du Vieux Montréal a comparu devant la Chambre de la Jeunesse de la Cour du Québec ce mercredi. Il fait face pour le moment à des accusations de menaces. Selon les autorités policières, toute cette histoire pourrait n'être qu'une mauvaise plaisanterie, mais les accusations criminelles suivront leur cours.

L'adolescent a été arrêté mardi après-midi, en relation avec les menaces qui avaient été proférées sur Internet et qui ciblaient le cégep du Vieux Montréal. L'individu habite Saint-Jean-sur-Richelieu, en Montérégie. Il aurait fait des aveux aux policiers de Montréal lorsque ces derniers se sont présentés chez lui. Sa demeure a fait l'objet d'une perquisition et du matériel informatique a été saisi. Aucune arme n'a cependant été trouvée chez lui.

Rappelons que le cégep du Vieux Montréal a été fermé mardi, suite à des informations provenant des autorités américaines à l'effet qu'un individu planifiait une fusillade dans l'établissement. Le tout se basait sur des propos recueillis sur Internet. Une opération policière avait été menée dans l'institution et des agents du groupe tactique du SPVM avaient été dépêchés sur place.

## LE DEVOIR : Des cybermenaces forcent la fermeture du Cégep du Vieux-Montréal : Un adolescent de 16 ans est arrêté après avoir été dénoncé par des internautes à qui il a fait part de ses projets meurtriers - Édition du mercredi 23 avril 2008

Brian Myles



Photo: Jacques Nadeau

Un internaute rageur a forcé la fermeture du Cégep du Vieux-Montréal, hier, les policiers et la direction du collège craignant une répétition de la tragédie de Dawson après avoir été mis au courant de propos hostiles tenus sur Internet. Un adolescent de Saint-Jean-sur-Richelieu devra répondre de ses actes devant la justice juvénile. Une importante chasse à l'homme virtuelle du Service de police de Montréal (SPVM) s'est soldée hier en fin d'après-midi par l'arrestation d'un adolescent de Saint-Jean-sur-Richelieu qui aurait

menacé sur Internet de commettre une fusillade au Cégep du Vieux-Montréal.

L'adolescent de 16 ans est passé aux aveux lorsque les enquêteurs ont frappé à sa porte vers 16 heures, moins de 24 heures après qu'il eut proféré des menaces sur un site de clavardage, a confirmé la porte-parole du SPVM, Lynne Labelle. Au moment de mettre sous presse, les policiers menaient toujours une perquisition au domicile de ce garçon qui ne fréquente par le Cégep du Vieux-Montréal. Ils cherchaient notamment des armes à feu et des munitions dont le jeune aurait diffusé la photo sur un site Internet, lundi, en y ajoutant les propos suivants: «Cégep du Vieux-Montréal. Demain. Ceci n'est pas une blague. Vous allez voir.»

Le jeune a passé la nuit en détention préventive, et il devra comparaître devant la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec. Il pourrait être accusé notamment de menaces de mort.

L'adolescent a été neutralisé grâce à un internaute de l'Ohio qui a alerté les policiers américains quand son interlocuteur québécois a exprimé ses intentions morbides sur un site de discussion, dans la journée de lundi. Les menaces étaient si

explicites que l'adolescent de Saint-Jean-sur-Richelieu a été expulsé illico du site de discussion. Les policiers de l'Ohio ont relayé les informations au SPVM dans la nuit de lundi à hier. En l'espace de quelques heures, le SPVM a reçu quatre autres plaintes d'internautes en provenance des États-Unis, de l'Ontario, du Québec et de Montréal, qui avaient lu eux aussi les propos du désaxé. «Ce sont des menaces qui sont très sérieuses faites à l'endroit du personnel et des étudiants», a dit Mme Labelle.

La direction du Cégep du Vieux-Montréal a pris la décision de fermer le collège tôt hier matin. «La situation nous faisait croire qu'on n'était pas en mesure d'assurer la sécurité des étudiants et du personnel», a dit la directrice des communications, Mylène Boisclair. Les cours devraient reprendre aujourd'hui pour les 6000 étudiants de jour et le 3000 étudiants de soir.

Dès cinq heures, des policiers étaient sur les lieux pour évacuer l'établissement sis à l'angle des rues Ontario et Sanguinet et en bloquer l'accès aux étudiants et aux employés. Une fouille des lieux n'a donné aucun résultat.

Des policiers et des agents de sécurité ont monté la garde toute la journée, renvoyant systématiquement

quement à la maison les employés et les étudiants. La plupart d'entre eux ne semblaient pas ébranlés par cette fermeture, bien que les médias aient été prompts à rappeler le souvenir de Kimveer Gill. «Dans mon entourage, ce n'est pas un sujet de préoccupation. Des fusillades, ça peut arriver dans n'importe quel lieu public, pas juste dans les écoles. Les médias amplifient cette psychose», estime Mylène Charbonneau, étudiante en audiovisuel.

Le 13 septembre 2006, Kimveer Gill, un Lavallois de 25 ans, ouvrait le feu sur les étudiants du Collège Dawson. Il a fait un mort, Anastasia De Sousa, et 19 blessés avant de se suicider. Gill avait exprimé ses intentions meurtrières et posé avec ses armes sur le site Internet vampire-freaks.com. Plusieurs auteurs de fusillades en milieu scolaire révèlent leurs sinistres projets à la face du monde, faisait remarquer le criminologue Kacper

Gradon, de l'Université de Varsovie, cité dans le Globe and Mail. Selon les observations de Gradon, les tueries sont souvent précédées d'avertissements explicites sur la toile et sur les sites de discussion. Par conséquent, des tueries pourraient être évitées si les policiers patrouillaient plus efficacement le cyberspace, une tâche à la fois complexe et onéreuse, reconnaît-il cependant.

## LE SOLEIL : Un ado de 16 ans arrêté pour menaces de mort sur Internet – Mercredi 23 avril 2008

### Un ado de 16 ans arrêté pour menaces de mort sur Internet

La Presse Canadienne

**MONTREAL** — L'enquête sur les menaces par Internet visant les étudiants et le personnel du Cégep du Vieux-Montréal a mené à l'arrestation d'un garçon de 16 ans, vers 19h hier, à Saint-Jean-sur-Richelieu, en Montérégie.

Selon la porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Lynne Labelle, l'adoles-

cent a avoué son crime aux policiers qui se sont présentés à sa résidence pour effectuer une perquisition. Ils devaient notamment vérifier si ce jeune avait en sa possession des armes à feu.

Le suspect, qui ne fréquente pas le Cégep du Vieux-Montréal, est détenu. Il devra comparaître au cours des prochains jours, probablement sous des accusations de menaces de mort et de voies de fait.

Ces menaces ont forcé la fermeture du Cégep du Vieux-Montréal, hier. Les policiers de Montréal étaient sur les lieux dès 5h hier afin de s'assurer que les étudiants et le personnel rebroussent chemin. Ils ont également fouillé le bâtiment.

L'affaire a été portée à l'attention des policiers de Montréal, dans la nuit de lundi à hier, par des autorités américaines et ca-

nadiennes d'abord alertées par un internaute de l'Ohio, puis par plusieurs autres internautes américains et canadiens qui ont participé à une séance de clavardage avec le suspect.

Toute cette affaire n'est pas sans rappeler la fusillade survenue au Collège Dawson, à Montréal, le 13 septembre 2006. Kimveer Gill avait annoncé ses intentions sur Internet avant d'ouvrir le feu.

## LA PRESSE : Menace au cégep du Vieux Montréal: un ado de 16 ans arrêté - Le mercredi 23 avril 2008

Louise Leduc et Marcel Laroche, La Presse

**Un jeune de 16 ans a été arrêté à 16h, hier, après que les policiers l'eurent identifié comme étant à l'origine de la menace de fusillade au cégep du Vieux Montréal diffusée dans l'Internet.**

Les policiers ont mis à peine quelques heures pour découvrir l'auteur de ce message de menace dans un site de clavardage, qui a entraîné la fermeture du cégep toute la journée. L'adolescent de Saint-Jean-sur-Richelieu serait passé aux aveux, selon les policiers. Il a été mis en détention.

Comme l'indique Lynne Labelle, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal, une perquisition était menée en fin de journée chez le jeune homme qui n'étudie pas au cégep du Vieux Montréal. «Avait-il vraiment des armes à feu? Pourquoi avoir ciblé le cégep du Vieux Montréal? Quelles étaient ses intentions? C'est tout cela qu'il faudra déterminer.»

Une bonne partie de la journée, des cégépiens se sont heurtés à des agents de sécurité qui, pour toute explication, leur disaient que le cégep était fermé «pour des raisons administratives».

«Je viens de Châteauguay, ça me prend une heure et quart pour venir ici!» s'est plaint Marc-Antoine Sheldon, qui comprenait cependant que le cégep n'ait pris aucun risque.

Julie-Aude Varin, qui travaille au cégep, est restée zen face à tout cela parce qu'il est fréquent, a-t-elle dit, d'entendre dans les couloirs des élèves raconter à la blague qu'ils vont faire une fusillade. Certains, comme une élève en communication et surdité rencontrée devant le cégep en matinée, étaient alors convaincus que les menaces de fusillade étaient l'oeuvre d'un de ces militants ayant fait de la casse au cégep plus tôt cette année.

La vie au cégep du Vieux-Montréal serait loin d'être un long fleuve tranquille cette année. Ça a

particulièrement brassé l'automne dernier alors que les policiers ont été appelés trois fois en renfort. Une certaine de manifestants opposés à la hausse des droits de scolarité au Québec ont été arrêtés le 14 novembre après que quelque 300 collégiens se furent barricadés dans des salles de classes pour y passer la nuit. Des salles de classe avaient alors été vandalisées, des fenêtres fracassées et des pots de peinture vidés sur le sol.

Bilan de la journée d'hier: école buissonnière pour tous les cégépiens et un adolescent qui attend de savoir quelles accusations seront déposées contre lui.

Le cégep sera ouvert aujourd'hui aux heures habituelles.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Panique chez les étudiants – Mercredi 23 avril 2008



PHOTO LE JOURNAL - GHYSLAIN LAVOIE  
La menace de fusillade a inquiété plusieurs étudiants, comme Julien Netveu-Villeneuve.

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal

La menace de fusillade au Cégep du Vieux-Montréal a affolé plusieurs étudiants, qui craignaient qu'un attentat comme celui de Dawson se répète.

«J'ai eu plusieurs appels d'étudiants qui étaient stressés», a indiqué Julien Netveu-Villeneuve, responsable des affaires internes de l'Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal.

Comme bien d'autres de ses camarades, Mélissa Louette, étudiante en sciences humaines, est elle aussi affolée. «Je suis contente qu'ils aient fermé le cégep parce que ça me freak un peu», a-t-elle confié.

Les réactions d'anxiété sont totalement normales, affirme Marie-Hélène Saint-Hilaire, psychologue et spécialiste des réactions post-traumatiques.

Selon le stress vécu par les étudiants, l'anxiété peut se traduire par des excès de colère, de l'irritabilité ou des tics, comme de se ronger les ongles.

### Remède à l'anxiété

Pour atténuer l'anxiété, la spécialiste suggère aux jeunes de se rassembler, d'en parler et de prendre une pause, comme de passer du temps en famille ou d'aller se faire masser. «Il faut se

reconnaître le droit d'être vulnérable et d'être bouleversé», explique la docteure Saint-Hilaire.

Des mesures visant à assurer la sécurité du personnel et des jeunes ainsi que des services psychologiques pour les gens qui en auront besoin seront mis en place pour le retour en classe, a indiqué la direction du cégep hier.

Non informés de la fermeture du Cégep du Vieux-Montréal, plusieurs étudiants se sont butés à des portes closes hier, a constaté le Journal. Des agents de sécurité postés à l'entrée se sont contentés de dire aux jeunes que l'établissement était fermé pour «des raisons administratives».

Le Cégep du Vieux-Montréal rouvrira ses portes aujourd'hui.

## JHOURNAL DE MONTRÉAL : Menace : Cégep du Vieux-Montréal : Tuerie évitée? – Mercredi 23 avril 2008

Mélanie Brisson, Le Journal de Montréal





**La menace qui planait jusqu'à l'arrestation du suspect a forcé la fermeture du cégep pour la journée d'hier.**

Photo Le Journal - Ghyslain Lavoie

La Police de Montréal a arrêté hier après-midi à Saint-Jean-sur-Richelieu le jeune de 16 ans qui aurait menacé sur Internet d'abattre des étudiants et des professeurs du Cégep du Vieux-Montréal.

Le suspect, qui n'est pas un étudiant du cégep, avait annoncé son intention d'ouvrir le feu sur le

personnel et les élèves de l'établissement sur un site Internet de discussion, dans la nuit de lundi à hier.

Il avait même joint des photos d'armes à feu à ses propos. Au moment de mettre sous presse, on ignorait encore si le jeune était sérieux ou s'il ne s'agissait que d'une très mauvaise blague. Il nous a également été impossible de savoir si le suspect avait un lien quelconque avec le cégep et pourquoi il avait ciblé cet endroit en particulier.

Lorsque les policiers l'ont arrêté, vers 16h, il n'a opposé aucune résistance et a tout de suite avoué son crime, selon la porte-parole du Service de police de la ville de Montréal (SPVM), Lynne Labelle.

**Alertés par la police de Cincinnati**

Les enquêteurs devaient perquisitionner le domicile du suspect, hier soir, afin de savoir s'il avait des armes et pour déterminer le sérieux des menaces. Le jeune, lui, devait rester détenu pour

comparaître aujourd'hui au Tribunal de la jeunesse.

C'est un internaute de Cincinnati, en Ohio, qui a sonné l'alarme après avoir clavardé avec le suspect, qui lui a donné froid dans le dos. Persuadé qu'il avait affaire à un vrai tireur potentiel, ce citoyen américain a avisé la police de Cincinnati.

L'information a vite été transmise au SPVM, qui a ensuite reçu trois ou quatre autres plaintes concernant le même individu. L'une de ces plaintes provenait d'un internaute de Toronto qui s'inquiétait lui aussi après avoir clavardé avec le suspect.

Les enquêteurs du SPVM ont remonté le fil jusqu'au suspect après avoir mis la main sur l'adresse IP de l'ordinateur qu'il avait utilisé pour formuler ses menaces.

Le travail des limiers de la police avait précédemment été compliqué par le fait que le suspect avait été banni du site Web en raison de la violence de ses propos.

**24 HEURES : Évacuation du cégep du Vieux-Montréal : un adolescent de 16 ans arrêté – Mercredi 23 avril 2008**

■ ÉVACUATION DU CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL

**Un adolescent de 16 ans arrêté**

Un adolescent âgé de 16 ans a été arrêté hier midi à Saint-Jean-sur-Richelieu à la suite de menaces formulées dans Internet à l'effet que le cégep du Vieux-Montréal serait le théâtre d'un carnage.

Durant la nuit de lundi à mardi, les enquêteurs du Service de police de la Ville de Montréal ont reçu des informations des autorités américaines selon lesquelles un tireur prévoyait se présenter au cégep pour faire une tuerie. Dès 5 h hier matin, les policiers étaient présents à l'extérieur et à l'intérieur de l'établissement.

L'institution a été évacuée et fermée pour la journée vers 6 h 45. Toutes les portes de l'édifice ont été verrouillées et la police a par la suite quitté les lieux.

Les étudiants sur les lieux se sont dits « sous le choc ». Cette histoire rappelle celle du tireur du Collège Dawson, Kimveer Gill, qui avait annoncé ses intentions dans Internet avec de les mettre en pratique en tuant la jeune Anastasia De Sousa et en blessant une vingtaine d'autres personnes le 13 septembre 2006 avant de s'enlever la vie.

(Audrey Baril)



PHOTO ERIC BOLTE

Le cégep du Vieux-Montréal a été pris d'assaut par les policiers hier matin.

**MÉTRO : Le cégep du Vieux Montréal est la cible de menaces : un adolescent est arrêté – Mercredi 23 août 2008**

Le cégep du Vieux Montréal est la cible de menaces

**Un adolescent est arrêté**

**SUSPECT.** L'enquête sur les menaces par l'internet visant les étudiants et le personnel du cégep du Vieux Montréal a mené à l'arrestation d'un garçon de 16 ans, vers 16h hier, à Saint-Jean-sur-Richelieu, en Montérégie.

Selon la porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Lynne Labelle, l'adolescent a avoué son crime aux policiers qui se sont présentés à sa résidence pour effectuer une perquisition. Ils devaient notamment vérifier si ce jeune avait en sa possession des armes à feu.

Le jeune suspect, qui ne fréquente pas le cégep du Vieux Montréal, est détenu. Il devra comparaître au cours des prochains jours devant la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec.

**Fermé pour la journée**  
Rappelons que ces menaces ont forcé la fermeture du cégep du Vieux Montréal, hier. Les détails sur la nature des menaces portées n'ont pas été précisés par le SPVM, mais il pourrait s'agir de menaces de mort et de voies



PHOTO MONTREAL

La direction du collège avait chosé, par mesures de précaution, de fermer l'établissement et toutes les portes de l'édifice ont été verrouillées. Les policiers de Montréal étaient sur les lieux dès 5 h hier matin afin de s'assurer que les étudiants et le personnel rebroussement chemin.

**Le jeune suspect devra comparaître dans les prochains jours devant la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec.**

de fait puisque ces accusations sont envisagées. L'affaire a été portée à l'attention des policiers de Montréal, dans la nuit de lundi à hier, par des autorités américaines et canadiennes d'abord alertées par un internaute de l'Ohio, puis par plusieurs autres internautes américains et canadiens qui ont participé à une séance de clavardage avec le suspect. LA PRESSE CANADIENNE

**l'info P/04**

Un ado menace le cégep du Vieux Montréal sur internet



**THE GAZETTE : Teenager arrested after threats to CEGEP du Vieux Montréal : CLASSES, MOST ACTIVITIES CANCELLED Boy, 16, in custody but no charges have been laid, investigators say – Wednesday, April 23, 2008**



PHIL CARPENTER THE GAZETTE

**Police keep a watchful eye outside CEGEP du Vieux Montréal yesterday after death threats were made on the Internet against students**

**and teachers. School authorities acted on a tip from Ohio.**

ALAN HUSTAK THE GAZETTE

A 16-year-old boy from St. Jean sur Richelieu has been arrested after threats made on the Internet closed CEGEP du Vieux Montréal yesterday.

"The boy was arrested shortly after 4 o'clock," Montreal police Constable Lynne Labelle said yesterday. "A search of his house is being done to see if there are any firearms or any evidence that he was capable of carrying out the threats."

The teenager was in custody yesterday afternoon but no charges had been laid, police said.

The CEGEP, on Ontario St. E. near St. Denis St., is one of Montreal's biggest colleges.

The school was closed yesterday after police in Cincinnati learned from an Internet chat room

that someone was threatening to go on a shooting rampage

The online threats were made late Monday, when the CEGEP was closed.

Acting on the tip from the Regional Electronic Computer Intelligence Task Force and the Hamilton (Ohio) County Sheriff's Office, Montreal police took the warnings seriously enough to secure the building at 5 a.m. yesterday.

The tactical squad went through the four blocks that make up the campus but found nothing.

The administration decided to take no chances, however, and closed the school before any of its 6,100 students or employees arrived.

"All activities have been suspended for the day," the school switchboard advised yesterday.

**CBC-CANADIAN BROADCASTING CORPORATION / MONTREAL : Teen arrested in Montreal college lockdown : Internet surfer in Ohio flagged online chat thread containing death threats - Last Updated: Tuesday, April 22, 2008 | 7:37 PM**

Police have arrested a 16-year-old boy who confessed to making online threats that led to a lockdown at one of Montreal's largest colleges Tuesday.

Montreal police say they arrested the teenager at his home in Saint-Jean-sur-Richelieu around 4 p.m. Tuesday.

The teen, who is not a student at the college, confessed to posting threats in a chatroom after police indicated they would search his house for weapons, said Const. Lynne Labelle.

The threats were posted online against students and teachers at the CEGEP du Vieux Montréal, prompting police to shut down the downtown college early Tuesday morning.

Classes and activities were cancelled at the post-secondary institution, affecting more than 9,000 students and 700 staff.

An internet surfer in Ohio flagged the threats for local authorities at some point Monday night after allegedly chatting with a suspect, Labelle said.

A county sheriff contacted the U.S. Marshals, who then called RCMP, who notified Montreal police about what were "very serious threats," she said.

"We believe that the suspect made the threats [against] many people, so that's why we're taking this very seriously," she said Tuesday morning.

"We're trying to find out where the threats come from, and that's why we have police officers around the CEGEP to ensure security all day."

**Officers sent to college**

Several police officers were dispatched to the college before sunrise Tuesday morning to investigate the building.

By 7 a.m., school administrators were instructed to shut down the buildings and lock all doors.

The CEGEP did not want to take any chances given Montreal's experience with the 2006 Dawson College shootings, said Mylène Boisclair, the school's director of communications.

"We were informed about a situation that gave us reasons to believe that we were in no position to ensure the security of students and staff," she told Radio-Canada.

"That's why we made the decision to close the college."

Authorities warned other CEGEPS in the Montreal area about the incident.

The teen suspect is in detention and will appear in a Montreal youth court later this week to face charges of uttering death threats.

**LCN : Menaces de fusillade au cégep du Vieux Montréal : Un adolescent de 16 ans est arrêté - Mise à jour : mardi 22 avril 2008, à 17h46**



[Video 1](#)

Écoutez les explications de Félix Séguin.

Les policiers ont arrêté un adolescent de 16 ans qui aurait proféré des menaces sur Internet contre les élèves et le personnel du cégep du Vieux Montréal.

Le jeune homme a avoué son crime aux policiers, en fin d'après-midi, pendant une perquisition chez lui à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Les enquêteurs n'auraient toutefois pas trouvé d'armes et étudient l'hypothèse d'une mauvaise blague.

C'est un internaute de l'Ohio qui a prévenu les policiers après avoir discuté avec le suspect.

Les autorités ont dû fermer le cégep pour la journée.

Le suspect devrait comparaître dans les prochains jours devant la Chambre de la jeunesse.

**RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Cégep du Vieux-Montréal : Un adolescent arrêté - Mise à jour le mardi 22 avril 2008 à 17 h 41**



Le Cégep du Vieux-Montréal victime de menaces

**Plus d'info**

Audio et Vidéo

[Jacques Bissonnet parle de l'arrestation d'un jeune qui menaçait de faire un carnage au Cégep du Vieux-Montréal.](#)

Le Cégep du Vieux-Montréal a été fermé pour la journée et les cours sont annulés à la suite de menaces formulées sur Internet contre l'établissement.

Les policiers ont arrêté un adolescent de 16 ans de Saint-Jean-sur-Richelieu. L'adolescent aurait tout avoué aux policiers et ces derniers procèdent à une perquisition à son domicile.

Un internaute américain a prévenu les autorités locales qu'un tireur pourrait se présenter au cégep pour se livrer à un carnage. D'autres internautes ont ensuite rapporté les propos de l'individu.

Les autorités américaines ont prévenu le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui a pris la menace très au sérieux. Des agents du groupe tactique ont été postés devant le cégep dès 5 h mardi.

Le cégep a été évacué à 6 h 45 et toutes les portes ont été verrouillées. Quelque 9000 élèves se retrouvent en congé forcé.

L'auteur du massacre du collège Dawson, Kimveer Gill, avait annoncé ses intentions sur Internet avant de se présenter dans l'établissement et d'ouvrir le feu. La jeune Anastasia De Sousa avait été tuée et une vingtaine d'autres personnes avaient été blessées, le 13 septembre 2006. Le tireur s'était ensuite suicidé.

**CYBERPRESSE : Menaces contre le cégep du Vieux-Montréal: un jeune de 16 ans arrêté - Le mardi 22 avril 2008**

Presse Canadienne, Montréal

**L'enquête sur les menaces par Internet visant les étudiants et le personnel du Cégep du Vieux-Montréal a mené à l'arrestation d'un garçon de 16 ans, vers 16h00 mardi, à Saint-Jean-sur-Richelieu, en Montérégie.**

Selon la porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Lynne Labelle, l'adolescent a avoué son crime aux policiers qui se sont présentés à sa résidence pour effectuer une perquisition. Ils devaient notamment vérifier si ce jeune avait en sa possession des armes à feu.

Le jeune suspect, qui ne fréquente pas le Cégep du Vieux-Montréal, est détenu. Il devra comparaître au cours des prochains jours devant la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec.

Rappelons que ces menaces ont forcé la fermeture du Cégep du Vieux-Montréal, mardi. Les détails sur la nature des menaces proférées n'ont pas été précisés par le SPVM mais il pourrait s'agir de menaces de mort et de voies de fait puisque ces accusations sont envisagées.

L'affaire a été portée à l'attention des policiers de Montréal, dans la nuit de lundi à mardi, par des autorités américaines et canadiennes d'abord alertées par un internaute de l'Ohio, puis par plusieurs autres internautes américains et canadiens qui ont participé à une séance de clavardage avec le suspect.

La direction du collège a donc choisi de fermer l'établissement et toutes les portes de l'édifice ont été verrouillées. Les policiers de Montréal étaient

sur les lieux dès 5 heures mardi matin afin de s'assurer que les étudiants et le personnel rebroussement chemin. Ils ont également fouillé le bâtiment.

Toute cette affaire n'est pas sans rappeler la fusillade survenue au Collège Dawson, à Montréal. Kimveer Gill avait annoncé ses intentions sur Internet avant d'ouvrir le feu dans cet établissement scolaire, le 13 septembre 2006, tuant l'étudiante Anastasia De Sousa, en plus de blesser 19 autres personnes.

Le suspect de 25 ans avait été blessé par le tir d'un policier, avant de s'enlever la vie en retournant son arme contre lui.

**CYBERPRESSE : Menace contre le cégep du Vieux-Montréal - Le mardi 22 avril 2008**

La Presse Canadienne, Montréal

**Une opération se déroule ce matin au cégep du Vieux-Montréal. Le SPVM dispose d'informations provenant d'autorités américaines indiquant qu'un tireur pourrait se présenter au collège pour se livrer à un carnage.**

Vers 5h00, mardi, la police a posté des agents du groupe tactique du SPVM à l'intérieur de l'établissement

en plus de positionner des effectifs policiers autour de l'immeuble. À 6h45, la direction du Cégep du Vieux-Montréal a évacué son institution pour ensuite la fermer pour la journée. Toutes les portes de l'édifice ont été verrouillées.

Après l'annonce de la fermeture de l'établissement, la police a quitté les lieux. Aucune arrestation

n'a été faite pour le moment, mais le SPVM prend la chose très au sérieux.

Le tireur fou du Collège Dawson, Kimveer Gill, avait annoncé ses intentions sur Internet avant de finalement tuer la jeune Anastasia De Sousa et blesser une vingtaine d'autres personnes, le 13 septembre 2006, et de s'enlever la vie.

**Test de français pour les futur-e-s professeur-e-s**

[VOIR DÉBUT DU DOSSIER DANS REVUE DE PRESSE 1<sup>er</sup> au 15 avril 2008](#)

**LE DEVOIR : Opinion : Qualité du français des enseignants - Une histoire de sous ou de principes?, par Michel D. Laurier, Doyen de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal - Édition du samedi 19 et du dimanche 20 avril 2008**

Dans son édition de lundi, Le Devoir publiait un texte de Louise Bertrand, directrice de la TELUQ, sur le nouveau test à l'intention des futurs enseignants. Il est désolant de faire étalage des dissensions qui ont amené l'ensemble des universités à abandonner ce test; toutefois, il faut préciser certains faits afin de nuancer des propos qui donnent à penser que les universités se soucient peu de la qualité du français des enseignants.

Laisser planer ce doute, c'est oublier que la création du test en question ne découle pas de la volonté de la TELUQ de s'ériger comme gardien de la langue mais plutôt d'une politique commune de l'ensemble des facultés et départements qui offrent des programmes de formation à l'enseignement au Québec. Cette politique établit qu'il

appartient aux universités de développer une maîtrise du français qui va au-delà de ce qu'on attend d'un autre professionnel et que ces apprentissages devraient être réalisés dans la première moitié d'une formation de quatre ans, avant que les étudiants ne prennent en charge des classes dans le cadre de stages de plusieurs semaines.

De fait, la TELUQ a élaboré le prototype du test de concert avec un groupe de travail formés d'experts du domaine, dont deux doyens spécialistes de l'évaluation de la langue. Le rôle du service d'évaluation linguistique de la TELUQ aurait été de produire régulièrement par la suite de nouvelles versions validées sur le modèle du prototype, de s'occuper des passations et de communiquer les

résultats. C'est au moment des négociations relativement aux coûts de passation et à l'expérimentation du prototype que les relations avec la TELUQ se sont détériorées.

Les universités qui offrent des programmes de formation à l'enseignement déplorent que les sommes que demandait la TELUQ pour le développement du prototype se soient mises à grimper de façon exorbitante alors que les coûts de passation qui allaient être exigés des étudiants continuaient de dépasser ce qu'on peut considérer comme raisonnable. Il nous semblait alors inapproprié de favoriser une telle dépense de fonds publics et de faire payer une facture exagérée à des étudiants captifs et peu fortunés. Ce sont ces considérations budgétaires qui ont amené les



universités à vouloir rompre les discussions et à chercher d'autres partenaires. La décision n'a rien à voir avec la difficulté du test. En tant que président du groupe de travail, je dois signaler que la mise à l'essai a été menée par la TELUQ, sans consulter le groupe de travail. Cette mise à l'essai a permis de détecter les questions mal formulées -- et pas nécessairement trop difficiles, comme l'allègue Mme Bertrand. Exigences

Elle a aussi permis de confirmer que l'instrument évaluait convenablement la maîtrise du français écrit chez des enseignants. Par contre, cette mise à l'essai ne s'est pas effectuée avec un échantillon rigoureusement représentatif des étudiants visés, de sorte que le niveau attendu restait à préciser. Comment peut-on insinuer que les universités trouvaient les exigences du test trop élevées puisque ces exigences n'ont pas été précisément établies?

Comme la TELUQ, l'ensemble des universités convient de l'importance de la qualité de la langue chez les enseignants et travaille à son rehaussement. La décision d'abandonner le test n'a pas été prise de gaieté de coeur puisque nous y aurons investi des efforts en pure perte. Dans ce contexte, il est dommage que la directrice de la TELUQ défende la pureté de son institution quand c'est la cupidité et l'intransigeance de son équipe qui ont mené à ce fiasco.

## LE DEVOIR : En bref - Nouveau test de français - Édition du jeudi 17 avril 2008

Devoir Le  
Le ministère de l'Éducation a commandé un nouveau test de français pour les étudiants en sciences de l'éducation à un organisme à but non lucratif, le CEFRANC, pour remplacer celui élaboré par la Télé-Université (TELUQ), écarté en raison des frais trop élevés qui auraient été imposés aux étudiants.

Alors que l'administration du test de la TELUQ aurait coûté 115 \$ à l'étudiant, celui du CEFRANC (associé aux commissions scolaires montréalaises) entraînera des frais de 75 \$. Le ministère de l'Éducation investira 680 000 \$ pour l'élaboration du test, qui devrait pouvoir être administré à tous les étudiants en formation des maîtres dès septembre prochain. Le nouveau test, sera «tout

aussi exigeant» que celui élaboré par la TELUQ, a assuré la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, hier en commission parlementaire. Rappelons que des projets-pilotes ont révélé un taux d'échec de l'ordre de 70 % à l'examen de la TELUQ.

# Actualités éducation au Québec

## LA TRIBUNE : Les étudiants du REMDUS optent pour la désaffiliation - Le mercredi 30 avril 2008

Isabelle Pion, La Tribune  
SHERBROOKE  
Les membres du Regroupement des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS) ont opté en faveur d'une désaffiliation de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Selon Christelle Lizon, vice-présidente aux affaires internes du REMDUS, 57,7 pour cent des membres ont voté en faveur d'une désaffiliation. Environ 1004 personnes ont utilisé leur droit de vote, sur une possibilité d'environ 5150. "On va faire reconnaître les résultats en assemblée générale spéciale. On doit aussi faire recon-

naître la décision par le conseil d'administration de la FEUQ." Les partisans de la désaffiliation reprochent notamment à la FEUQ une "immixtion dans les affaires internes" du REMDUS et le fait que sa cotisation soit "automatique et obligatoire".

## LE SOLEIL : Éducation : saigner le privé pour sauver le public, suggère la CSQ - Le mercredi 30 avril 2008

Baptiste Ricard-Châtelain, Le Soleil  
Québec  
**Dans les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, il y a glissement des inscriptions des écoles publiques vers les institutions privées, regrette la Centrale des syndicats du Québec. Voilà une bonne raison pour couper les vivres au secteur privé, rapatrier ses élèves, ses professeurs et ses budgets...**  
En tournée provinciale, la CSQ espère relancer le débat sur le financement. «Les conditions d'apprentissage se dégradent.» «Il y a urgence d'agir.» «Il y a un cri du cœur de l'ensemble des intervenants.» L'éducation est malade, a insisté le président du Syndicat de l'enseignement de la région de Québec, Denis Simard, hier, au cours d'une conférence de presse.  
Au secondaire, à Québec, le nombre d'inscrits au privé est passé de 20,8 % à 22,7 % en cinq ans, plaide-t-il. Sur la Rive-Sud, tandis que le réseau

étatique perdait des ouailles, les établissements privés accueillent une centaine de jeunes de plus.  
Et alors? Le nombre d'élèves est en baisse au Québec, expose M. Simard. Dans la région, seule la commission scolaire anglophone enregistrerait une croissance. Dans Charlevoix, la décroissance atteint plus de 16 %, selon les données de la CSQ. Malgré cela, le ministère de l'Éducation octroie toujours les budgets au prorata des inscriptions.  
En plus, accuse le président de la CSQ, Réjean Parent, le secteur privé «écrème», sélectionne les meilleurs étudiants, créant un système à deux vitesses.  
Il faudrait donc repenser l'école. À commencer par son financement, prône la centrale syndicale. La Fédération des établissements d'enseignement privé est, bien entendu, contre la proposition de la CSQ. Tuer le privé serait une erreur, au dire du porte-parole, Auguste Servant. L'émulation résul-

tant de la compétition force les écoles à innover, soutient-il.  
Le mal qui afflige le réseau n'est pas dans le porte-monnaie, remarque le titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'intervention éducative, Yves Lenoir. Le professeur de l'Université de Sherbrooke déplore que l'école soit devenue une fabrique. «Il y a un détournement flagrant de la fonction scolaire. (...) Il y a sélection et discrimination sociale. L'école sélectionne alors que l'école devrait être le lieu de réussite pour tous. Tous les élèves devraient finir par diplômé.»  
Aussi, le taux de décrochage scolaire est de 20,8 % dans la Capitale-Nationale et de 20,9 % dans Chaudière-Appalaches. De légères augmentations alors que la moyenne provinciale diminue.  
Les écoles privées reçoivent 432,6 millions \$ de l'État pour 123 002 élèves. Le budget du public est de 6,207 milliards \$. Environ 1,034 million d'enfants sont inscrits dans les écoles du Québec.

## LA PRESSE : Québec abolira un programme de travail-études - Le mardi 29 avril 2008

Isabelle Hachey  
La Presse  
**De nombreux jeunes Québécois risquent de désertir les bancs d'école avec l'abolition, en septembre, d'un programme travail-études considéré comme une véritable «bouée de sauvetage» pour les élèves en difficulté.**  
C'est du moins ce que craignent des enseignants, des parents, des employeurs et des politiciens qui n'ont pas réussi à convaincre la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, de la nécessité de maintenir le «volet II», un programme destiné

aux élèves qui n'arrivent pas à trouver leur voie dans le cheminement secondaire régulier.  
Face aux craintes du milieu de l'éducation, la ministre Courchesne a toutefois décidé de permettre aux commissions scolaires qui le souhaitent de présenter des projets particuliers adaptés aux besoins de leurs élèves, a appris *La Presse*.  
«La ministre est prête à accueillir des demandes des commissions scolaires qui voudraient que les élèves fassent davantage que la formation générale, à savoir, de l'observation, des stages, de l'expérimentation et de l'exploration professionnelle plus intensive», a expliqué en entrevue

téléphonique le sous-ministre à l'Éducation, Pierre Bergevin.  
Pas question, toutefois, de maintenir le volet II dans sa forme actuelle.  
Depuis son implantation en 1996, plusieurs adolescents ont «raccroché» grâce à ce programme qui propose trois jours d'école et deux jours de stage en entreprise par semaine.  
C'est le cas de Maxime, 18 ans, qui entamera en septembre une formation professionnelle en menuiserie. «Sans ce programme, il aurait lâché l'école à 16 ans», raconte sa mère, Georgette Vallée.



Dans le cadre de la réforme scolaire, le «volet II» sera remplacé par la «Formation menant à un métier semi-spécialisé», ou FMS. Le problème, c'est que ce nouveau programme, moins exigeant, ne pourra plus servir de tremplin à ceux qui veulent obtenir un diplôme d'études professionnelles (DEP), explique Marie-Pierre Gibson, enseignante à la polyvalente P.-G.-Ostiguy de Saint-Césaire.

«Les DEP en mécanique, en menuiserie ou en soudure, qui exigent un secondaire IV, ne seront pas accessibles aux élèves en FMS», dit-elle. «Pour y accéder, les élèves devront retourner au régulier, où ils ont toujours été considérés comme les poches, les nuls de la classe.» Plusieurs préféreront décrocher, craint-elle. «Ils ont peur, les jeunes. Ils ne voient pas la porte de sortie.»

Selon Mme Gibson, la décision d'abolir le volet II laissera «des dizaines et des dizaines de jeunes adultes dans la rue sans formation adéquate, sans but et sans avenir», dans la seule région de Saint-Césaire, en Montérégie.

M. Bergevin affirme toutefois qu'en 13 ans d'existence, le volet II n'a «jamais vraiment levé». Dans l'ensemble du Québec, il n'y a jamais eu plus de 1000 élèves inscrits à ce programme. «Cela démontre qu'il n'y avait pas là un service qui répondait aux besoins d'un très grand nombre d'élèves», dit le sous-ministre. «Arrêtons d'envoyer ces élèves dans une filière de métiers semi-spécialisés, poursuit-il. On va les faire travailler pour qu'ils se dirigent vers un vrai métier spécialisé, parce qu'ils ont le potentiel pour le faire.»

À Saint-Césaire, le volet II a pourtant fait ses preuves. «Le taux de réussite des élèves est de

85%, et tous ceux qui se sont inscrits à un DEP l'an dernier ont été acceptés», souligne Hélène Duchaine, porte-parole de la commission scolaire des Hautes-Rivières.

«Il y a tellement de choses à changer en éducation, est-ce qu'on pourrait au moins conserver celles qui fonctionnent?» demande Lucille Méthé, députée adéquate de Saint-Jean. «Le volet II est une bouée de sauvetage pour les élèves qui ne cadrent pas dans le système éducatif régulier. Placés en entreprise, ils retrouvent une estime de soi, des compétences et un emploi», renchérit son collègue André Ridel, député d'Iberville. Tous deux participeront ce soir à une conférence de presse organisée par la Ville de Saint-Césaire, où l'on assiste à une véritable levée de boucliers de la part des politiciens et des entrepreneurs locaux

## LA TRIBUNE : Le Cégep aura besoin d'unités modulaires pour loger son surplus d'étudiants - Le mardi 29 avril 2008

Isabelle Pion, La Tribune  
Sherbrooke

Connaissant une importante croissance de sa clientèle, le Cégep de Sherbrooke devra utiliser des unités modulaires mobiles à compter de la prochaine rentrée scolaire afin d'accueillir tous les étudiants.

La direction consultera également son personnel sur une modification de la plage horaire des cours et souhaite obtenir du ministère de l'Éducation le feu vert pour un agrandissement.

Déjà, en 2007, le Cégep a atteint un nombre d'étudiants aussi important qu'en 1996, une année record. La direction s'attend à environ 300 étudiants de plus pour l'automne 2008 et à une autre augmentation d'au moins 200 étudiants pour 2009. L'institution prévoit accueillir quelque 6150 étudiants à l'automne 2008.

"Au premier tour d'admission, on a 145 demandes de plus qu'en 2007. Au deuxième tour, on en a 125 de plus", illustre le directeur général du Cégep de Sherbrooke, Sylvain St-Cyr. Si ces chiffres ne se traduisent pas tous en inscriptions, ils sont cependant un bon indicateur de la situation vécue au Cégep. Le processus d'admission compte quatre tours.

Avant d'en arriver à l'implantation d'unités modulaires, d'autres solutions ont été examinées, dont la location d'espaces. Cependant, les scénarios de location ne se sont pas avérés concluants, souligne M. St-Cyr. Selon lui, ce type d'unités modulaires est utilisé dans d'autres établissements collégiaux. Les deux unités jumelées ensemble formeront l'équivalent de six classes. Elles seront installées aux extrémités des pavillons 6 et 3. Il s'agit d'une mesure transitoire qui coûtera environ 300 000 \$.

### Consultations

Quant à la modification des plages horaires, il s'agit de "changements majeurs" aux yeux de M. St-Cyr. Actuellement, les cours sont offerts entre 8 h 30 et 17 h 30, mais ils pourraient l'être de 8 h à 18 h.

Ces modifications toucheraient autant la question des horaires de certains employés, la conciliation travail-famille que toute la question du transport en commun. Cette mesure n'entrerait cependant en vigueur qu'en 2009. "On veut faire les consultations nécessaires (...) On veut se donner le temps de faire ça comme il faut", indique M. St-Cyr.

Et en ce qui concerne un possible agrandissement? "Le plus tôt sera le mieux", répond M. St-

Cyr. Cependant, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a d'abord posé la modification des plages horaires comme condition. Le Cégep de Sherbrooke aurait également besoin de financement.

M. St-Cyr ne pouvait préciser, lundi, à combien se chiffre un tel projet.

Plusieurs facteurs expliqueraient cette hausse d'effectifs: l'évolution du nombre d'élèves au secondaire et l'augmentation du taux de persévérance scolaire, conséquence de la mobilisation régionale dans ce dossier, entre autres.

"Nous observons également, depuis quelques années, une augmentation du nombre de diplômés au secondaire, provenant de la région, qui viennent au Cégep de Sherbrooke. Non seulement le nombre de diplômés du secondaire augmente, mais ces diplômés viennent en proportion plus grande poursuivre leurs études collégiales au Cégep de Sherbrooke", peut-on lire dans un document de l'institution.

Les modifications apportées au règlement sur le régime des études collégiales auraient également un impact favorable sur l'effectif étudiant.

La direction du Cégep a rencontré les instances syndicales lundi afin de leur faire part de ses intentions.

## LE DEVOIR : Frais afférents: l'UdeM ne tient pas compte de la politique du MEQ - Édition du vendredi 25 avril 2008

Clairandré Cauchy

L'Université de Montréal fait fi de la nouvelle politique de la ministre de l'Éducation sur les frais afférents et impose dès la session d'été des hausses de frais supérieures à celles autorisées par Québec.

La direction de l'Université de Montréal (UdeM) a envoyé récemment des factures aux étudiants pour la session d'été qui dérogent aux hausses maximales prévues par la politique annoncée en février dernier. Les hausses annuelles imposées par l'UdeM oscillent entre 180 et 232 \$ (selon l'interprétation que l'on donne aux frais institutionnels), alors que la politique gouvernementale fixe le maximum à 50 \$ par année (25 \$ pour les universités dont les frais oscillent entre 555 \$ et 699 \$ et 15 \$ pour celles dont les frais excèdent déjà 700 \$).

Le hic, c'est que Québec n'a pas encore transmis les nouvelles règles budgétaires aux universités. «Il y a trop d'incertitude, ce n'est pas clair. On ne sait pas si on peut augmenter de 25 \$ ou de 50 \$. On n'est pas fixé sur ce que cela comprend, les frais afférents. On va de l'avant avec les hausses déjà prévues et on attend la version définitive du règlement avant de s'ajuster», explique la responsable des communications de l'UdeM, Sophie Langlois, reconnaissant que l'établissement pourrait devoir éventuellement rembourser les étudiants pour les frais perçus en trop.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a pressé la ministre de l'Éducation de mettre au pas le milieu universitaire. «Les universités qui ne respectent pas la politique font preuve de mauvaise foi. Elles ont la politique gouvernementale sous les yeux, elles savent de quoi il

retourne. Pourquoi décident-elles ainsi de confronter le ministère et les étudiants?», demande le président sortant de la FEUQ, Jean-Patrick Brady.

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, on précise que les règles budgétaires devraient être transmises sous peu, dès que les crédits budgétaires auront été officiellement approuvés par l'Assemblée nationale. «Les universités qui ne respectent pas les échelles de hausses ou qui n'ont pas conclu d'entente avec les étudiants pourront voir leurs subventions conditionnelles retenues à la fin de l'année. Tout le monde a compris qu'il y aurait des conséquences à ne pas respecter la politique gouvernementale», a fait valoir l'attaché de presse de la ministre, Jean-Pascal Bernier.



**Les universités du Québec à la dérive, selon les professeurs**

→ Les universités québécoises sont à la dérive, clame la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU), dans un premier rapport sur le financement des universités, rendu public hier à Montréal. «Sans un investissement majeur dans le corps professoral, la situation actuelle du financement des universités porte atteinte à la qualité de l'enseignement dispensé dans les universités au Québec et empêche les institutions universitaires de bien remplir leur

mission», écrit la FQPPU. Les professeurs d'université s'inquiètent du fait que, depuis 1997, la masse salariale des gestionnaires a augmenté deux fois plus vite que celle des professeurs. Pourtant, pour la même période, les inscriptions des étudiants ont augmenté de 22%. À cause de cette hausse de la fréquentation, le ratio professeur-étudiant dans les universités québécoises est désormais de 1 pour 21, alors qu'il ne devrait pas dépasser 1 pour 18,5, selon les normes canadiennes, dit la FQPPU. Résultat, la tâche s'est alourdie et les professeurs d'université travaillent en moyenne 50 heures par semaine. *Isabelle Mathieu*

**JOURNAL DE MONTRÉAL : Universités : L'argent aux patrons - Mise à jour: Vendredi 25 avril 2008, à 08:17**

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal  
Alors que les universités tirent le diable par la queue, la masse salariale des gestionnaires a bondi de 83 % entre 1997 et 2004, révèle une enquête rendue publique hier.  
«Ça représente des sommes considérables qui n'ont pas été aux activités scolaires», lance Cécile Sabourin, présidente de la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPU), qui est à l'origine de l'étude.  
**240 millions**

«Ça nous interpelle beaucoup sur les choix financiers qui sont faits», a-t-elle ajouté.  
Le rapport du regroupement démontre que la masse salariale des directions des établissements universitaires a passé de 131 M\$ à 240 M\$ en l'espace de sept ans, soit une augmentation de 83,2 %.  
Pour la même période, les professeurs ont vu leur masse salariale bondir de 34,6 %, soit à peine un peu plus que l'augmentation du coût de la vie.  
**Les profs oubliés ?**

Alors que les postes de gestion ont vu leur enveloppe croître de façon importante, les professeurs ont vu quant à eux leurs tâches s'alourdir, déplore la FQPU.  
«Une forte hausse des effectifs étudiants, principalement aux deuxième et troisième cycles, n'a pas eu l'effet attendu d'une augmentation significative du corps professoral.  
«Si l'on respectait la norme généralement reconvenue de 18,5 étudiants par prof, ce sont 1000 nouveaux professeurs qu'il faudrait embaucher», affirme la FQPU dans son rapport.

**MÉTRO : La facture sera salée à l'Université de Montréal – vendredi 25 avril 2008 03:22**

Marie-Eve Shaffer, Métro  
Les étudiants qui suivent cinq cours à l'Université de Montréal subiront une hausse de 90 \$.  
L'Université de Montréal n'a pas encore passé en revue l'augmentation des frais afférents prévue pour la prochaine année. Si rien n'est changé, les étudiants qui suivent cinq cours devront subir une hausse de 90 \$ par trimestre.  
«Des projets de règlement et des intentions ont été annoncés, mais ils ne sont toujours pas clairs», a expliqué la directrice des relations avec les médias de l'Université de Montréal, Sophie Langlois, en entrevue à Métro. Selon cette dernière, le concept de frais afférents est flou. «Est-ce qu'ils incluent les pénalités imposées pour les livres en retard à la bibliothèque? a-t-elle demandé. Si oui, comment les calcule-t-on? Est-ce qu'on fait une moyenne?»

Par conséquent, l'Université de Montréal n'est pas en mesure de déterminer dans quelle catégorie elle se situe et de combien elle peut augmenter ces frais.  
En février, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, avait annoncé que si les étudiants et la direction d'une université n'arrivent pas à s'entendre, les frais afférents pouvaient augmenter de 50 \$ par année s'ils se situent en deçà de 555 \$; de 25 \$ s'ils sont compris entre 555 \$ et 699 \$; et de 15 \$ s'ils dépassent 699 \$. Ces hausses doivent être respectées à partir du 1er juin 2008. S'il y a surfacturation, ce sont les subventions accordées aux universités qui seront touchées.  
«Les universités sont assez au fait de la définition des frais afférents», a répliqué l'attaché de presse de la ministre Courchesne, Jean-Pascal Bernier. Selon le ministère de l'Éducation, ils sont définis

comme étant «les frais autres que les frais de scolarité imposés par les universités.» Ils comprennent entre autres «les frais généraux, technologiques, de service, de droits d'auteur et de rédaction de thèse.»  
**D'autres détails à venir**  
M. Bernier a toutefois précisé que des détails supplémentaires sur les frais afférents seront fournis dans les règles budgétaires.  
Pour sa part, l'Université de Montréal rappelle qu'elle doit continuer à fonctionner même si les derniers détails sur les frais afférents n'ont pas été déposés à l'Assemblée nationale. «La période d'inscription pour les cours d'été s'est terminée en mars. Les factures sont déjà parties», a rapporté Sophie Langlois.

**FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES PROFESSEURES ET PROFESSEURS D'UNIVERSITÉ (FQPPU) : Première synthèse du Comité sur le financement des universités de la FQPPU, : Investir dans le corps professoral appelle à une réorientation des priorités budgétaires des universités québécoises en faveur de l'embauche de professeures et professeurs – Jeudi 24 avril 2008**

Montréal, 24 avril 2008 - Devant l'absence de données claires, complètes et crédibles susceptibles d'éclairer les décisions gouvernementales en matière de financement universitaire, la FQPPU décidait à l'automne 2006 d'entreprendre de constituer, avec son Comité sur le financement des universités (CFU), un portrait de la situation budgétaire des établissements universitaires au Québec. Elle recueille auprès du MELS, de la

Commission parlementaire de l'éducation (2006-2007) et de la CREPUQ les données vérifiées qui lui permettent de produire un premier état des lieux du financement des universités québécoises. Cette synthèse met l'accent sur trois constats principaux.

- La dérive gestionnaire qui se traduit par une augmentation de la part relative de la masse

- La préférence accordée à certains secteurs lors des réinvestissements de 2006 et 2008 et les conséquences sur les budgets des universités;
- La concurrence accrue entre les établissements universitaires dans le contexte où la seule issue possible pour augmenter leurs



budgets de fonctionnement est la course aux « clientèles » qui s'inscrivent dans les secteurs les plus « rentables ».

Les premières analyses montrent qu'en dépit du réinvestissement en cours depuis les années 2000 et principalement ceux du MECS de 2006 et 2008, le corps professoral demeure le parent pauvre. Une forte hausse des effectifs étudiants, principalement aux deuxième et troisième cycles, n'a pas eu l'effet attendu d'une augmentation significative du corps professoral. Ce n'est que 12 ans après le pic de 1994 qu'on atteint à nouveau les 9 000 professeurs et professeurs dans le réseau uni-

versitaire québécois. Or si l'on respectait la norme généralement reconnue de 18,5 étudiants par prof, ce sont 1000 nouveaux professeurs et professeurs qu'il faudrait embaucher.

Les universités choisissent plutôt d'investir dans le personnel de direction et gérance et les chargés de cours, deux postes budgétaires qui connaissent une hausse significative pendant la période de 1997 à 2004. En précarisant l'emploi du corps professoral, on affaiblit au sein de l'université, et particulièrement au premier cycle, la mission d'enseignement et son lien essentiel avec la recherche. Les fonds publics destinés aux univer-

sités sont considérables si on inclut les deux paliers de gouvernement et tant la recherche que l'enseignement. Cependant en ciblant de plus en plus les programmes d'enseignement de certaines disciplines et les orientations de recherche, ce suite à une longue période de compressions budgétaires, on place les universités devant des situations pernicieuses, on les oblige à entrer dans une compétition coûteuse dont on peut douter qu'elle serve le développement global du Québec et de la population à long terme.

- 30 -

## LA TRIBUNE : Des étudiants simuleront l'ONU - Le mardi 22 avril 2008

Yanick Poisson, La Tribune  
VICTORIAVILLE

Cent vingt étudiants de première année de sciences humaines du Cégep de Victoriaville et une poignée d'autres du Cégep de Drummondville prendront part à une simulation d'une séance de travail de l'Organisation des Nations unies (ONU), le 26 avril, en marge de l'Expo SAT.

En début de trimestre, chaque étudiant s'est vu attribuer un pays au hasard. La mission était d'en apprendre le plus possible sur ce pays afin d'être en mesure de le représenter convenablement lors de la simulation.

"Les participants doivent être en mesure d'identifier les pays limitrophes au leur, les conflits dans lesquels ils sont impliqués, les organisations dont ils sont membres et leurs principaux intérêts internationaux", indique le professeur responsable du projet Jean-François Léonard.

Au cours de la journée, les étudiants seront d'abord divisés en cinq commissions ayant pour thématiques l'environnement, la guerre, la réforme de l'ONU, la dette internationale, et le Conseil de sécurité. Ils seront ensuite réunis en assemblée générale, laquelle sera animée par la députée bloquiste Viviane Barbot.

Ils discuteront notamment de la Déclaration du Québec, rédigée par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale et d'une dizaine de résolutions écrites par des étudiants de deuxième année.

Inspiré d'une activité qui a lieu depuis dix ans au secondaire, à Bromptonville, ce projet a pour objectif d'amener les étudiants à sortir du cadre du cours afin de vivre une expérience inoubliable.

"S'ils ne se rappellent pas de tout ce que le professeur a dit en avant de la classe, au moins ils se souviendront des activités qu'ils ont faites au cours de leur DEC", a ajouté M. Léonard.

## LE DEVOIR : 1<sup>ère</sup> page : L'UQAM aux prises avec une clientèle indésirable - Édition du lundi 21 avril 2008

Jeanne Corriveau



Des vestiges laissés sur le sol du pavillon Judith-Jasmin, de l'UQAM, au centre-ville de Montréal  
Photo: Pedro Ruiz

La plupart des gens qui fréquentent l'Université du Québec à Montréal (UQAM) le font pour accroître leur savoir, mais d'autres y vont pour... s'injecter de la drogue. La présence, pas toujours discrète, de toxicomanes qui utilisent les toilettes de l'université pour se piquer incommode de plus en plus la direction de l'institution qui a décidé de serrer la vis. Les expulsions de visiteurs indésirables se comptent par centaines chaque mois. Avoir pignon sur rue au centre-ville de Montréal a ses avantages, mais aussi ses inconvénients.

Située au cœur du centre-ville, reliée à la station de métro la plus achalandée du réseau, dans un secteur où les points de vente de drogue sont nombreux, l'UQAM attire inévitablement des visiteurs issus de la faune de la rue.

Sans-abri, toxicomanes et vagabonds en tout genre font partie du paysage du centre-ville de Montréal depuis longtemps, mais leur présence à l'intérieur des murs de l'université, essentiellement au pavillon Judith-Jasmin, a atteint un niveau intolérable, selon l'UQAM. Non seulement les toxicomanes se piquent-ils dans les toilettes de l'université, mais, depuis l'an dernier, ils ont pris l'habitude de laisser leurs seringues souillées à la traîne, allant même jusqu'à les jeter dans les cuvettes, ce qui obstrue les conduites.

Au cours des cinq derniers mois, soit entre novembre et mars, les agents de sécurité de l'UQAM ont dû procéder à 3712 expulsions. C'est donc dire que, chaque mois, ils doivent mettre à la porte quelque 700 visiteurs indésirables, qu'il s'agisse de sans-abri ou de toxicomanes, les uns à la recherche d'un peu de chaleur et les autres, en quête d'un endroit discret pour s'injecter leur dose de drogue.

L'université, qui avait déjà installé des boîtes pour recueillir les seringues à l'extérieur du pavillon Judith-Jasmin, a dû en placer à l'intérieur de ses murs compte tenu du nombre élevé de seringues laissées par terre. Le problème s'est accentué l'an dernier, les toilettes étant de plus en plus souvent bouchées par des seringues jetées dans les cuvettes.

Des mesures ont dû être prises: l'accès à certaines toilettes a été réduit, une campagne de sensibilisation auprès du personnel a été menée, la surveillance a été accrue, des caméras ont été installées et tous les membres de l'équipe d'entretien ont reçu un vaccin contre les hépatites.

«Les agents ont été sensibilisés au phénomène. Ils font des rondes plus serrées et, lorsqu'ils voient des itinérants qui, de toute évidence, ne sont pas des étudiants, ils leur demandent de quitter les lieux», explique Daniel Hébert, directeur des communications à l'UQAM. S'il est parfois difficile de reconnaître un itinérant, il peut être encore plus difficile de détecter un toxicomane qui cherche la discrétion. «Les itinérants obtiennent beaucoup plus facilement que la personne qui a besoin de s'injecter [sa dose], car celle-ci doit s'isoler rapidement et, si on intervient pendant qu'elle s'injecte [la drogue], il y a des risques de blessures pour les agents de sécurité ou pour le personnel», précise Alain Gingras, directeur du service de la prévention et de la sécurité.

Le déménagement, il y a un an, de Cactus, un organisme qui vient en aide aux toxicomanes et gère un programme d'échange de seringues, a peut-être eu un effet sur la fréquentation des toxicomanes, mais l'université, prudemment, hésite à faire un lien direct avec le phénomène,

car Cactus est un de ses partenaires. Autrefois situé rue Saint-Hubert, l'organisme a déménagé à l'angle des rues Sainte-Catherine et Sanguinet en avril 2007. «Le problème a toujours été présent, rappelle M. Hébert. Je ne pense pas que le fait que Cactus soit à une rue à l'est du campus ou à une rue à l'ouest du campus, change quelque chose. Ce n'est pas son déplacement qui entraîne nécessairement le phénomène.»

Si elle a accru la surveillance de ses accès, l'université refuse de boucler ses portes et d'implanter un système de cartes magnétiques pour contrôler toutes les entrées. «L'université est une institution publique, mais c'est un lieu privé. Notre niveau de tolérance n'est pas très élevé, parce qu'on a une mission : l'enseignement, la recherche et la création. On n'est pas une terre d'accueil», résume M. Gingras. Notons qu'aucune autre université montréalaise ne fait face aux mêmes problèmes.

L'UQAM n'est pas seule à avoir de la visite non désirée. La Grande Bibliothèque, rue Berri, qui reçoit 9000 usagers par jour, procède à l'occasion à des expulsions, mais les problèmes y sont moins aigus qu'à l'UQAM. «C'est sûr qu'on ramasse des seringues, mais on essaie de mettre des mécanismes en place pour que les seringues soient récupérées dans des contenants sécuritaires», explique Danielle Chagnon, directrice de la référence et du prêt. L'institution a d'ailleurs pris soin de se doter d'un code de responsabilité des usagers qui balise les comportements inappropriés. «On n'empêche pas les gens d'entrer pour aller à la salle de toilettes, mais il est évident qu'un agent de sécurité a été placé à un endroit spécifique pour essayer de faire en sorte que ces gens-là n'intimident personne», indique Mme Chagnon.

Toute personne qui a déjà fréquenté une bibliothèque sait combien il peut parfois être difficile de lutter contre le sommeil. S'il est permis de s'assoupir dans la Grande Bibliothèque, il est interdit d'y venir spécifiquement pour dormir. Ceux qui le font de façon systématique risquent de se faire montrer la sortie.

Au Complexe Desjardins aussi, la présence de sans-abri est inévitable compte tenu de la proximité de plusieurs refuges. Bien que l'on ait remarqué une augmentation du nombre de sans-abri dans les espaces publics au cours des dernières années, les expulsions demeurent rares. «On est plutôt tolérants à l'égard des itinérants, dans la mesure où ils ne gênent pas la clientèle, reconnaît France Moreau, coordonnatrice aux communications du Complexe Desjardins. Mais on va intervenir dans les cas de violence verbale.» Dans les artères commerciales également, la cohabitation entre les sans-abri et les commerçants n'est pas aisée. «Le danger, c'est quand le commerçant décide de régler la situation lui-

même. Mais il arrive aussi que se développe une sorte de collaboration et que des itinérants, par exemple, nettoient la devanture d'un magasin après entente avec le propriétaire», relate Claude Rainville, directeur général de la Société de développement commercial du Quartier latin. L'itinérance prend de l'ampleur, tous le constatent. L'administration Tremblay-Zampino a d'ailleurs entrepris, ce mois-ci, de se pencher sur la question par l'entremise de consultations publiques menées par la Commission permanente sur le développement culturel et la qualité de vie. À la lumière des mémoires déposés par les groupes communautaires, la Ville entend adopter un plan d'action pour mieux cibler ses interventions.

Le thème sera également abordé le 31 mai prochain par l'arrondissement de Ville-Marie qui organise un Forum qui s'intéressera particulièrement à la cohabitation souvent difficile entre sans-abri, résidents et commerçants du centre-ville. Démarches parallèles de deux paliers municipaux? Le maire Benoit Labonté jure toutefois qu'il ne s'agira pas de faire un diagnostic de la problématique, qui est amplement documentée, mais que cet événement se traduira par des projets concrets impliquant la collaboration de gens d'affaires et d'organismes communautaires du centre-ville.

## LA PRESSE : Concordia dans le rouge - Le dimanche 20 avril 2008

Violaine Ballivy, La Presse

**Nouveau budget, même constat. Une autre université québécoise Concordia cette fois prévoit terminer l'année financière dans le rouge. Le déficit accumulé des 19 établissements universitaires de la province a presque doublé depuis quatre ans pour atteindre 400 millions de dollars en 2006-2007.**

Le recteur par intérim de l'Université Concordia, Michael Di Grappa, a écrit aux employés pour leur dire que les prochains mois s'annoncent difficiles. Un déficit de plus de 10 millions est à prévoir en 2007-2008. «Notre situation financière se compa-

re encore avantageusement à celles de nos consoeurs, mais il est clair que des mesures plus strictes de contrôle de nos dépenses sont requises», relève-t-il.

Toutes les dépenses des facultés et des départements ont été suspendues au début du mois d'avril, «à moins d'être absolument nécessaires», a précisé M. Di Grappa. De plus, toutes les factures de plus de 5000\$ devront faire l'objet d'un examen approfondi et d'une autorisation expresse du vice-recteur aux finances. Enfin, toutes les embauches, qu'elles soient permanentes ou temporaires, ont aussi été gelées.

L'Université Concordia a refusé d'expliquer les causes de ce déficit anticipé avant que la version définitive de ses états financiers ne soit adoptée par ses administrateurs, à la mi-mai. «Ce ne sont que des prévisions, le déficit pourrait être plus important ou plus faible que ces 10 millions», a expliqué la porte-parole Nadia Khéfir.

Cette situation ne sera certainement pas sans conséquence puisque le ministère de l'Éducation a le pouvoir de retenir une partie des subventions versées aux universités déficitaires.

## LA TRIBUNE : Le nouveau dictionnaire de l'UdeS est actuellement en révision - Le dimanche 20 avril 2008

Isabelle Pion, La Tribune  
SHERBROOKE

Le public et les amoureux du français pourront bientôt avoir un bon aperçu du dictionnaire élaboré par une équipe de l'Université de Sherbrooke. Actuellement en révision, l'ouvrage sera accessible sur le Web cet automne.

Les codirectrices à la direction éditoriale et informatique, les professeures Hélène Cajolet-Laganière et Chantal-Édith Masson, ont présenté récemment une partie de l'oeuvre à l'Université de Sherbrooke. Elles travaillent également avec Pierre Martel, codirecteur éditorial.

Rappelons que l'idée de cet ouvrage, dont le nom officiel n'a pas encore été dévoilé, a germé il y a plusieurs années.

Le projet se fait sous l'égide du Centre d'analyse et de traitement informatique du français québécois (CATIFQ), et plus particulièrement par le groupe de recherche FRANQUS (Français québé-

cois usage standard dont le principal projet s'avère le dictionnaire.

"Déjà en 1977, les professeurs de l'Association québécoise des professeurs de français (AQPF) avaient dit dans l'une de leurs recommandations que l'on devrait enseigner le français standard en usage au Québec. Il y a eu 30 ans de colloques et de discussions pour voir ce que ça voulait dire vraiment. Depuis sept ans, on y travaille plus précisément", explique Mme Cajolet-Laganière à propos de l'élaboration du dictionnaire.

Le travail, réalisé par une trentaine de personnes, est colossal. "Il faut faire une banque de données textuelles pour aller voir qu'est-ce que c'est que le français utilisé ici, dans les textes littéraires et journalistiques (...) Comme ce n'est pas l'adaptation d'un dictionnaire qui existe déjà, il faut avoir une nomenclature originale, une description originale... On décrit l'ensemble du français ici, mais ce qui est original, c'est qu'on décrit en même temps ce qui nous particularise par rapport

à la France et on marque ce qui particularise la France par rapport au français."

Une des grandes originalités du produit sera d'être informatisé.

La version électronique de l'ouvrage fera l'objet d'une présentation en juillet, lors du colloque de la Fédération internationale des professeurs de français. Il s'agira d'une version préliminaire, bêta et en accès fermé, explique Mme Masson. En octobre, cette version préliminaire sera accessible au grand public gratuitement. On s'attend à ce que la version papier soit prête à la fin 2009.

"En juillet et en octobre, on met en ligne tout ce qui est prêt à être diffusé et ensuite on a un an pour finir la révision et avoir accès à l'ensemble de l'information", précise Hélène Cajolet-Laganière.

Le dictionnaire comprendra aussi des gentils et des acronymes. Actuellement, on compte 63 000 mots dans l'index général.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Un déficit de plus de 115 000 \$ : L'UQAM ferme son bar - Mise à jour: vendredi 18 avril 2008, à 04:47

Jean-Philippe Pineault, Journal de Montréal

Les étudiants de l'UQAM devront se trouver un autre endroit où fêter leur fin de session: l'université ferme le bar «L'Après-cours», qui est déficitaire depuis des années.

Le bar étudiant est un boulet que traîne l'institution. Entre 2005 et 2007, il a accumulé un déficit de plus de 115 000 \$.

«La direction de l'UQAM croit tout à fait injustifiable d'utiliser les budgets dédiés à la réalisation

des missions académiques de l'université pour assurer la survie de certains services auxiliaires qui sont déficitaires depuis quelques années», a indiqué l'institution dans un communiqué en fin d'après-midi hier.

À l'heure où elle doit compter chaque cent pour se sortir d'une crise financière sans précédent, l'UQAM juge que les étudiants pourront aller dans d'autres bars du centre-ville.

La papeterie «Le Bureauphile» et les services alimentaires, qui cumulent des déficits chaque année, feront par ailleurs l'objet d'un plan de retour à la santé financière.

De leur côté, les syndicats et les étudiants ont dénoncé la décision de l'université. «L'UQAM a la responsabilité de traiter ses employés avec respect et là, elle les met simplement à la porte», dénonce Étienne Guérette, de l'Association facultaire des étudiants en sciences humaines.

## RADIO-CANADA / CÔTE-NORD : Études collégiales : Vers un centre à Port-Cartier - Mise à jour le mercredi 16 avril 2008 à 12 h 08

Le cégep de Sept-Îles poursuit ses démarches pour aménager un centre d'études collégiales dans une ancienne église de Port-Cartier.

Appuyée par la Ville et la minière Québec-Cartier, la direction du cégep croit même être en mesure

d'offrir une formation continue dans le domaine minier dès l'automne prochain.



Le cégep souhaite aménager six classes dans l'ancienne église ce qui devrait coûter 300 000 \$. Le directeur général du cégep Donald Bhérier ajoute que l'institution devra assumer les frais de fonctionnement comme l'entretien de l'édifice ou le chauffage.

Toutefois, avant de lancer les travaux, le cégep devra convaincre le ministère de l'Éducation de reconnaître le bâtiment comme centre d'études collégiales. Un dossier complet sera soumis à Québec dès les prochaines semaines. « Il faut

faire la démonstration du volume d'activités qu'il va y avoir, etc. Il y a un certain nombre de critères à respecter. C'est la démonstration qu'on va s'appliquer à faire dans les prochaines semaines », explique Donald Bhérier.

En appuyant le projet du cégep, la Ville de Port-Cartier rejette le second projet de transformation de l'église Saint-Alexandre.

La mairesse Laurence Méthot indique que la construction d'une vingtaine de logements pour personnes retraitées pourra se faire ailleurs.

« C'est le savoir, c'est la relève, c'est nos jeunes. Puis, il y a toujours place pour l'Office municipal d'habitation d'avoir un terrain, puis d'avoir un nouveau bâtiment sur un autre emplacement », assure Mme Méthot.

Québec-Cartier, qui profitera largement de la formation des travailleurs miniers, confirme qu'elle s'engagera financièrement dans l'aménagement de l'église Saint-Alexandre. D'autres partenaires seront sollicités.

## LE DEVOIR : Courchesne s'assurera que l'école mette aussi l'accent sur les connaissances - Édition du mercredi 16 avril 2008

Clairandrée Cauchy

Les connaissances devraient entrer par la grande porte dans les programmes de formation du primaire et du secondaire en septembre 2009. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, entend définir les connaissances qui devront être acquises à chacune des étapes d'une année scolaire et s'assurer que les bulletins en rendent compte.

C'est ce qui ressort des propos tenus hier par Mme Courchesne lors de l'étude des crédits budgétaires de son ministère en commission parlementaire. Des comités formés d'enseignants, de conseillers pédagogiques et de spécialistes de la didactique de chacune des matières seront mis sur pied pour scruter à la loupe chacun des programmes. On établira ainsi une « hiérarchie des savoirs » devant être acquis pour chaque période d'une année scolaire.

« On ne changera pas les contenus des programmes. On va les ordonner. On va donner des indications suffisamment précises et établir cette hiérarchisation à partir des programmes existants », a expliqué la ministre au terme de la séance de la commission parlementaire.

Cette version plus précise des programmes devrait être disponible en juin 2009, afin d'être utilisée à la rentrée suivante. La nouvelle version des programmes de français sera cependant prête à être appliquée dès septembre prochain, puisque le travail est enclenché depuis le dévoilement du plan d'action sur le français en février dernier.

Depuis l'implantation de la réforme, il y a de cela 10 ans, les programmes mettent l'accent surtout sur le développement des compétences, les savoirs ou connaissances (telles les règles de grammaire ou encore les tables d'opérations mathématiques) n'y sont mentionnés, en vrac, qu'à titre indicatif. On préconise par ailleurs l'évaluation des compétences et non celle des connaissances en tant que telles, présumant que les compétences impliquent nécessairement l'utilisation des connaissances.

Cette philosophie, réitérée récemment dans un avis du Conseil supérieur de l'éducation, est décriée vivement par les syndicats d'enseignants. La ministre leur a donné raison hier, qualifiant l'avis du CSE de document « flou » qui ne l'a « pas convaincue ». Elle a promis de travailler avec les syndicats d'enseignants pour mieux rendre compte de l'acquisition des connaissances des enfants. « Le Renouveau [pédagogique] laissait une pleine latitude aux enseignants. On s'aperçoit que les enseignantes, dont certaines très jeunes qui sortent des universités, n'ont pas cette capacité. Elles sont dans le doute et ont besoin de soutien », a indiqué Mme Courchesne.

Elle estime « souhaitable » qu'on fasse état de l'acquisition des connaissances dans le bulletin et qu'une évaluation annuelle des connaissances soit effectuée, alors que cet exercice n'est pour l'heure prescrit qu'à la fin d'un cycle de deux ans.

« Il faut que ce soit clair dans les bulletins, que le parent sache où en est l'évaluation des connaissances de son enfant. Mais il faut aussi qu'il sache

si son enfant est capable d'intégrer les connaissances dans les compétences. Je ne veux pas revenir à un bulletin de 10 pages, le défi sera de conserver cela clair, précis, limpide », a indiqué Mme Courchesne.

« On n'a plus le droit à l'improvisation ou à l'erreur. C'est colossal comme travail, mais je n'en démords pas », a affirmé Mme Courchesne, en réponse à une des multiples questions des députés de l'opposition.

### Réactions

Les correctifs annoncés à la réforme plaisent aux syndicats d'enseignants, certains y retrouvant jusqu'au vocabulaire précis de leurs demandes. « Quand nous demandions de réformer la réforme, pour continuer à l'appliquer dans ce qu'elle a de méritoire, nous mettions au jeu des solutions crédibles. Nous avons l'impression que la ministre prend beaucoup de ces éléments », s'est réjouie la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), Johanne Fortier. Elle croit que l'étape la plus difficile sera de lier l'apprentissage des connaissances à l'évaluation, pour l'heure centrée sur les compétences.

La Fédération autonome de l'enseignement, membre de la coalition Stoppons la réforme, salue elle aussi l'annonce de la ministre et espère également qu'elle ne s'arrêtera pas en cours de route. « C'est très intéressant. Mais il faut que cela se poursuive, il faut nous permettre localement d'en rendre compte dans le bulletin pour que cela ait un certain sens », a affirmé le responsable des communications de la FAE, Yves Parenteau.

## LA PRESSE : La réforme de la réforme prend du retard - Le mercredi 16 avril 2008

Malorie Beauchemin, La Presse  
Québec

**Le « réalisme » du nouveau pédagogique, en éducation, tarde à se mettre en place parce qu'il souffre de la pénurie d'enseignants. La création de comités multidisciplinaires, chargés de revoir la réforme, est ralentie par le fait que le ministère de l'Éducation peine à recruter des professeurs, et à assurer leur remplacement pendant leur absence, a indiqué hier la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, lors de l'étude des crédits budgétaires.**

« Le Ministère n'a pas les effectifs requis, il faut libérer des professeurs et des conseillers pédagogiques pour y arriver. Et lorsqu'on les libère, il faut les remplacer, a-t-elle indiqué, hier, devant la commission parlementaire de l'éducation. Nous sommes en fait les premières victimes de cette pénurie de main-d'oeuvre, c'est très sérieux. »

Ces comités multidisciplinaires ont pour principale tâche d'établir une forme de « hiérarchisation de

l'acquisition des connaissances », telle que réclamée par les enseignants, notamment.

« Actuellement, dans le nouveau pédagogique, tu as un programme sur deux ans. Il faut que les enseignants sachent exactement quelles sont les étapes à suivre, quel est l'ordre de l'enseignement des concepts », a souligné la ministre, ajoutant qu'elle souhaitait que les évaluations soient dorénavant faites après chacune des années scolaires, plutôt qu'à la fin d'un cycle.

### Plan d'action

La ministre Courchesne a par ailleurs profité de son passage en commission parlementaire pour présenter son plan d'action éducation, emploi et productivité, pour favoriser la formation professionnelle et technique. Une enveloppe de 26 millions avait été prévue à cet effet dans le dernier budget de la ministre des Finances Monique Jérôme-Forget.

L'objectif, à terme, est d'arrimer le plus possible les formations offertes aux besoins de main-d'oeuvre qualifiée, qui seront criants dans les prochaines années. Sur cinq ans, 203 millions

seront investis, notamment dans "les secteurs d'avenir et porteurs de l'économie", ainsi que pour répondre spécifiquement aux besoins des régions. Les plans d'action se multiplieront dans les prochaines semaines en éducation. La ministre a annoncé qu'elle présenterait son plan contre la violence dans les écoles le 21 avril. Suivra le plan d'action pour les élèves en difficulté, prévu pour le début mai.

Mme Courchesne a aussi ajouté qu'elle présenterait, ce printemps, un projet de loi pour encadrer les commissions scolaires, à la suite du forum sur la démocratie et la gouvernance des commissions scolaires, tenu en février.

Transparence, meilleure gouvernance, amélioration de la communication avec les parents, amélioration de la démocratie scolaire, révision du nombre de commissaires, seront à l'ordre du jour. « Ce n'est pas parce qu'il y a un travail à faire après 150 ans qu'il faut les abolir », a dit la ministre, lançant une flèche à ses adversaires adhérents, qui réclament la disparition de cette structure administrative.

## LE SOLEIL : Baccalauréat en enseignement au primaire et au secondaire : trois ans au lieu de quatre - Le mercredi 16 avril 2008

Isabelle Mathieu, Le Soleil  
Québec

### Dix ans après avoir créé le baccalauréat en enseignement au primaire et au secondaire d'une durée de quatre ans, le gouvernement du Québec songe maintenant à le ramener à trois ans.

«Quatre années pour obtenir un brevet d'enseignement, est-ce que ce n'est pas une année de trop?» a lancé hier la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, lors de l'étude des crédits budgétaires de son ministère, qui atteindront en 2008-2009 les 14 milliards \$.

Le gouvernement du Parti québécois a décidé à la fin des années 90 de mettre au panier l'ancienne formule du baccalauréat de trois ans dans une discipline (français, mathématiques, histoire, etc.) suivi d'un certificat d'un an en pédagogie. Il l'a remplacé par un baccalauréat de quatre ans en enseignement primaire et un autre en enseignement secondaire.

La ministre libérale Michelle Courchesne et les doyens des différentes facultés universitaires d'éducation se demandent maintenant si trois

années ne seraient pas suffisantes pour former les enseignants québécois.

«Il faut évaluer la qualité du brevet actuel et se demander si quatre années sont nécessaires», dit la ministre, qui était de passage à l'Université de Sherbrooke la semaine dernière et qui poursuivra sa tournée auprès des autres universités.

Dans un contexte de pénurie de professeurs — surtout en région —, est-ce que des études plus longues découragent des étudiants? interrogent la ministre et ses partenaires.

La ministre dit sentir une «nostalgie de la maîtrise» chez les doyens des universités et souhaite encourager les études supérieures en enseignement. «Par exemple, en adaptation scolaire, est-ce qu'on ne pourrait pas réfléchir à l'ajout d'une maîtrise après un bac de trois ans?» suggère Mme Courchesne.

La ministre de l'Éducation s'est défendue d'être trop autoritaire et directive avec les professeurs. La critique du Parti québécois Marie Malavoy lui a reproché d'attaquer l'autonomie des professeurs en prescrivant une heure de lecture par jour dans toutes les écoles.

«L'éducation est un bien public et nous sommes là pour orienter, rétorque Michelle Courchesne. Quand on regarde les résultats scolaires de nos enfants, c'est extrêmement inquiétant et préoccupant.»

Des indicateurs montrent que le taux de réussite des enfants de la réforme laisse à désirer. La ministre dit vouloir continuer à réaligner la réforme de l'éducation, surtout pour mieux mesurer les acquis de connaissances dans les matières de base.

#### Les commissions scolaires

L'avenir des commissions scolaires sera débattu de nouveau à l'Assemblée nationale d'ici la fin juin; la ministre de l'Éducation entend déposer un projet de loi pour mieux encadrer cette structure administrative et moderniser sa démocratie vacillante.

Le nombre de commissaires à chaque conseil — souvent plus de 25 personnes —, la présence des parents aux conseils et les moyens financiers des candidats aux élections scolaires seront inclus dans le projet de loi.

## MÉTRO : 14 idées chocs de Léo-Paul Lauzon

MÉTRO : Mes 14 idées chocs pour secouer le Québec et le Canada, par Léo-Paul Lauzon, Jeudi 17 avril 2008



### Mes 14 idées-chocs pour secouer le Québec et le Canada

#### Économie



#### Léo-Paul Lauzon

professeur au département des sciences comptables et titulaire de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM

Je vous présente mes 14 idées-chocs pour financer adéquatement nos services publics sans surtaxer qui que ce soit et pour mettre fin au soi-disant immobilisme au Québec. Ces mesures créeraient plus de richesse collective au Québec et au Canada, tout en favorisant une meilleure répartition grâce aux effets bénéfiques qu'elles auraient sur les plans tant social qu'économique. J'ai déjà abordé certains de ces sujets dans mes textes antérieurs et, à l'avenir, je le ferai pour les autres afin de les expliquer davantage.

Il est tout simplement inadmissible d'avoir des services publics dans un tel état de déchéance et de sous-financement

chronique, alors que le Canada et le Québec traversent une période d'opulence économique qui ne s'est pas vue depuis longtemps, que les profits des entreprises n'ont jamais été aussi élevés en proportion du produit intérieur brut (PIB) et que les contributions de celles-ci aux recettes fiscales n'ont jamais été aussi basses.

Une fois de plus, en 2007, les entreprises canadiennes ont réalisé des profits records de 263 G\$, nous signale Statistique Canada (*Le Devoir*, 22 février 2008). L'État doit cesser de se priver volontairement de recettes fiscales au profit des compagnies et des nantis. Il pourra alors atténuer les inégalités économiques croissantes découlant

du marché et rétablir un minimum d'équité entre les individus et les générations.

Déjà en 1993, la firme de notation Moody's l'avait dit : «Des diminutions dans les impôts des sociétés expliquent le dérapage des recettes fiscales au Québec» (*La Presse*, 12 mars 1993) Et, depuis, nos gouvernements ont continué à baisser radicalement les impôts des compagnies, amplifiant encore plus le sous-financement de nos services publics. De même, en 1991, Statistique Canada avait signalé que «les exemptions fiscales aux grandes compagnies sont responsables de l'endettement du pays.» (*La Presse*, 20 juin 1991)

À plusieurs occasions, l'ONU nous a rappelé que l'état

## L'État doit cesser de se priver volontairement de recettes fiscales au profit des compagnies et des nantis. Il pourra alors atténuer les inégalités économiques croissantes découlant du marché et rétablir un minimum d'équité entre les individus et les générations.

lamentable de nos services publics ainsi que la situation de la pauvreté chez nous étaient indignes d'un pays et d'une province riches comme le Canada et le Québec : «Protection des droits. L'ONU critique sévèrement le Canada» (*La Presse*, 9 mai 2006), «Le Canada est trop riche pour ne pas s'occuper de ses pauvres, dit l'ONU» (*Le Devoir*, 23 octobre 2007) et enfin «Les droits économiques des pauvres bafoués. Le Québec comparait devant l'ONU» (*Le Devoir*, 5 mai 2006).

### Pauvre Québec

Oh, non, de grâce, ne me sortez pas de nouveau le mensonge du Québec pauvre afin de faire diversion! Selon l'Institut de la statistique du Québec (*Le Journal de Montréal*, 29 mars 2006), le Québec arrive au 20<sup>e</sup> rang mondial sur 235 pays en termes de richesse par habitant mesurée par le PIB. Nous sommes aussi riches que les Allemands et les Français qui, à ce que je sache, n'habitent pas des pays pauvres.

Ne m'arriverez pas non plus avec la *joke* plate usée à la corde de la supposée monstrueuse dette publique qui, selon le très lucide économiste Pierre Fortin, fait que le Québec est à feu et à sang, et que nous sommes assis sur une bombe atomique, rien de moins. Sa bombe atomique ressemble plutôt à un gros pétard mouillé. Un actif collectif comme Hydro-Québec vaut plus que notre dette publique totale. Notre niveau d'endettement public est somme toute modéré lorsqu'on se compare à l'ensemble des pays occidentaux comme le Japon, la France et l'Allemagne. D'ailleurs, les agences de notation Moody's (*Le Devoir*, 15 juin 2006), DBRS (*Le Devoir*, 20 juin 2006) et Fitch Ratings (*Le Journal de Montréal*, 11 janvier 2008) ont toutes rehaussé récemment la cote de crédit du Québec. Soyons sérieux, je vous en prie, et sur-

tout, soyons honnêtes!

Plusieurs de mes idées, loin d'être révolutionnaires, proviennent de recommandations déjà formulées par le Fonds monétaire international (FMI), la revue d'affaires américaine *Business Week*, l'ancien ministre libéral des Finances du Québec Yves Séguin, l'ex-vérificateur général du Canada Denis Desautels, et même l'ancien premier ministre du Canada Paul Martin; des organismes et des individus que l'on ne peut certes pas accuser d'être à la solde de la Ligue communiste révolutionnaire! Prenons, par exemple, les déclarations de l'ancien vérificateur général du Canada, M. Desautels, qui, en 1996, avait signalé que «l'emploi abusif des abris fiscaux fait perdre des revenus importants au gouvernement fédéral» (*Le Soleil*, 8 mai 1996) et que «les grandes entreprises sont à l'abri des contrôles». Puis, en 1999, il avait mentionné que les subventions étaient de véritables «bars ouverts» pour les entreprises (*La Presse*, 1<sup>er</sup> décembre 1999). J'ajouterais même des «bars ouverts» dans des after hours. Quant à Paul Martin, il avait dit : «Ottawa va sabrer les abris fiscaux» (*La Presse*, 23 janvier 1994), «Ottawa vise les REER et les gains de jeu» (*La Presse*, 19 octobre 1994), «Martin préconise une réforme de l'impôt qui permettra une redistribution de la richesse» (*La Presse*, 6 mars 1995) et enfin «Martin affirme que tous devront faire leur part, y compris les grandes entreprises» (*Le Journal de Montréal*, 20 octobre 1994). En plein dans la lignée de mes propositions, sauf que M. Martin et les gouvernements ont fait exactement le contraire de leurs promesses, cédant encore une fois aux lobbies très influents des puissants. À certains égards, le lecteur constatera que mes propositions sont quelque peu divergentes de celles formulées par l'organisme d'extrême droite qu'est l'Institut éco-

nomique de Montréal, telles que publiées dans *Le Journal de Montréal* pendant en janvier dernier; par les lucides auto-proclamés de Lucien Bouchard et intégrées dans leur mani-

este de neuf pages *Pour un Québec lucide*, publié en octobre 2005; par Jacques Ménard, de la Banque de Montréal, dans son livre *Si on s'y mettait...* et par d'autres.

## Des mesures réalistes

Ces mesures modérées et réalistes pourraient être appliquées rapidement par des gouvernements réellement au service des intérêts supérieurs de la collectivité. Ça prendrait un minimum de courage de leur part afin de s'attaquer, sans les surtaxer, aux privilèges indus et scandaleux des compagnies, des nantis et des vaches sacrées.

Il est impératif de moderniser de cette façon les modèles québécois et canadiens afin de créer de la richesse pour tous plutôt que de créer des riches aux dépens du monde ordinaire. Je vous avertis à l'avance : les puissants et leurs franchisés vont grimper dans les rideaux et prédire l'apocalypse si ces recommandations sont appliquées.

### Les impôts aux entreprises

Ces modestes mesures permettraient de financer adéquatement tous nos services publics, d'assurer leur gratuité, de freiner leur privatisation au profit d'opportunistes et d'accroître, comme en Ontario, et moins qu'en Europe, le salaire minimum à 10 \$ l'heure.

Ne venez pas me dire qu'augmenter les impôts des compagnies va les faire fuir et mettre nos emplois en péril! Puis-je encore répéter que, après la prestigieuse revue internationale *The Economist*, le très conservateur organisme qu'est l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et récemment, le 20 novembre 2006 exactement, *Business Week*, la revue d'affaires la plus vendue aux States, l'ont dit et redit : prétendre que les baisses d'impôts consenties aux entreprises vont stimuler la croissance, créer de l'emploi, favoriser la compétition internationale, etc. n'est que fumisterie.

Même l'organisme très à droite qu'est le Fonds monétaire international (FMI) a affirmé que «les entreprises canadiennes pourraient payer plus d'impôts» (*Le Soleil*, 8 décembre 1995). Depuis, nos

### Ne venez pas me dire qu'augmenter les impôts des compagnies va les faire fuir et mettre nos emplois en péril!

gouvernements ont encore fait le contraire. À les écouter parler, il faut toujours diminuer les impôts des compagnies et des cerveaux, sinon ils vont s'en aller. Cela n'est que du chantage ignoble.

Selon cette logique «économique», on ne peut taxer que le monde ordinaire qui, lui, ne peut aller ailleurs et constitue une proie facile qu'on peut taxer abusivement, pour nos décideurs.

Et n'allez pas me dire que ces mesures, somme toute très raisonnables, ne peuvent être appliquées! À l'encontre de l'opinion de la majorité, nos élus ont été en mesure de piger allègrement plus de 40 G\$ dans la caisse des chômeurs, de signer en catimini les traités de libre-échange, de privatiser Petro-Canada, Air Canada, CN, TéléSAT, et de vendre à des étrangers des instruments collectifs comme Biochem Pharma, Domtar, Cambior, etc. sans aucun débat public. Dans ces cas, on a mis la population devant le fait accompli.

Il est tellement facile de taper sur le monde ordinaire, alors qu'il est supposément impossible de demander au monde extraordinaire de faire sa part.

La farce grotesque a assez duré. Beaucoup de pays en Amérique latine et en Asie ont fait plus que ce que je propose et cela a donné des résultats probants. Ici aussi, on peut et on doit le faire, au nom des jeunes et des générations à venir.

Il se peut que je sois malheureusement affublé de toutes sortes de noms méchants par certains de la gauche, qui vont voir en moi un homme résolument de droite pour mon

refus systématique d'abolir complètement les REER ou de taxer les gains de capitaux au même taux que les autres types de revenus. En réalité, je suis un rassembleur et un homme de consensus qui est, je dois bien l'admettre, peut-être, je dis bien peut-être, un petit brin plus à droite qu'à gauche.

En Europe et en Amérique latine, avec mes politiques économiques et fiscales, je serais catalogué très à droite, pas autant que les lucides, mais à droite quand même. Cependant, on est pas en Europe ou en Amérique latine, et si on veut arriver à faire bouger les choses pour le mieux-être de la majorité de la population, il est de notre devoir de proposer des solutions réalistes et pragmatiques logées à l'enseigne du gros bon sens. C'est ainsi qu'on pourra obtenir un large consensus dans la société, provenant avec enthousiasme d'individus et d'organismes de tous les milieux et de tous les horizons, autant des gens d'affaires que des jeunes, des nantis que des syndicats, des compagnies que des défavorisés, etc.

LES OPINIONS EXPRIMÉES DANS CETTE TRIBUNE NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT CELLES DE MÉTRO

## Mes 14 recommandations

	Hausse annuelle des revenus		Hausse annuelle des revenus	
	Québec	Canada	Québec	Canada
1	Instaurer au Québec et au Canada un impôt minimum des compagnies, comme en Ontario, aux States et en Europe. En 2003, 50 % des entreprises au Québec (142 865) n'ont payé aucun impôt sur des profits de 31 G\$.	0,5 G\$	2 G\$	
2	Hausser le taux d'impôt sur le revenu des compagnies du Québec au niveau de l'Ontario, et du Canada, à celui des States, où il est plus de 40 % alors qu'il est de moins de 30 % au Canada (fédéral-provincial);	0,5 G\$	5 G\$	
3	Ramener les REER de 20 000 \$ à 5 000 \$ l'an. Qui peut investir 20 000 \$ l'an dans un REER? Seul un Canadien sur quatre souscrit, et la cotisation médiane est de 2 600 \$ l'an. Cela permettrait d'augmenter les pensions de vieillesse pour tous;	1 G\$	5 G\$	
4	Réduire les subventions aux compagnies, qui sont de vrais paniers percés et les transformer en prises de participation de l'État. Québec verse plus de 5 G\$, et l'Ontario environ 1 G\$ l'an. Le Canada en verse pour 19 G\$ l'an, selon le Fraser Institute;	2 G\$	5 G\$	
5	S'attaquer à l'évasion fiscale dans les paradis fiscaux (qui se chiffrait à 88 G\$ en 2003 selon Statistique Canada);	1 G\$	5 G\$	
6	Ramener les gains de capitaux imposables à 75 % et abolir les CELI, REEE, REI, sociétés en commandite, fiducies de revenu, etc.;	1 G\$	2 G\$	
7	Imposer tous les salaires au même taux, aussi bien ceux payés par chèque et ceux payés en options d'achats d'actions aux dirigeants d'entreprises;	0,5 G\$	1 G\$	
8	Abolir les subventions aux écoles privées, comme en Ontario, aux States et en Europe;	0,5 G\$	—	
9	Rétablir les impôts successoraux comme aux States et instaurer une taxe annuelle sur la richesse comme en Europe. Abolir aussi l'exonération d'impôt des fiducies familiales;	1 G\$	3 G\$	
10	Rétablir le nombre de paliers d'imposition de 3 à 12, comme cela prévalait auparavant;	0,5 G\$	1 G\$	
11	Éliminer les milliers d'organismes de charité bidon et resserrer les critères pour les autres;	0,5 G\$	1 G\$	
12	Abolir les taxes (TPS et TVQ) sur l'électricité et en instaurer sur les transactions boursières spéculatives (contrats, actions, obligations, etc.);	—	—	
13	Afin de nous libérer des cartels privés, créer Pétro-Québec, Pharma-Québec et la Banque du Québec, comme cela se fait ailleurs;	1 G\$	—	
14	Nationaliser l'éolien, le gaz naturel, les petits barrages et ceux d'Alcan, abolir la ridicule agence des PPP et fermer les quatre hippodromes du Québec qui coûtent chaque année des millions de dollars en fonds publics.	1 G\$	—	
<b>TOTAL :</b>		<b>11 G\$</b>	<b>30 G\$</b>	

**«Je crois vraiment que mes idées feront non seulement consensus dans toutes les couches de la société, mais presque l'unanimité. Et cela me rend euphorique. Ma joie est profonde.»** — Léo-Paul Lauzon

## Actualités militantisme au Québec

**LA PRESSE : Manif étudiante : la détention était légale, tranche un juge – Mercredi 16 avril 2008**

### Manif étudiante : la détention était légale, tranche un juge

Les policiers ont agi dans les règles en détenant 193 personnes, le 15 novembre 2004, lors d'une manifestation pour le gel des droits de scolarité qui perturbait le centre-ville, vient de trancher le juge de la Cour supérieure Jean-Guy Boilard. La décision rendue hier renverse celle du juge Morton S. Minc, de la cour municipale, qui avait conclu, il y a près d'un an, que les policiers avaient violé la Charte des droits et libertés, car les conditions de détention avaient été abusives. Même s'il trouvait que les manifestants méritaient le constat d'infraction reçu pour attroupement illégal, le juge Minc a décrété un arrêt du processus judiciaire à cause de la Charte. Lors de l'événement en question, les manifestants avaient été encerclés par une centaine de policiers et détenus pendant environ deux heures. — Christiane Desjardins

MANIF | POLICIERS BLÂMÉS

## Le jugement cassé

**Au grand bonheur de la Ville de Montréal, la Cour supérieure a cassé hier un jugement de la Cour municipale qui blâmait la police pour sa méthode d'arrestation massive lors d'une manifestation étudiante.**

VINCENT LAROUCHE  
Le Journal de Montréal

Les faits remontent à novembre 2004. De 300 à 1000 manifestants profitent alors de la tenue du congrès du Parti libéral du Québec pour dénoncer les droits de scolarité et les coûts associés à l'éducation.

Constatant l'apparition de graffitis et de dommages sur des voitures, la police de Montréal décide d'intervenir.

Au total, 193 personnes sont encerclées, compressées les unes sur les autres et forcées à s'asseoir sur le sol pendant deux

heures, alors que la température avoisine le point de congélation.

Tout le monde est ensuite menotté à l'aide de bandelettes de nylon (*tie-wraps*) et se voit remettre un constat d'infraction avant d'être libéré, sans avoir parlé à un avocat.

### Intervention justifiée

Le 30 mai dernier, le juge Morton Minc, de la Cour municipale, concluait que les accusés étaient coupables de participation à une manifestation qui troublait la paix, mais ordonnait tout de même l'arrêt des procédures car la méthode d'arrestation lui paraissait répréhensible. L'arrestation massive sans préavis violait la Charte des droits, selon lui.

Hier, le juge Jean-Guy Boilard, de la Cour supérieure, a cassé ce jugement pour exonérer les policiers de presque tout blâme. Les manifestants s'en tirent malgré tout sans conséquence.

## CYBERPRESSE : Manif étudiante: une détention justifiée et légale, tranche le juge Boilard - Le mardi 15 avril 2008

Christiane Desjardins, La Presse

**Les policiers ont agi dans les règles en détendant 193 personnes, le 15 novembre 2004, lors d'une manifestation pour le gel des droits de scolarité qui perturbait le centre-ville, vient de trancher le juge de la Cour supérieure Jean-Guy Boilard.**

La décision rendue hier renverse celle d'un juge de la cour municipale. Il y a près d'un an, au terme d'un procès de plusieurs jours, le juge Morton S. Minc a conclu que les policiers avaient violé la Charte des droits et libertés, car les conditions de détention avaient été abusives. Même s'il trouvait que les manifestants méritaient le constat d'infraction reçu pour attroupement illégal, le juge Minc a décrété un arrêt du processus judiciaire à cause de la Charte.

Lors de l'événement en question, les manifestants avaient été encerclés par une centaine de policiers et détenus pendant environ deux heures. Forcés de s'asseoir par terre, ils avaient été menottés avec des attaches de plastique, puis photographiés. Les policiers les avaient ensuite reconduits, par petits groupes, à des stations de métro différentes, afin d'éviter qu'ils se regroupent et laissent libre cours à leur frustration.

Au procès, la défense a entre autres fait valoir que les manifestants détenus étaient restés sans eau, ni nourriture ni accès aux toilettes pendant ces deux heures.

Mais le juge Boilard ne voit pas les choses du même œil. Seule l'utilisation des menottes de plastiques lui apparaît excessive. Il estime cependant que cette «bavure isolée» ne rend pas arbi-

traire une détention permise par la loi et raisonnable dans les circonstances où elle est survenue. La manifestation avait commencé à 15 h, et les policiers y ont mis fin vers 19 h.

« Pour nous, il était important que le jugement Minc ne fasse pas jurisprudence », s'est réjoui le procureur de la Ville de Montréal, Me Germain Tremblay. Il a souligné que les conditions d'intervention n'étaient pas faciles lors des manifestations, et a admis que le confort pouvait être aléatoire. « Les policiers ne peuvent pas arriver avec 200 chaises, des toilettes portatives et un service de traiteur », a-t-il dit.

## Grève à McGill

[VOIR DÉBUT DU DOSSIER DANS REVUE DE PRESSE 1<sup>er</sup> au 15 avril 2008](#)

## THE GAZETTE : Inspector finds violations in McGill strike : PROFS TAKE OVER ASSISTANTS' TASKS Dispute over who is considered 'manager' – Thursday, April 17, 2008

PEGGY CURRAN GAZETTE UNIVERSITIES REPORTER

McGill University has already bent the law by having professors do the work of striking teaching assistants, says a Quebec Labour Department report that calls for a formal hearing to identify managers qualified to do struck work.

During a visit to a McGill chemistry lab last Thursday, Labour Department investigator Thomas Hayden said he found an assistant chemistry professor without managerial status who was overseeing the lab and openly said he was doing work ordinarily left to a teaching assistant. This, Hayden said, is a violation of the Labour Code.

But the inspector had more trouble determining the status of two other longtime faculty members in the lab who were filling in for the strikers. Both identified themselves as department heads and therefore management, yet one conceded he doesn't actually have any staff, which put his managerial status in doubt.

Hayden said a hearing is required to reconcile differences of interpretation between McGill and its teaching assistants on their respective roles. McGill says professors are responsible for everything that happens in their courses, including grading exams and essays and monitoring labs. The TAs' union argues this work belongs to its members and that department heads, who are chosen by their colleagues, do not qualify as managers.

Today, the union representing 1,100 striking teaching assistants will file a formal grievance against the university, stemming from McGill's decision to fire 72 TAs who had also been working as lower-paid exam monitors whose work is not covered under the union. But it has also said McGill cannot force professors and lecturers to perform jobs contracted to others, warning that the Labour Code allows for fines of as much as \$1,000 a day for employers and individuals found guilty of strikebreaking.

In a statement, the president of the McGill Association of University Teachers, Edith Zorychta, said: "MAUT is aware of the difficult situation many faculty members are currently experiencing with regard to the strike by the teaching assistants, particularly in view of the conflicting interpretations of the Quebec Labour Code being circulated."

But Zorychta said professors' "primary responsibility is to our students, and our academic duties include the requirement to grade and to submit final marks." She added McGill "has confirmed that it would assume all costs should legal action be taken against any faculty member."

Despite the strike, McGill officials said the exam period is proceeding smoothly.

McGill's teaching assistants have been without a contract since last summer. Issues include meeting spaces, discussion group sizes and wage hikes. The average hourly wage is \$22. TAs are seeking a \$5 to \$6 raise per hour over the next three years.



# Élèves en difficulté : intégration ?

[VOIR DÉBUT DU DOSSIER DANS REVUE DE PRESSE 1<sup>er</sup> au 15 avril 2008](#)

## LE DEVOIR : Québec pour une maîtrise en adaptation scolaire - Édition du lundi 21 avril 2008

Clairandrée Cauchy

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, souhaite que les enseignants qui interviennent auprès des élèves en difficulté détiennent une maîtrise plutôt qu'un baccalauréat.

C'est ce qu'elle a indiqué cette semaine, en marge de la commission parlementaire sur l'étude des crédits de son ministère. «Il y a à réfléchir sur la spécialisation en adaptation scolaire. Il va falloir y avoir quelque chose», a indiqué Michelle Courchesne en évoquant le projet de mettre sur pied des maîtrises en adaptation scolaire.

Cela permettrait par exemple de former des spécialistes pour différentes catégories de difficultés d'apprentissage, tels la dyslexie, les troubles envahissants du développement ou différents troubles de comportement. «Il va falloir aller dans cette voie», a poursuivi la ministre, qui travaille à un plan d'action pour les élèves handicapés ou en

difficulté d'apprentissage ou d'adaptation devant être rendu public ce printemps.

L'idée est plutôt bien accueillie dans les facultés d'éducation. Une formation du niveau de la maîtrise est d'ailleurs offerte à l'Université Laval, à des étudiants qui détiennent déjà leur brevet d'enseignement.

«Nous considérons [l'idée d'implanter une maîtrise en adaptation scolaire] très sérieusement», note le doyen de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal (UdeM), Michel Laurier. Pour l'heure, l'UdeM offre un baccalauréat de quatre ans en adaptation scolaire, avec un profil primaire et un autre secondaire. À l'instar d'autres universités, l'UdeM peine cependant à recruter des étudiants pour le volet secondaire.

L'objectif de formation est aussi ambigu: certains diplômés sont appelés à devenir titulaires de classe, tandis que d'autres viendront en soutien à d'autres enseignants pour aider les élèves en

difficulté. Cette double finalité complique la tâche des universités, fait observer M. Laurier.

Ce constat est partagé par le doyen de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Marc Turgeon. «Ce n'est pas facile de former avec le même programme de baccalauréat quelqu'un qui peut être titulaire de classe [au primaire], et spécialiste des élèves en difficulté. C'est comme former un acteur et un enseignant en mathématiques en même temps. On voudrait que le message soit plus clair: est-ce qu'on forme des généralistes ou des spécialistes?», demande M. Turgeon.

L'UQAM partage les visées de la ministre sur une maîtrise en adaptation scolaire. Un projet en ce sens a déjà été déposé au ministère, et l'université du centre-ville espère pouvoir admettre des étudiants dans ce nouveau programme dès septembre. La maîtrise s'adresserait à des étudiants qui détiennent déjà un brevet d'enseignement.

## THE GAZETTE : Opinion : School programs aimed at integrating special-needs students have failed : Inclusion is the most difficult system to operate well and the easiest to do badly, by Jim Wilson, retired teacher and former president of the Pearson Teachers' Union – Wednesday, April 16, 2008

What is significant about the article "Inclusion is the best way to teach special needs kids" (Opinion, April 14) was that it was not written by teachers, but by a school-board politician and two senior administrators. As inclusion is essentially a top-down philosophy, it's no surprise that the authors neglected to include teachers' views.

The article says that three things are necessary for the success of integration programs for special-needs children: appropriate support and resources for the schools; an organizational plan to permit the distribution of resources allotted to the school for additional services; and more and better targeted resources and training. All three demand more money.

But the government already allocates about \$1.6 billion for special-needs students. Demands are infinite, but the taxpayer ability to pay certainly is not. And when a board prioritizes spending to give more help to special needs, it creates other serious difficulties.

One English board has more than 700 oversized classes in its secondary sector alone, due principally to its decision to hire integration aides and technicians rather than more teachers. Does that outcome produce "quality education"? Given the flight to the private schools and selective public schools, the answer, unfortunately, would tend to be no.

Most private schools have entry requirements that effectively exclude special-needs students, as do some public schools. Consequently, the number of such students in the remaining public schools is dramatically increased.

Even schools with an open-door policy often have internal options, such as courses in advanced sciences and math, or enriched French, that ensure that some classes will have no special-needs kids, while others are significantly overloaded.

Recent articles in the French press report that it is virtually impossible to teach certain classes because of the number of coded students. The English system is scarcely immune. Anecdotal evidence suggests that special needs students account for 25 per cent of the enrolment in some high schools.

The April 14 article fails to acknowledge any adverse impact upon those who are not special-needs students. To avoid these problems, and to produce special-needs "equity" for all schools, the government would need to enact a radical plan to transform both the public and private systems. Does anybody realistically believe that private schools will be obliged to accept students without screening them, or that enriched courses will be abolished?

In fact, private schooling is growing; the French private sector is now larger than the entire English public network. Attack private-schools subsidies, selective schools or getting rid of advanced courses? Try convincing our politicians that those ideas are vote getters.

It would be fascinating to hear from those schools and teachers who, your article claims, have successfully "field-tested" inclusion. Teachers at what was then the Lakeshore board had quite different experiences. A secret ballot conducted by their

union a decade after inclusion had been introduced found that 90 per cent of its members felt the program was a failure.

Within the past couple of years, the British have arrived at similar conclusions. Lady Mary Warnock, initially an inclusion supporter who had championed its introduction, headed a commission that did not mince its words. It claimed children were the casualties, and that the system was "wasteful and bureaucratic" and indicated inclusion had left a "disastrous legacy."

Inclusion is probably the most difficult system to operate well; it's also the easiest to do badly. In Quebec, the latter outcome is more likely. The last round of teacher contract negotiations were purportedly aimed at the special-needs issue. The boards proclaimed the outcome hugely successful, although the unions suggested they were coerced into signing. Maybe both parties should consider revisiting the collective agreements, and the boards should consider revamping their special-needs practices and policies.

The recent outcry regarding the reform of the curriculum hardly instills confidence in the government's and the boards' ability to manage change. Regrettably, change is no guarantee of improvement, but maintaining this march of folly is a guarantee of failure. It should no longer be a question of whether the present policy should be changed, but rather, of when the school boards will bow to the inevitable. For once, they should try listening to the teachers in the educational trenches.

# Les titres quotidiens de *Courrier international*

## les titres du 30 avril 2008



### THE NEW YORK TIMES

**Barack Obama rompt avec son ancien pasteur**

Deux semaines avant les primaires - cruciales - de l'Indiana et de la Caroline du Nord, Barack Obama a pris ses distances avec le révérend noir Jeremiah Wright, son ancien pasteur. Le 29 avril, le candidat démocrate a accusé Wright de semer "la division et la destruction" par ses déclarations intempestives. Ces derniers jours, le pasteur avait déclaré, entre autres, que l'administration américaine avait utilisé le sida pour commettre un génocide contre les minorités du pays.



### FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

**L'UE fait miroiter à la Serbie une possible adhésion**

Le 29 avril, l'Union européenne a signé un accord de stabilisation et d'association avec Belgrade, première étape vers une possible adhésion. Le quotidien allemand y voit un soutien apporté aux "forces proeuropéennes serbes" avant les élections législatives du 11 mai. Les Vingt-Sept ont tenu à montrer à l'électorat serbe que la voie de l'UE restait ouverte en dépit des tensions survenues autour de la poursuite des criminels de guerre et, plus récemment, de l'indépendance du Kosovo.



### THE MOSCOW TIMES

**La Russie dépêche de nouvelles troupes en Abkhazie**

Le 29 avril, le ministère des Affaires étrangères russe a annoncé qu'il allait augmenter son contingent militaire en Abkhazie. Le quotidien moscovite anglophone y voit le signe que les tensions s'aiguissent avec la Géorgie. Moscou accuse Tbilissi de se préparer à envahir cette province séparatiste. La Russie y maintient une force d'interposition depuis le début des années 1990, après une série de conflits qui ont consacré l'indépendance de fait de l'Abkhazie.



### THE INDEPENDENT

**Les profits de Shell et de BP attisent la grogne au Royaume-Uni**

En dépit d'une production stable, BP et Shell ont dévoilé le 29 avril des résultats trimestriels dépassant

largement les prévisions. Les deux compagnies pétrolières britanniques, à elles deux, ont dégagé 9,1 milliards d'euros de bénéfices nets. La nouvelle a relancé le débat sur la hausse des prix de l'énergie, avec la question de savoir qui doit payer la facture. Le même jour, le Premier ministre Gordon Brown a enjoint à Shell et BP de réinvestir une partie de ces profits en mer du Nord.



### LE TEMPS

**Face aux émeutes de la faim, l'ONU reste désemparée**

Ces 28 et 29 avril, l'ONU se réunissait, à Berne, avec d'autres organisations internationales pour décider de mesures d'urgence face à la flambée des prix des denrées alimentaires. Peu de chose est sorti de ce sommet, si ce n'est la création d'un "état-major de crise", dont le mandat reste à préciser. "Les promesses d'aide ne remplissent pas les ventres", a déclaré Robert Zoellick, le président de la Banque mondiale, également présent à Berne.



### L'ECONOMISTE

**Les incendies meurtriers se succèdent dans les usines de Casablanca**

Un deuxième incendie s'est déclaré le 29 avril dans une usine de Casablanca. Il a fait 3 morts. Le 26 avril, déjà, le feu avait ravagé une usine de matelas de la ville et fait 55 victimes. "Ces catastrophes montrent toute la misère du Maroc ouvrier, loin des usines modernes", une misère qui "n'intéresse ni les syndicats sclérosés, ni les politiques", déplore le quotidien. Ces deux incendies ont également révélé le peu de moyens dont disposent les sapeurs-pompiers marocains.



### EL COMERCIO

**La France redouble d'efforts pour faire libérer Ingrid Betancourt**

Le ministre des Affaires étrangères français poursuit sa tournée en Amérique latine pour relancer les négociations sur les otages des FARC. Après une escale à Bogotà, Bernard Kouchner était le 29 avril en Equateur, où il a rencontré le président Rafael Correa. Il s'est ensuite envolé pour Caracas. Il tentera de convaincre Hugo Chávez d'être à nouveau négocia-

teur. Le 1er mars, l'armée colombienne a liquidé Raúl Reyes, le numéro deux des FARC. Depuis, la guérilla a interrompu toute tractation.



### THE MANILA TIMES

**Les Philippines refusent de fournir le monde en organes**

Le 29 avril, le ministre de la Santé philippin a annoncé la prochaine interdiction de la vente d'organes à des étrangers. Francisco Duque a justifié cette décision par la volonté de "protéger les Philippines, surtout les plus démunis, contre le trafic d'organes". Les étrangers sont nombreux à venir aux Philippines pour des transplantations d'organes, peu coûteuses dans le pays. Des limitations avaient déjà été posées à ce type d'opérations par le passé, sans aller jusqu'à l'interdiction.



### THE AGE

**Les homosexuels australiens avancent sur la voie de l'égalité**

Le gouvernement australien a annoncé, ce 30 avril, sa volonté de revoir "une centaine de lois fédérales" pour mettre les couples gays et homosexuels sur un pied d'égalité. Il souhaite combler les discriminations existantes en matière de fiscalité, de sécurité sociale et de retraite. En revanche, la question du mariage homosexuel resterait en suspens. En 2007, un rapport de la Commission pour les droits de l'homme et l'égalité des chances avait fait état de nombreuses discriminations envers les homosexuels.



### LIBERTÉ

**George Bush a toujours "snobé" le Maghreb**

Pour sa tournée d'adieu, George W. Bush se rendra en mai en Israël, en Arabie Saoudite, en Egypte... mais pas au Maghreb. En huit ans de présence à la Maison-Blanche, il a "rarement fait preuve de considération" envers la région, relève le quotidien d'Alger. Ni Bush, ni le vice-président Dick Cheney, ni même Condoleezza Rice n'ont effectué de visite sur place, alors qu'ils se sont rendus dans des pays limitrophes. Pourtant, la lutte antiterroriste aurait à elle seule justifié une visite.

## les titres du 29 avril 2008



### LA REPUBBLICA

**La droite conquiert la mairie de Rome**

Il s'agit d'un revers terrible pour la gauche, qui détenait la mairie de Rome depuis quinze ans. Avec 53,7% des voix, Gianni Alemanno est sorti triomphant du scrutin des 27 et 28 avril. Représentant l'aile dure de la droite berlusconienne, il devance nettement Francesco Rutelli (Parti démocrate). C'est également la première fois depuis 1943 et la chute de Mussolini que la droite se retrouve aux commandes de Rome. Walter Veltroni, le leader de l'opposition, lui-même ancien maire de la capitale italienne, estime que c'est une grave défaite. Pour Rutelli, la différence s'est faite sur le thème de la sécurité.



### LE PAYS

**En visite en Tunisie, Sarkozy "sacrifie" les droits de l'homme**

Nicolas Sarkozy a été accueilli en grande pompe à Tunis, le 28 avril, par le président Ben Ali. Le chef d'Etat français était accompagné de plus de cent chefs d'entreprise, preuve du caractère économique de sa visite. Pas de raison d'aborder les sujets qui fâchent, ironise le quotidien burkinabé. Il rappelle que la Tunisie, si elle connaît une prospérité économique, "pèche par ses atteintes aux libertés individuelles et publiques".



### THE TIMES OF INDIA

**L'agence spatiale indienne entre dans la cour des grands**

Le 28 avril, l'Inde a réussi "un record mondial", s'enorgueillit le quotidien de New Delhi. Elle a réussi à lancer dans l'espace une fusée transportant dix satellites, soit "la plus importante mission jamais conduite". Deux satellites indiens et huit étrangers ont été mis sur orbite. L'Inde s'affirme progressivement comme une puissance spatiale. Elle compte également mettre en orbite avant la fin de l'année un satellite d'observation autour de la Lune.



### ASAHI SHIMBUN

**Le Premier ministre japonais subit un premier revers électoral**

"Pour le Premier ministre Yasuo Fukuda, en perte de vitesse, la défaite du 26 avril ne pouvait survenir à pire moment", constate le quotidien tokyoïte. Le candidat du Parti libéral-démocrate (PLD) a été battu lors d'une législative partielle organisée dans la préfecture de Yamaguchi. Avec un Sénat aux mains de l'opposition, ce revers survient mal à propos pour Fukuda, nommé en septembre, alors qu'il souhaite renouveler une loi sur la taxation des carburants.



### LA NACIÓN

**L'Espagne n'extradera pas Isabel Perón**

Le 28 avril, à Madrid, "la sérénité régnait sur la villa d'Isabel Perón". L'Audience nationale, la principale instance pénale ibérique, a rendu son verdict : elle a refusé de répondre positivement à deux demandes d'extradition déposées par la justice argentine. Elle a jugé que les faits reprochés à l'ancienne présidente (de 1974 à 1976) ne pouvaient être qualifiés de

crimes contre l'humanité, et étaient donc prescrits. En 2007, le gouvernement Kirchner avait fait de ce dossier "une priorité maximale".



### LE TEMPS

**La chancelière allemande visite la Suisse en coup de vent**

Angela Merkel est attendue ce 29 avril en Suisse. Elle doit rencontrer une délégation du Conseil fédéral, alors que les relations entre les deux pays "restent minées par plusieurs contentieux", rapporte le quotidien genevois. "Le secret bancaire suisse fait perdre de l'argent au fisc allemand", Berlin et Berne continuent leur "dialogue de sourds" à propos de l'aéroport de Zurich et du partage de ses nuisances sonores. Et la Suisse n'est plus en position de force pour faire admettre ses vues...



### SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

**Le transport de déchets nucléaires est suspendu entre la France et l'Allemagne**

En 2009, aucun train ne partira de l'usine de retraitement de La Hague (Manche) à destination du site de stockage temporaire de Gorleben (Basse-Saxe). Ainsi en a décidé, le 28 avril, une commission franco-allemande, relate le quotidien munichoïse. En cause : les nouveaux conteneurs Castor, dont la fiabilité est sujette à caution et qui ne sont toujours pas autorisés à circuler. Le fabricant impute ce retard au gouvernement allemand, qui serait resté trop flou dans ses desiderata.



### AN-NAHAR

#### La ministre de la Défense espagnole en visite au Sud-Liban

Enceinte de sept mois, la ministre de la Défense espagnole, Carme Chacón, a effectué, lundi 28 avril, une visite auprès du contingent de son pays au Sud-Liban. Cette visite fait la une de la presse libanaise. Elle survient après l'arrestation, samedi 26 avril, par des hommes armés du Hezbollah, de Karim Pakzad, un représentant du Parti socialiste français qui participait à un congrès de l'Internationale socialiste à Beyrouth. Pakzad a été relâché après cinq heures de détention.



### THE GUARDIAN

#### Torture : le MI5 britannique aurait recours à "la sous-traitance"

"Des officiers du MI5, le service de contre-espionnage et de sécurité intérieure du Royaume-Uni, sont accusés d'avoir 'sous-traité' la torture de ressortissants britanniques à une agence de renseignements pakistanaise dans l'espoir d'obtenir des informations sur des complots terroristes." Le quotidien anglais a recueilli les témoignages de Britanniques arrêtés au Pakistan et suspectés de terrorisme : ils racontent avoir été interrogés par des agents britanniques après avoir été torturés par les forces pakistanaises.



### THE WASHINGTON POST

#### "En France, les prisons sont remplies de musulmans"

"Pour certains, le système pénal français reflète les fractures sociales et ethniques qui parcourent l'Europe", détaille le quotidien de Washington. Alors que les musulmans ne comptent que pour 12 % de la population, ils constitueraient 60 ou 70 % de l'ensemble des détenus, selon des chiffres avancés par des responsables religieux et des experts. Ce déséquilibre, observé dans toute l'Europe, bat des records en France. Il montre les problèmes qu'ont les minorités à s'intégrer, écrit le journal.

## les titres du 28 avril 2008



### LA TRIBUNE

#### La France reconnaît les "massacres" du 8 mai 1945

Par la voix de son ambassadeur en Algérie, Bernard Bajolet, la France a reconnu le 27 avril que "d'épouvantables massacres" avaient eu lieu à Sétif, Guelma et Kherrata (dans l'est du pays) le 8 mai 1945. Ils furent commis le jour où la population fêtait aux côtés des Français la victoire sur le nazisme, et ont fait plus de 45 000 victimes. Les autorités françaises avaient violemment réprimé des manifestations en faveur de l'indépendance. C'est la première fois qu'un responsable français use du terme "massacres", se réjouit le quotidien. Il y a trois ans, un autre ambassadeur avait parlé de "tragédie inexcusable", occultant le mot massacre.



### DIE PRESSE

#### L'affaire "Natascha 2" fait la une de la presse autrichienne

L'Autriche découvre peu à peu les détails d'une sordide affaire d'inceste survenue à Amstetten, à l'ouest de Vienne. Un homme de 73 ans a été arrêté, accusé d'avoir séquestré durant vingt-quatre ans sa fille dans une cave, et d'avoir eu avec elle des relations incestueuses. Sa fille, âgée de 42 ans, a eu sept enfants au cours de sa détention. L'affaire rappelle le cas de Natascha Kampusch, cette jeune Autrichienne qui s'était échappée en 2006 après avoir vécu huit ans enfermée dans une cave.



### THE HINDU

#### Hamid Karzai échappe à une tentative d'assassinat

Le 27 avril, le président afghan est sorti indemne d'une tentative d'assassinat perpétrée par des talibans à Kaboul. Les militants islamistes ont tiré des coups de feu et des roquettes sur le cortège présidentiel, lors d'une cérémonie organisée pour le seizième anniversaire de la prise de la capitale par les forces du commandant Massoud. Trois personnes ont été tuées, dont un enfant de 10 ans, et dix autres blessées, précise le quotidien indien.



### JERUSALEM POST

#### Un raid israélien fait plusieurs victimes à Gaza



### ENTEKHAB

#### L'Iran et l'AIEA entament des pourparlers à Téhéran

Olli Heinonen, directeur adjoint de l'Agence internationale de l'énergie atomique, se rend ce 28 avril à Téhéran pour trois jours de discussion avec les autorités iraniennes. La semaine dernière, lors d'une visite similaire, le quotidien conservateur de Téhéran, *Kayhan*, avait accusé l'envoyé de l'AIEA d'être "à la solde des Etats-Unis et d'Israël". Le webzine *Entekhab* estime de son côté qu'il faut privilégier la collaboration avec l'AIEA pour prouver la bonne foi des Iraniens et isoler les Américains.



### LA PRESSE

#### Sarkozy peut compter sur la Tunisie pour l'Union pour la Méditerranée

Le président français Nicolas Sarkozy doit arriver ce 28 avril à Tunis pour une visite d'Etat de deux jours. Il doit discuter de son projet d'Union pour la Méditerranée avec son homologue tunisien, le président Ben Ali. Dans une interview au quotidien, ce dernier se réjouit de la solidité des relations entre les deux pays et précise que "la Tunisie et la France partagent la même vision et sont déterminées à œuvrer ensemble à la réalisation du projet d'union".



### EL TIEMPO

#### Paris lance une nouvelle offensive pour faire libérer Ingrid Betancourt

"Malgré le peu d'enthousiasme du pouvoir colombien, une réunion est prévue ce lundi entre Bernard Kouchner et le président Uribe", titre le journal de Bogota. Le ministre des Affaires étrangères français débute, ce 28 avril, une tournée en Colombie, au Venezuela et en Equateur pour relancer les négociations sur les otages des FARC. Paris veut remettre dans le jeu le président vénézuélien, tenu à l'écart par Bogota. Le 27 avril, Hugo Chávez a pourtant affirmé que ses contacts avec la guérilla étaient "pulvérisés".



### EL TIEMPO

#### Paris lance une nouvelle offensive pour faire libérer Ingrid Betancourt

"Malgré le peu d'enthousiasme du pouvoir colombien, une réunion est prévue ce lundi entre Bernard Kouchner et le président Uribe", titre le journal de Bogota. Le ministre des Affaires étrangères français débute, ce 28 avril, une tournée en Colombie, au Venezuela et en Equateur pour relancer les négociations sur les otages des FARC. Paris veut remettre dans le jeu le président vénézuélien, tenu à l'écart par Bogota. Le 27 avril, Hugo Chávez a pourtant affirmé que ses contacts avec la guérilla étaient "pulvérisés".



### CHOSUN ILBO

#### Des milliers de Chinois applaudissent la flamme olympique à Séoul

"Pour le passage de la torche olympique à Séoul, les Chinois ont fait une démonstration de force", titre le quotidien anglophone sud-coréen. Le 27 avril, ils étaient environ 6 500, étudiants ou résidents en Corée du Sud, à s'être rassemblés sur le parcours de la flamme. Munis de drapeaux chinois, certains brandissaient des pancartes - "Le Tibet appartiendra toujours à la Chine". Quelques incidents ont été relevés le long du cortège. La torche est arrivée ce 28 avril à Pyongyang.



### FINANCIAL TIMES

#### La PAC est-elle la réponse à la crise alimentaire mondiale ?

L'Afrique et l'Amérique latine devraient s'inspirer de la Politique agricole commune (PAC) pour répondre à leurs besoins alimentaires croissants. Telle est la suggestion du ministre de l'Agriculture français. Interrogé par le quotidien anglais, Michel Barnier préconise la formation de "blocs régionaux" capables d'assurer leur autosubsistance. "Cette idée n'est pas seulement mauvaise, commente le journal. Elle est aussi potentiellement mortelle. L'autarcie alimentaire ne signifie pas la sécurité."



### THE PHILADELPHIA INQUIRER

#### Au royaume de la thérapie génique, les aveugles pourraient devenir rois

"Un éclat de lumière, une flambee d'espoir", titre le quotidien de Philadelphie. Des chercheurs en thérapie génique ont annoncé, le 27 avril, dans *The New England Journal of Medicine*, avoir amélioré la vue de personnes quasi aveugles grâce à une seule injection dans leur rétine. Des essais ont été menés sur six personnes, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, et se seraient avérés concluants dans trois cas. Deux personnes qui ne pouvaient voir que des ombres pourraient lire de courts textes.

## les titres du 25 avril 2008



### THE GUARDIAN

#### La reconnaissance faciale à l'étude dans les aéroports britanniques

Le quotidien révèle aujourd'hui que les passagers aériens transitant par les aéroports britanniques pourraient prochainement servir de cobayes à un nouveau système de reconnaissance faciale. Selon certains scientifiques, le scan automatique du visage des voyageurs et un croisement avec les données biométriques présentes sur les passeports permettraient d'assurer plus efficacement la sécurité des passagers. Quelque 10 millions de passeports biométriques sont déjà en circulation au Royaume-Uni.



### THE WASHINGTON POST

#### Les Etats-Unis accusent Pyongyang d'aider Damas à se doter de l'arme nucléaire

Les services de renseignement américains devraient publier ce vendredi des preuves vidéo de l'existence d'un réacteur nucléaire syrien construit avec l'aide de techniciens nord-coréens, annonce le quotidien. Ce réacteur, qui aurait été détruit par l'aviation israélienne le 6 septembre dernier, aurait été construit sur le même modèle que celui de Yongbyon, où la Corée du Nord a testé une bombe atomique

en octobre 2006. Les autorités syriennes ont démenti catégoriquement l'existence de ce programme.



### HAMSHAHR

#### Les conservateurs iraniens assurés de remporter les législatives

Une partie des électeurs iraniens se rend aux urnes le 25 avril pour déterminer quels seront les 82 députés dont les sièges restent encore à pourvoir. Le premier tour du 14 mars dernier avait octroyé une large victoire aux candidats conservateurs, ceux-ci ayant obtenu environ les deux tiers des 290 sièges du Majlis (Parlement iranien). Pour le quotidien de Téhéran, il ne fait pas de doute que les factions conservatrices vont confirmer aujourd'hui leur victoire.



### MAIL & GUARDIAN

#### Washington salue la victoire de Morgan Tsvangirai

La secrétaire d'Etat adjointe américaine aux Affaires africaines, Jendayi Frazer, a déclaré le jeudi 24 avril, à Pretoria, que le leader de l'opposition zimbabwéenne avait remporté une "victoire claire" lors de l'élection présidentielle du 29 mars face à Robert Mugabe.

Un mois après le scrutin, le résultat de l'élection présidentielle zimbabwéenne n'a toujours pas été annoncé.



### HA'ARETZ

#### Deux vigiles israéliennes victimes d'un attentat près de Tulkarem

Les corps de deux agents de sécurité israéliens tués par balles ont été découverts vendredi matin dans une zone industrielle du village de Nitzanei Oz, à la frontière entre Israël et la Cisjordanie. Aucun groupe n'a jusqu'à présent revendiqué cet attentat, que les responsables israéliens attribuent au Djihad islamique palestinien.



### PAGINA 12

#### Le ministre de l'Economie argentin démissionne

En raison d'un désaccord avec la présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner, sur la politique économique à mener, Martin Lousteau a annoncé le 24 avril qu'il quittait ses fonctions ministérielles. Il sera remplacé par le directeur de l'agence de recouvrement des impôts, Carlos Fernández. Le départ de Lousteau était attendu après le dur conflit qui a opposé le mois dernier le gouvernement aux organisateurs



tions agricoles, qui ont fait grève contre la hausse des taxes sur les exportations de soja.

#### [NEZAVISSIMAĀ GAZETA](#)

**Le futur Premier ministre Poutine sera déchargé des petits dossiers**

Un projet de loi déposé à la Douma redéfinit les prérogatives du poste de Premier ministre, qu'occupera Poutine début mai, et celle de ses ministres afin de décharger le gouvernement des tâches administratives de second ordre. Ainsi, sur 3 000 prérogatives gouvernementales, 500 sont transférées aux administrations. Poutine n'aura pas à apposer sa signature sur tous les documents et ne répondra donc pas de tout ce qui se passe dans le pays.

#### [BERLINER MORGENPOST](#)

**Sauvez l'aéroport du peuple !**

Les Berlinoins doivent se prononcer ce dimanche sur le maintien ou la fermeture de l'aéroport historique de Tempelhof, situé dans le centre-ville, qui, considéré comme non rentable, doit être remplacé par un grand aéroport international à Schönefeld, au sud-est. Les titres du groupe Springer ont engagé un combat passionné contre le projet et veulent transformer le premier référendum de l'histoire de Berlin en plébiscite contre le maire social-démocrate, Klaus Wowereit.

#### [LE SOIR](#)

**La justice belge condamnée pour sa lenteur**

La Cour européenne des droits de l'homme, qui siège à Strasbourg, vient de condamner la Belgique pour la lenteur de sa justice dans deux affaires différentes. Rappelant que le droit à un procès équitable implique d'être jugé dans un délai raisonnable, la Cour a notamment condamné, le jeudi 24 avril, l'Etat belge à verser

30 000 euros à Joseph Heremans, soupçonné de pollution pour des faits remontant à 1985 et qui attend encore aujourd'hui un arrêt de la cour d'appel de Bruxelles.

#### [ABC](#)

**Rachida Dati séduit à Madrid**

La ministre de la Justice française en visite de travail dans la capitale espagnole a impressionné ses hôtes par "son énergie et son savoir-faire". D'après le journal conservateur, derrière sa silhouette menue et fragile, Dati cache "une personnalité de fer", critiquant notamment la politique d'immigration espagnole. Le gouvernement de José Luis Zapatero a accueilli chaleureusement Dati par un "repas entre femmes", en compagnie de trois ministres espagnols.

## les titres du 24 avril 2008



#### [THE INDEPENDENT](#)

**Faut-il abandonner la recherche d'un vaccin contre le sida ?**

Au bout de vingt-cinq ans de recherches et après avoir dépensé des milliards d'euros, la plupart des scientifiques concernés semblent pessimistes. Ils estiment en effet que, depuis l'échec d'un essai qualifié de prometteur en décembre 2007, on s'est beaucoup éloigné de la mise au point d'un vaccin contre le virus du sida. Trente-cinq chercheurs britanniques et américains interrogés sur le sujet estiment qu'ils étaient plus optimistes il ya un an. Les deux tiers d'entre eux pensent qu'il ne sera impossible d'aboutir avant au moins dix ans.



#### [USA TODAY](#)

**Clinton revigorée par sa victoire en Pennsylvanie**

"Comme dans le New Hampshire au mois de janvier, comme dans l'Ohio au mois de mars, Hillary Clinton est parvenue à l'emporter dans un Etat décisif, où une défaite l'aurait obligé à céder la place", note le quotidien. Au lendemain de sa large victoire face à Barack Obama en Pennsylvanie, la sénatrice de New York a déclaré qu'elle restait la plus à même de battre le candidat républicain John McCain en novembre prochain. Cette victoire lui a également permis de lever des fonds pour les six dernières semaines de compétition dans le camp démocrate.



#### [THE WALL STREET JOURNAL](#)

**La baisse des taux pourrait marquer une pause aux Etats-Unis**

La Réserve fédérale américaine (Fed), qui doit annoncer la semaine prochaine une nouvelle baisse de un quart de point de ses taux directeurs, pourrait avoir atteint un seuil dans sa politique de baisse des taux, note le quotidien financier. Après avoir choisi de soutenir l'activité en ramenant le loyer de l'argent de 5,25 % à 2,25 % en seulement huit mois, les autorités américaines semblent aujourd'hui prendre également en considération les risques d'inflation.



#### [DIÁRIO DE NOTÍCIAS](#)

**Le Portugal approuve le traité de Lisbonne**

Les députés portugais ont approuvé mercredi 23 avril à une imposante majorité (208 contre 21) la loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne, signé le 13 décembre dernier par les vingt-sept pays de l'Union. Ce traité, qui réforme le fonctionnement de l'Union européenne - après le non français et néerlandais au projet de Constitution - doit entrer en vigueur en 2009. Le Portugal est le dixième pays européen à le ratifier.



#### [THE SYDNEY MORNING HERALD](#)

**La flamme olympique traverse Canberra sans accroc**

En dépit de quelques manifestations de Chinois et de protestataires, le symbole olympique a pu parcourir ses 16 kilomètres dans la capitale fédérale australienne sans incident majeur. La police australienne, qui a déployé quelque 500 agents sur le parcours et procédé à 7 interpellations, s'est félicitée du succès de l'opération. La prochaine étape de la flamme olympique sera Nagano, au Japon, le samedi 26 avril.



#### [DAILY NATION](#)

**Kibaki et Raila organisent une tournée pour la paix**

Le 24 avril le président Kibaki et son Premier ministre Raila Odinga, issu de l'opposition, vont entamer une tournée de trois jours pour la paix dans la vallée du Rift, où les émeutes contre la réélection de Kibaki ont été les plus violentes après le scrutin du 27 décembre dernier. Il s'agit pour eux de préparer le retour des quelque 350 000 personnes qui ont dû fuir leurs villages et leurs maisons pour s'installer dans des camps provisoires. Le quotidien rappelle que 1 200 Kényans ont trouvé la mort dans les affrontements postélectorales.



#### [O GLOBO](#)

**Rio connaît la pire épidémie de dengue de son histoire**

La dengue, une maladie virale propagée par les moustiques, a déjà entraîné la mort de 92 personnes dans l'Etat de Rio depuis le début de l'année. Jusqu'à présent, l'épidémie la plus meurtrière s'était produite en 2002, laissant alors derrière elle un bilan de 91 morts. Cette maladie affecte en premier lieu les zones les plus pauvres de Rio de Janeiro, où l'absence de tout-à-l'égout et les citernes d'eau à ciel ouvert sont un terrain favorable à la prolifération des moustiques.

La nouvelle de la fermeture de l'ambassade du Danemark à Alger a été confirmée le 23 avril. C'est par crainte des attentats que le gouvernement danois a pris cette décision, qui touche également son ambassade à Kaboul. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a estimé hier dans un communiqué qu'il allait procéder à l'évacuation du personnel vers des locaux plus sûrs, précisant qu'une "menace imminente" pesait sur cette ambassade.



#### [CHINA DAILY](#)

**La popularité de la France n'est plus ce qu'elle était**

Un sondage publié le 23 avril par le quotidien révèle que les Chinois aiment de moins en moins la France - pourtant considérée il y a peu comme leur pays préféré après leur propre nation. Le soutien des Français à la cause tibétaine et les violentes manifestations contre la flamme olympique, le 7 avril dernier à Paris, ont semble-t-il contribué à faire chuter leur popularité. Le même sondage révèle qu'une immense majorité de Chinois s'inquiètent d'un éventuel boycott des Jeux.



#### [SÜDDEUTSCHE ZEITUNG](#)

**Le GPS européen enfin sur orbite**

Avec cinq années de retard et après de longues querelles politiques, le Parlement de Strasbourg a finalement donné mercredi son feu vert au projet de système européen de navigation par satellites Galileo. La Commission européenne et l'Agence spatiale européenne (ESA) vont désormais pouvoir lancer les appels d'offres pour la construction et la mise en orbite des quelque trente satellites nécessaires à sa mise en œuvre. "Il s'agit du projet industriel commun le plus important jamais réalisé en Europe", relève le quotidien de Munich.

## les titres du 23 avril 2008



#### [THE PHILADELPHIA INQUIRER](#)

**Hillary Clinton s'impose en Pennsylvanie**

Elle devait largement remporter la primaire pour rester dans la course à la présidentielle américaine. Mission accomplie. Le 22 avril, en Pennsylvanie, Hillary Clinton a devancé son rival Barack Obama de dix points. "Une victoire convaincante, et la revoilà en selle", titre le quotidien de Philadelphie, la plus grande ville de l'Etat. "Certains m'ont crue finie et m'ont demandé de me retirer, mais le peuple américain n'est pas du genre à renoncer, il mérite une présidente qui ne renonce pas", a déclaré la candidate. Alors

qu'il reste des primaires à venir, dans l'Indiana et en Caroline du Nord, Barack Obama semble favori pour remporter l'investiture démocrate. Il a obtenu 1 713 délégués, contre 1 586 pour Hillary.



#### [MAIL & GUARDIAN](#)

**Les Eglises du Zimbabwe craignent un génocide**

Le 22 avril, les chefs religieux zimbabwéens ont appelé la communauté internationale à intervenir pour éviter un "génocide", après les élections houleuses du 29 mars. Le Mouvement pour un changement démocratique (MDC), le parti de l'opposition, qui revendique la victoire, affirme que dix de ses mem-

bres ont été tués par des milices proches du président Mugabe. En Afrique du Sud, Jacob Zuma, le leader de l'ANC, réclame l'envoi d'une mission africaine pour obtenir les résultats de la présidentielle.

#### [YOMIURI SHIMBUN](#)

**Un mineur écope de la peine de mort au Japon**

Le 22 avril, un Japonais de 27 ans a été condamné à mort. En 1999, alors qu'il était encore mineur, il avait tué une femme et son bébé. En 2002, il avait été une première fois condamné à la prison à vie, mais la Cour suprême avait fait appel du verdict. L'éditorialiste du quotidien conservateur, le plus lu dans l'archi-

pel, salue la sévérité des juges : "Les actes l'ont emporté sur l'âge." Il explique : "Ce verdict permet de clarifier les conditions d'application de la peine capitale pour les mineurs."

#### **EL TIEMPO**

Le Costa Rica refuse l'asile à un cousin du président colombien

Mario Uribe, un cousin du président colombien, a été arrêté le 22 avril à Bogotá. Il s'est rendu à la police, après que le Costa Rica a refusé sa demande d'asile politique, la jugeant "non fondée". Mario Uribe, ancien président du Sénat, tentait de se soustraire à une enquête sur ses liens avec les groupes paramilitaires d'extrême droite. Appelé au téléphone par le président costaricain, Alvaro Uribe a refusé de "donner son avis" et de peser sur sa décision, précise le quotidien de Bogota

#### **FRANKFURTER RUNDSCHAU**

La Parlement européen met Galileo en orbite

Ce mercredi 23 avril, le Parlement européen devrait valider le lancement du programme européen de navigation par satellite Galileo. Une fois ce dernier obstacle levé, les négociations pour l'attribution des contrats aux entreprises pourraient débiter dès cet été. L'Union européenne espère, à l'horizon 2013, disposer de 30 satellites pour guider les automobilistes, précise le quotidien allemand. Le projet, d'un montant de 3,4 milliards d'euros, doit être financé par les contribuables.

#### **THE DAILY TELEGRAPH**

La ménagère britannique se ruine pour remplir son panier

Cette année, les familles britanniques devront dépenser 800 livres de plus (1 000 euros) que l'an passé pour s'alimenter. Le quotidien s'alarme des conclusions d'une étude menée par un site Internet de comparaison des prix dans les chaînes de supermarchés. Le taux d'inflation dans les grandes surfaces serait sept fois supérieur à ce qu'il est officiellement dans le reste du pays. La nouvelle survient alors que Gordon Brown vient de s'engager à combattre la pauvreté dans les pays les plus pauvres.

#### **TAL CUAL**

Le Venezuela accueille une réunion d'urgence sur la Bolivie

En provenance de New York, où il a participé au Forum des Nations unies sur les questions autochtones, le président bolivien Evo Morales doit effectuer, ce 23 avril, une halte imprévue à Caracas. Il est attendu pour un sommet extraordinaire de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), qui a décidé de se pencher en urgence sur la situation politique bolivienne. Selon le président vénézuélien Hugo Chávez, ce pays "risque d'éclater" à cause de la "droite fasciste qui veut renverser Morales".

#### **LA LIBRE BELGIQUE**

La Belgique donne des leçons de démocratie à la RDC

En visite à Kinshasa, le ministre des Affaires étrangères belge n'a pas craint de raviver les tensions entre la Belgique et la république démocratique du Congo (RDC). Plus d'un an après l'élection de Joseph Kabila, Karel De Gucht "a dénoncé les errements du pouvoir" et a appelé celui-ci à "s'attaquer aux privilèges fabuleux de certains". Fallait-il "dire ou ne pas dire ?" Le journal belge répond par l'affirmative : "Des bornes,

de l'aide et des conseils ne seront pas superflus" pour aider la RDC.

#### **LA STAMPA**

Les gynécologues italiens ne veulent plus pratiquer d'avortements

Selon un rapport publié le 22 avril par le ministère de la Santé italien, sept gynécologues sur dix refusent de pratiquer des avortements, invoquant "l'objection de conscience". Les médecins concernés refusent également de prescrire la pilule abortive. Le nombre d'IVG a baissé de 3 % en Italie depuis 2006 (+ 4,5 % chez les immigrées). L'avortement est légal depuis 1978 mais, introduite sous la pression du Vatican, une clause d'"objection de conscience" permet aux médecins de refuser une IVG.

#### **LE TEMPS**

Les écoles vaudoises mènent la chasse au joint

C'est une première en Suisse. Les députés du Grand Conseil vaudois ont accepté une motion déposée par la droite, qui demande que soient effectués des tests de dépistage du cannabis dans les écoles. "Ils ont estimé que les directeurs d'école devaient pouvoir disposer de tests pour confondre les élèves qui refusent d'avouer qu'ils consomment des drogues douces ou de l'alcool", précise le quotidien. Reste à voir comment appliquer cette mesure, qui soulève de nombreux problèmes éthiques.

## les titres du 22 avril 2008

#### **THE INDEPENDENT**

La Banque d'Angleterre peut-elle sauver l'économie britannique ?

Le 21 avril, la Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé qu'elle allait débloquer 62,4 milliards d'euros pour racheter des titres de créances à risques. Plus précisément, les banques pourront échanger auprès de la BoE des crédits immobiliers jugés très risqués contre des emprunts d'Etat réputés sûrs. "C'est la plus grosse ligne de crédit jamais accordée par la BoE au secteur bancaire", précise le quotidien londonien. "Et cela pourrait ne pas suffire", alors que la crise des *subprimes* continue de sévir.

#### **CHINA DAILY**

JO : la France tente d'apaiser Pékin

Après les incidents qui ont émaillé le passage de la flamme olympique à Paris, Nicolas Sarkozy tente d'apaiser le courroux chinois. Le 21 avril à Shanghai, le président du Sénat Christian Poncelet a remis au nom du président une lettre à l'athlète handicapé Jin Jing. "Je voudrais vous dire à quel point les attaques dont vous avez été l'objet à Paris m'ont choqué", écrit le président français. En Chine, celle-ci est devenue une héroïne pour avoir protégé la flamme olympique des manifestants qui voulaient l'éteindre.

#### **THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR**

Cuba arrête les "femmes en blanc"

Le 21 avril, dix "femmes en blanc", épouses et proches de prisonniers politiques, ont été arrêtées à La Havane, rapporte le quotidien de Boston. Selon d'autres sources, elles auraient été dispersées par la police. Elles manifestaient sur la place de la Révolution, devant le siège du pouvoir castriste, pour réclamer la libération des détenus politiques. C'était la première manifestation du genre depuis trois ans, signe que la population espère un relâchement de la pression politique, écrit le journal.

#### **ZAMAN**

Des élections anticipées pourraient avoir lieu en Turquie

Citant des sources proches du pouvoir, le quotidien turc (version anglophone) annonce que le Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste modéré et proeuropéen) envisage de convoquer des élections anticipées cette année. Menacé d'interdiction par la justice, l'AKP veut faire voter une réforme constitutionnelle qui complique la dissolution des partis politiques, mais craint de ne pas avoir assez de voix à l'Assemblée. Le nouveau scrutin aurait alors valeur de référendum sur la Constitution.

#### **DAILY NATION**

L'Ethiopie rompt ses relations diplomatiques avec le Qatar

La patience de l'Ethiopie a des limites. Elle a en effet annoncé, le 21 avril, la rupture de ses relations diplomatiques avec le Qatar, note le quotidien kényan. Elle accuse ce pays du Golfe de soutenir le terrorisme en Somalie et de contribuer à la déstabilisation de la Corne de l'Afrique. Pour rappel, l'armée éthiopienne est engagée en Somalie, aux côtés des troupes régulières du pays, dans une lutte sans merci contre les rebelles islamistes.

#### **THE INDIAN EXPRESS**

Le roi du Népal refuse l'exil en Inde

Le roi Gyanendra n'a aucunement l'intention de partir en exil en Inde. Le 21 avril, le palais royal de Katmandou a récusé toute rumeur en ce sens, relate le quotidien de Bombay. Le monarque devrait pourtant devoir rapidement rendre sa couronne : selon un décompte encore provisoire, les maoïstes auraient remporté 40 % des sièges à l'Assemblée constituante élue le 10 avril. Celle-ci devra transformer le royaume du Népal en république. Depuis, un bras de fer s'est engagé avec le roi Gyanendra.

#### **THE AGE**

La Jamaah Islamiyah perd deux de ses dirigeants

Un tribunal indonésien a condamné, le 21 avril, le chef suprême et le leader de la branche armée de la Jamaah Islamiyah à quinze ans de prison chacun. Zarkasi et Abu Dujana étaient jugés - séparément - pour avoir aidé des militants du premier réseau

islamiste d'Asie du Sud-Est à perpétrer des attentats. L'Australie a applaudi le verdict, relate le journal de Melbourne. La Jamaah Islamiyah est à l'origine, entre autres, des attentats de Bali. En 2002, ils avaient fait 202 morts, dont beaucoup d'Australiens.

#### **CORRIERE DELLA SERA**

Air France-KLM ne rachètera pas Alitalia

Le 21 avril, la compagnie française Air France, associée à la néerlandaise KLM, a retiré son offre de rachat de la compagnie italienne Alitalia. Elle a fait connaître sa décision par un bref communiqué. Le rachat d'Alitalia par Air France avait été un sujet central de la campagne électorale. Berlusconi avait souhaité que les discussions en cours n'aboutissent pas afin qu'Alitalia, économiquement exsangue, reste italienne.

#### **DAWN**

Un militant proTalibans retrouve la liberté au Pakistan

Le 21 avril, Islamabad a annoncé la remise en liberté de Sufi Mohammad, un leader proTalibans détenu depuis 2001. Sa libération suit un accord de paix scellé entre le gouvernement de la Province-de-la-Frontière-du-Nord-Ouest et le Tehrik-e-Nifaz-e-Shariat-e-Mohammadi (TNSM), le mouvement de Sufi Mohammad. Le TNSM s'est engagé à rétablir l'autorité du gouvernement dans la région. Sufi Mohammad était accusé d'avoir envoyé des centaines de milliers de jeunes djihadistes en Afghanistan.

#### **THE WASHINGTON POST**

L'espérance de vie des Américaines recule

"Pour la première fois depuis l'épidémie de grippe espagnole de 1918, une proportion significative des femmes américaines voient leur espérance de vie diminuer", rapporte le quotidien. Telle est la conclusion d'une étude menée par l'université de Washington dans mille comtés du pays, représentant 12 % de la population féminine. En cause : tabagisme et obésité. Dans certaines régions de Virginie, l'espérance de vie des femmes a baissé de cinq ans depuis 1983.

## les titres du 21 avril 2008





### ABC COLOR

#### "L'évêque des pauvres" gagne la présidentielle au Paraguay

L'ancien évêque Fernando Lugo, qui avait renoncé à son sacerdoce, en décembre 2006, pour devenir le candidat de la coalition de gauche, a nettement remporté, le 20 avril, la présidentielle. Sa victoire met fin à soixante et un ans d'hégémonie du parti Colorado, une formation conservatrice aux commandes du Paraguay depuis 1947. "Il s'agit d'une date historique dans la trajectoire politique de notre pays", a déclaré Lugo. Il s'est félicité du bon déroulement du scrutin et du "comportement exemplaire" des électeurs. Dans un éditorial publié en première page, le quotidien se réjouit que "le peuple ait vaincu ceux qui l'ont humilié, appauvri et trahi" pendant des décennies.



### LA REPUBBLICA

#### Nouveau gouvernement italien : la Ligue du Nord exulte

Les vainqueurs des législatives des 13 et 14 avril se sont réunis le 20 avril dans une résidence de Silvio Berlusconi pour discuter de la formation du gouvernement. A l'issue de la rencontre, Umberto Bossi, le leader de la Ligue du Nord, s'est dit très satisfait. Il aurait obtenu pour son parti, xénophobe et anti-européen, trois portefeuilles importants : le ministère des Réformes (qui revient à Bossi), celui de l'Intérieur et celui de l'Agriculture. La Ligue obtiendrait également la vice-présidence du Conseil.



### CHINA DAILY

#### Des milliers de Chinois manifestent en Europe et aux Etats-Unis

Tout au long du week-end des 19 et 20 avril, "des milliers de Chinois de l'étranger ont organisé des manifestations pacifiques pour dénoncer la manière biaisée dont les médias occidentaux ont couvert la crise au Tibet, et pour afficher leur soutien aux Jeux olympiques de Pékin", relate le quotidien anglophone. "Mobilisés par Internet", les manifestants se sont réunis entre autres à Paris, Londres, Manchester, Berlin et San Francisco.



### INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

#### Condi Rice se rend à Bagdad pour soutenir le gouvernement irakien

Le 20 avril, Condoleezza Rice a effectué une visite surprise à Bagdad. La secrétaire d'Etat américaine a salué "les progrès remarquables réalisés par le gouvernement irakien et soutenu l'offensive lancée contre les milices islamistes, raconte le quotidien publié à Paris. Dans le même temps, les combats faisaient rage dans la capitale irakienne, après que l'imam radical chiite Moqtada Al-Sadr a menacé de mener une "guerre ouverte". Demain 22 avril, Rice doit participer à un sommet sur l'Irak au Koweït.



### THE NEW YORK DAILY NEWS

#### Au Yankee Stadium de New York, "Benoît XVI fait une entrée de star"

Le 20 avril, le pape a terminé sa première visite aux Etats-Unis par une messe dans le Yankee Stadium de New York. "Une foule extatique" de 57 000 personnes s'était déplacée pour l'acclamer, relate le tabloïd. Plus tôt dans la journée, il s'était recueilli à Ground Zero, le site des attentats du 11 septembre. Avant la Pâque juive, vendredi, il s'était rendu dans une synagogue de la ville. Plusieurs fois au cours de son séjour, Benoît XVI a évoqué sa "honte" face au scandale des prêtres pédophiles.



### MAIL & GUARDIAN

#### La guérilla s'intensifie en Somalie

Selon une association de défense des droits de l'homme locale, qui a fait le tour des hôpitaux de Modajiscio pour recueillir des informations, il y aurait eu 81 morts et plus de 120 blessés dans les combats qui ont eu lieu depuis le 19 avril dans la capitale somalienne. Ils opposent des civils à l'armée régulière de Somalie, alliée à l'armée éthiopienne. Il s'agit des pires affrontements que la ville, livrée à elle-même, ait connus depuis des mois, précise le journal sud-africain.



### CLARÍN

#### Dans la fumée, les Porteños prennent leur mal en patience

Le journal de Buenos Aires consacre sa une aux dernières prévisions météorologiques : faute de pluie ou de vent, le nuage de fumée qui asphyxie la ville depuis vendredi ne devrait pas se dissiper avant le 23 avril. Ces fumées ont été causées par l'incendie de milliers d'hectares de pâtures au nord de la capitale

argentine. L'origine des flammes reste à déterminer. Pour l'heure, les fumées perturbent les transports urbains et ont fait monter en flèche le nombre de consultations médicales.



### THE GUARDIAN

#### Le Grand Inga veut mettre l'Afrique au courant

Ce 21 avril, les représentants de sept gouvernements africains doivent rencontrer, à Londres, financiers et sociétés de construction pour discuter d'un projet de mégabarrage sur le fleuve Congo. Construit en république démocratique du Congo, le Grand Inga produirait deux fois plus d'énergie que le barrage chinois des Trois-Gorges. Le projet est loin de faire l'unanimité, précise le quotidien anglais. Pour ses défenseurs, il permettrait de fournir du courant jusqu'en Afrique du Sud et au Nigeria.



### I KATHIMERINI

#### En Grèce, les réfugiés ne sont pas les bienvenus

"La Grèce rejette les critiques de l'ONU", titre le journal grec (version anglophone). La semaine dernière, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés avait fustigé la manière dont le pays traitait les demandeurs d'asile. Elle avait déconseillé aux autres pays européens de renvoyer en Grèce les clandestins qui seraient entrés dans l'UE en passant par la péninsule, comme l'impose la directive Dublin II. A Bruxelles, le ministre de l'Intérieur grec, Pavlopoulos, a jugé ces critiques "injustes".



### THE AGE

#### L'Australie continue de se rêver en république

"Et maintenant, un plan d'action", titre le quotidien de Melbourne. Ces 19 et 20 avril, le gouvernement australien avait invité quelque mille personnes à Canberra, pour un minisommet sur l'avenir du pays. L'une des idées retenues a été la transformation de l'Australie en république, après une consultation populaire sur le sujet. La reine d'Angleterre cesserait d'être le chef de l'Etat australien. Les droits des Aborigènes et le changement climatique ont aussi compté parmi les thèmes abordés.

## les titres du 18 avril 2008



### EVENING STANDARD

#### La City de Londres taille dans le vif

"La City de Londres a connu un 17 avril sanglant : 1 300 banquiers se sont fait licencier", titre le quotidien du soir londonien. La banque Merrill Lynch va supprimer 4 000 postes dans le monde, dont 400 à son siège londonien, et UBS a annoncé le licenciement de 900 personnes dans ses bureaux de la City. "Le secteur bancaire, touché par la crise du crédit, s'attend à voir ce chiffre doubler" ce 18 avril, précise le journal. Citigroup, la première banque mondiale, pourrait licencier 1 000 employés.



### THE WASHINGTON POST

#### Le souverain pontife prie avec les victimes d'abus sexuels

Le 17 avril, au troisième jour de sa visite aux Etats-Unis, le pape Benoît XVI a discuté et prié avec un petit groupe de personnes victimes d'abus sexuels de la part de prêtres. Cette rencontre restera sans doute comme le point d'orgue du séjour pontifical. L'Eglise catholique américaine est toujours durement secouée par une série de scandales sexuels. Le pape a évoqué cette affaire lors d'une messe célébrée devant 45 000 personnes, dans un stade de base-ball, à Washington.



### NOTICIAS

#### "Dimanche, la république du Paraguay va ressusciter"

Le 20 avril, les Paraguayens iront aux urnes pour élire un nouveau président. Les sondages donnent pour favori Fernando Lugo, un ancien évêque, qui a abandonné sa charge en 2006 pour rejoindre le parti de l'Alliance patriotique pour le changement (APC, gauche). Celui-ci promet de rendre dignité et espoir à la population. Après soixante ans de pouvoir conserva-

teur, un tiers des Paraguayens vivent au-dessous du seuil de pauvreté.



### THE TELEGRAPH

#### JO de Pékin : "Les tyrans à la torche mettent New Delhi au pas"

Le centre de New Delhi ressemblait à "une ville fantôme", le 17 avril, pendant le relais de la torche olympique. "Les Indiens ont pu voir à quoi ressemblait une journée en Chine", critique le quotidien de Calcutta. "Pas un seul habitant, en dehors des forces de sécurité et des journalistes accrédités", n'a pu apercevoir la torche. The Asian Age a fait les calculs : l'Inde, qui compte 140 policiers pour 100 000 habitants, en avait déployé 17 000 pour l'occasion.



### SUD QUOTIDIEN

#### La francophonie rend hommage à Aimé Césaire

Le poète Aimé Césaire est mort le 17 avril à Fort-de-France, en Martinique, où il était hospitalisé depuis le 9 avril. Le quotidien de Dakar salue le "créateur de la négritude", qui a su "faire irruption dans un espace pollué par le "rire Banania" pour y décliner une humanité enfouie en chacun de nous". Il avait su s'approprier le français, poursuit le journal, sans abandonner sa créolité, mais au contraire pour en faire entendre le rythme et la spécificité.



### VREMIA NOVOSTIEÏ

#### Le bataillon Vostok exacerbe les tensions en Tchétchénie

A Goudermès, dans l'est de la république tchétchène, les autorités mettent la pression sur la base du bataillon spécial Vostok. Dépendante du ministère de la Défense, celle-ci est commandée par un rival du président Ramzan Kadyrov, le Tchétchéne Soulim Jamadaev. La police locale s'est positionnée autour de la base et demande la reddition du commandant Jamadaev. Plusieurs accrochages survenus au cours

de la semaine entre les deux parties ont précédé le blocus de la base Vostok.



### FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

#### Hambourg ose des mélanges de couleur détonnants

Du noir et du vert : le 17 avril, les chrétiens-démocrates de la CDU et les Verts ont signé un accord de coalition dans la ville-Etat de Hambourg. Jamais les deux partis n'avaient partagé le pouvoir à un échelon autre que local. La situation profite surtout aux Verts, relève le quotidien conservateur en éditorial : ayant montré qu'une alliance avec les sociaux-démocrates du SPD n'était plus leur seule solution pour parvenir au pouvoir, ils pourront monnayer plus cher leur soutien au niveau fédéral.



### CHOSUN ILBO

#### Le président de Samsung est inculpé pour abus de confiance

Après 99 jours d'enquête, Lee Kun-hee, le président de Samsung, a été inculpé le 17 avril pour abus de confiance et évasion fiscale. Neuf autres cadres dirigeants du géant sud-coréen sont également visés. Le quotidien de Séoul juge cependant "décevantes", au vu des moyens déployés, les charges retenues contre eux. "Les procureurs n'ont pas réussi à prouver que les cadres de Samsung avaient soudoyé enquêteurs et employés du gouvernement avec des fonds secrets."



### DER STANDARD

#### Un arrière-train divin sème la zizanie à la frontière austro-allemande

Une querelle de voisinage insolite oppose l'Autriche à l'Allemagne. Les habitants de Braunau am Inn, côté autrichien, se sont émus de l'érection dans la ville voisine, Simbach am Inn, côté bavarois, d'une statue représentant le dieu du fleuve. Et pour cause : celui-ci, que la ville allemande vient de choisir pour em-

## les titres du 17 avril 2008

### **EL PERIÓDICO DE CATALUNYA** **Les ministres espagnoles indisposent les machistes**

"Seule une poignée de machistes résiste encore", titre le quotidien catalan. L'entrée en fonction, le 14 avril en Espagne, d'un gouvernement socialiste à majorité féminine suscite sarcasmes et petites phrases. A son tour, Silvio Berlusconi, le 16 avril, a ironisé sur cette équipe "trop rose" et donc "difficile à gérer". En une du journal, Carme Chacón, nouvelle ministre de la Défense, enceinte de sept mois, semble prête à régler son compte au nouveau président du Conseil italien. Et l'éditorialiste du quotidien vole au secours de ces neuf ministres qui propulsent l'Espagne "dans le futur".

### **SÜDDEUTSCHE ZEITUNG** **L'inflation bat des records en Europe**

En mars, les prix de détail ont augmenté de 3,6 % dans les quinze pays de la zone euro, a fait savoir Eurostat le 16 avril. Du jamais-vu depuis dix ans que des statistiques sont établies à cette échelle, précise le quotidien allemand. La nouvelle a poussé le cours de l'euro vers des sommets inédits : la monnaie unique a atteint 1,6 dollar. Cette forte inflation devrait affecter la croissance outre-Rhin : les experts tablent désormais sur un taux de 1,8 % pour 2008, contre 2,2 précédemment.

### **LA REPUBBLICA** **Berlusconi annonce des mesures impopulaires**

A peine revenu aux affaires en Italie, Silvio Berlusconi annonce que les temps sont durs et qu'il va devoir prendre des mesures impopulaires. Entre autres : un nouvel engagement des militaires italiens au Liban ou l'ouverture partielle à Air France du capital d'Alitalia, la compagnie aérienne nationale, en grande difficulté. Des tensions sur la composition du gouvernement sont apparues entre le nouveau président du Conseil et Umberto Bossi, le leader de la Ligue du Nord, avec lequel il devra gouverner.

### **LA NACIÓN** **La ministre de l'Education chilienne tombe pour corruption**

Yasna Provoste a dû quitter son poste de ministre de l'Education, le 16 avril, après que le Parlement et le Sénat chiliens lui ont retiré leur confiance. Elle est soupçonnée de corruption, n'ayant pu justifier la disparition de ses caisses de millions de dollars destinés à des subventions scolaires. La présidente, Michelle Bachelet, a déclaré respecter le vote des élus, mais prévient qu'elle "fera tout ce qui est en [son] pouvoir pour que [ce type de destitution] ne devienne pas une habitude".

### **LE SOLEIL** **Le Premier ministre tchadien, limogé, est aussitôt remplacé**

Le 16 avril, le président tchadien Idriss Déby a limogé le Premier ministre Delwa Kassiré Coumakoye et l'a remplacé par son conseiller diplomatique, Youssouf Saleh Abbas, rapporte le quotidien de Dakar. Le nouveau Premier ministre, qui a déclaré vouloir pratiquer l'ouverture pour composer son gouvernement, est un ancien chef rebelle et ex-opposant en exil qui a rallié le pouvoir en 2006. Idriss Déby reprochait à Kassiré Coumakoye de s'opposer à la mise en œuvre de l'accord entre la majorité et l'opposition d'août 2007.

### **THE MIAMI HERALD** **Sur la défensive, Obama et Clinton s'affrontent en Pennsylvanie**

Le 16 avril, les deux candidats à l'investiture démocrate pour la présidentielle se sont affrontés dans un débat organisé à Philadelphie, la capitale de la Pennsylvanie. A six jours de la primaire dans cet Etat, Barack Obama et Hillary Clinton sont apparus sur "la défensive", titre le journal de Miami. Les questions ont davantage porté sur les gaffes et les erreurs commises par les candidats que sur leurs programmes. Pour la première fois, Hillary a reconnu que Barack Obama pourrait bien remporter l'investiture.

### **THE MOSCOW TIMES** **"Poutine se prend de sympathie pour les provinces séparatistes"**

"Le président Poutine a ordonné au gouvernement de resserrer les liens avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud", deux provinces géorgiennes séparatistes, annonce le quotidien anglophone de Moscou. La nouvelle a aussitôt suscité "des critiques acerbes de la

part de la Géorgie et de l'Occident", ajoute-t-il. Le président russe, qui doit bientôt quitter ses fonctions, préconise le renforcement de la coopération économique, "sans aller jusqu'à reconnaître formellement les deux provinces".

### **USA TODAY** **Les injections létales vont reprendre aux Etats-Unis**

L'injection létale, la méthode d'exécution la plus utilisée aux Etats-Unis, a été déclarée conforme à la Constitution américaine par la Cour suprême. Le 16 avril, celle-ci a autorisé le Kentucky à de nouveau utiliser cette méthode. Les juges ont rejeté la requête de deux condamnés à mort de cet Etat, qui refusaient l'injection et réclamaient une procédure de mise à mort moins "cruelle". Si ce verdict vaut pour le Kentucky, le débat reste entier dans le pays, où les exécutions sont suspendues depuis six mois.

### **THE GUARDIAN** **Les imams modérés sont les bienvenus au Royaume-Uni**

"La ministre de l'Intérieur britannique, Jacqui Smith, va inviter des imams modérés d'Asie du Sud en Grande-Bretagne pour aider les communautés musulmanes à combattre la violence extrémiste", annonce le quotidien londonien. L'idée est d'esquisser "un nouveau réseau mondial" qui concurrencerait celui des imams islamistes. Cette mesure entre dans le programme global de lutte contre la violence extrémiste adopté par le gouvernement le 15 avril, pour un budget annuel de 111 millions d'euros.

### **EL WATAN** **Face au malaise des jeunes, Alger "fait la sourde oreille"**

Après la banalisation du phénomène des *harraga*, ces jeunes qui prennent la mer pour tenter de rejoindre l'eldorado européen, la rue gronde dangereusement en Algérie. Comme s'ils s'étaient passé le mot, des milliers de jeunes, aux quatre coins du pays, descendent dans la rue pour crier leur malaise et leur douleur de ne pas être entendus par les autorités, relate le quotidien d'Alger. A Gdyl (région d'Oran), des édifices publics ont été saccagés. Partout la répression policière a été immédiate.

## les titres du 16 avril 2008

### **THE WASHINGTON POST** **Benoît XVI débute une visite historique aux Etats-Unis**

Le 15 avril, le président Bush est venu en personne accueillir Benoît XVI à son arrivée sur le sol américain. Le pape, qui débute une visite de six jours aux Etats-Unis, sera ce mercredi 16 avril le deuxième souverain pontife à être reçu à la Maison-Blanche, après Jean-Paul II en 1979. Dans l'avion qui l'amène aux Etats-Unis, Benoît XVI a déclaré avoir "profondément honte" des affaires de pédophilie qui ont éclaboussé le clergé américain ces dernières années. Plus de 4 000 prêtres, sur les 42 000 que comptent les Etats-Unis, ont fait l'objet de dénonciations.

### **LE POTENTIEL** **Un accident d'avion fait au moins 80 victimes en RDC**

Un avion de type DC9 s'est écrasé le 15 avril dans un quartier populaire de la ville de Goma, au Nord-Kivu (est de la république démocratique du Congo, RDC). L'avion, qui avait à son bord 94 passagers, appartenait à la Hewa Bora, une compagnie aérienne interdite de vol en Europe. On déplore plus de 80 victimes parmi les passagers. Selon le quotidien de Kinshasa, ce bilan pourrait encore s'alourdir car l'avion s'est écrasé sur un quartier très peuplé, à l'heure du marché.

### **HANDELSBLATT** **Poutine s'impose à la tête du parti au pouvoir en Russie**

"La démocratie est parfois si facile", ironise le quotidien allemand. Le 15 avril, Vladimir Poutine a été intronisé chef du parti Russie unie, majoritaire à la Douma. L'affaire a été rondement menée, précise le journal : il a fallu huit minutes à Poutine pour présenter sa candidature et trois minutes aux membres de Russie unie pour l'accepter, alors que Poutine n'a jamais adhéré au parti. Le 7 mai, lorsqu'il quittera la présidence, Poutine occupera également le poste de Premier ministre. De quoi assurer ses arrières.

### **FOLHA DE SÃO PAULO** **Un mégaséisme de pétrole a été découvert au Brésil**

L'Agence nationale du pétrole brésilienne y voit "la plus importante découverte de ce genre dans le monde depuis trente ans". Le 14 avril, elle a annoncé l'existence, au large de São Paulo, d'un gisement de pétrole géant. Le gisement, baptisé "Carioca", pourrait contenir 33 milliards de barils d'équivalent pétrole, ce qui en ferait de loin le plus grand gisement du Brésil. La compagnie nationale Petrobras n'a pas encore confirmé la nouvelle.

### **THE MANILA TIMES** **Aux Philippines, les voleurs de riz iront droit en prison**

La présidente des Philippines, Gloria Arroyo, a promis le mardi 15 avril la prison aux voleurs de riz. Le pays est touché par la hausse vertigineuse des prix de cette céréale. Le gouvernement fournit à la population la plus démunie du riz à des prix subventionnés, alors que le Programme alimentaire mondial de l'ONU

déclare disposer de 4 000 tonnes de riz de réserve, soit de quoi tenir deux mois. Selon les analystes, toute nouvelle hausse des prix pourrait provoquer des émeutes.

### **ENTEKHAB** **Ahmadinejad vole au secours de Chirine Ebadi**

L'avocate iranienne Chirine Ebadi, lauréate du prix Nobel de la paix en 2003, s'est plainte le 14 avril d'avoir reçu des menaces de mort. Connue pour sa défense des droits de l'homme en Iran, elle a déjà craint pour sa vie à plusieurs reprises, mais considère que les menaces contre elle et sa famille se sont récemment amplifiées. Le président de l'Iran, Mahmoud Ahmadinejad, a réagi en demandant au chef de la police d'assurer la protection de la magistrate et de ses proches.

### **CHINA DAILY** **Pékin demande des excuses à la chaîne américaine CNN**

Le 15 avril, Pékin a fait savoir à CNN qu'il attendait des excuses de sa part. En cause : des propos "insultants" tenus par un animateur de la chaîne d'information américaine, Jack Cafferty, lors du passage de la flamme olympique aux Etats-Unis. "Cafferty, en insultant la Chine et les Chinois, a sérieusement violé l'éthique journalistique et passé outre à ce que dicte sa conscience à un être humain normal", a déclaré Jiang Yu, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois.



#### [THE CITIZEN](#)

##### **La crise électorale du Zimbabwe divise l'ANC**

La situation au Zimbabwe divise les dirigeants du Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir en Afrique du Sud. Le président Thabo Mbeki, qui soutient de longue date le président du Zimbabwe, Robert Mugabe, est de plus en plus contesté par Jacob Zuma, son successeur probable à la tête du pays. Le 15 avril, ce dernier a qualifié la situation au Zimbabwe de "terrible". Il a ainsi désavoué Mbeki, dont les déclarations - "Il n'y a pas de crise au Zimbabwe" - ont fait grand bruit le 12 avril.



#### [LA VANGUARDIA](#)

##### **La Catalogne trouve des ressources pour sortir de la sécheresse**

Le 15 avril, le gouvernement de Madrid et les autorités catalanes ont signé leur "pacte de l'Ebre", titre le journal de Barcelone. Après des semaines de discussions, un moyen a été trouvé pour réduire la sécheresse qui sévit en Catalogne : acheminer jusque dans la région de l'eau du fleuve Ebre. La ministre de l'Agriculture et de l'Environnement espagnole, Elena Espinosa, affirme que cela sera sans impact sur le débit de l'Ebre. L'eau proviendra en effet d'un excédent dans le delta du fleuve.



#### [FINANCIAL TIMES](#)

##### **Le groupe pharmaceutique Shire snobe le Royaume-Uni**

Shire, le 15 avril, "a porté un coup dur au Royaume-Uni en tant que pays d'entreprises", annonce le quotidien financier londonien. Le groupe pharmaceutique britannique a annoncé qu'il allait déménager son siège fiscal sur l'île anglo-normande de Jersey. Désormais, il s'acquittera de ses impôts en Irlande, pour un montant moindre que ce qu'il verse actuellement au Royaume-Uni. En 2006, la société avait payé 11 millions d'euros d'impôts, dont 5 millions de taxes professionnelles.